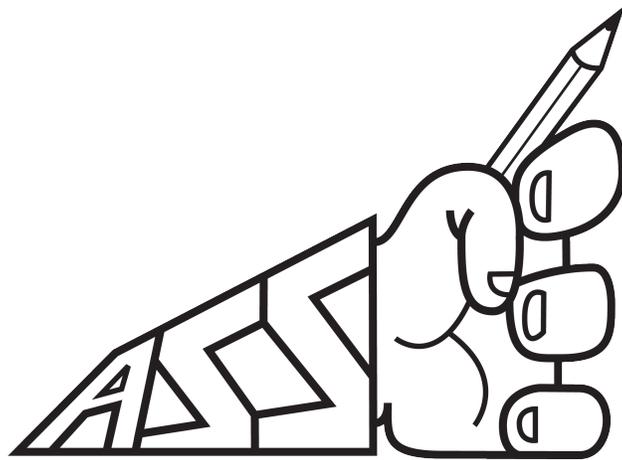


Congrès grève générale illimitée

**de l'Association pour une Solidarité
Syndicale Étudiante (ASSÉ)**



**Le 7 avril 2007
Collège Bois-de-Boulogne**

Table des matières

Table des matières.....	2
Ordre du jour.....	3
Procès-verbal.....	4
Références de textes sur la grève générale illimitée de 2005.....	26
Textes.....	26
Articles parus dans l'Ultimatum.....	27
D'une grève à l'autre : réflexion sur les perspectives d'une lutte offensive du mouvement étudiant en 2007-2008.....	28
Considérations de la grève générale illimitée et l'expérience de la grève au local.....	34
Grève générale : pour dépasser la récupération.....	38
La récupération de la grève générale illimitée de l'hiver 2005	41
Mon opinion sur la grève générale illimitée en session d'automne.....	49
Organisation et moyens de pression.....	51
Considérations sur les actions de la dernière grève générale et perspectives pour la prochaine.....	54
Considérations logistiques et matérielles.....	56
Réflexions hâtives sur les perspectives d'actions collectives pour une grève générale illimitée.....	59
Nouvelles de l'Université Laval... Commentaires et propositions	62
Grève générale et médias.....	64
Propositions aux grévistes.....	68
Le rôle des écoles secondaires dans une grève post-secondaire.....	81
Mémoire de la grève générale illimitée 2005 : La représentation médiatique.....	85
Une grève... pas n'importe comment !.....	88
Perspectives de lutte et mouvement étudiant.....	92
La gratuité scolaire mais pour quoi ? et pour qui ?.....	103
L'accès à l'éducation et la gratuité sous le capitalisme. Le « moins pire » est derrière nous, devant il n'y a que la lutte!.....	106
Propositions.....	111
Procédures.....	111
Grève générale illimitée.....	111

Ordre du jour

Proposé par le Conseil exécutif :

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

1.1 Praesidium

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.3 Lecture et adoption du procès-verbal

2.0 Grève générale illimitée

3.0 Varia

4.0 Levée

Procès-verbal

Congrès de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante
Tenu les 17 et 18 février 2007 à l'Université du Québec à Montréal

Présences :

Nom	Association	Délégué-e	Observateur Observatrice
Valérie Simard	AEMSS-UQO	√	
Dominic Létourneau-Tremblay	AEMSS-UQO	√	
Jean-Roch Villemaire	AEMSS-UQO		√
Guillaume Moreau	SECMV	√	
Adam Pétrin	SECMV	√	
Bruno Gélinas-Faucher	SECMV		√
Guillaume Bouchard Labonté	AÉHUM	√	
Virginie Landreville	REECJL	√	
Marie-Ève Ruel	REECJL	√	
Jonathan Alexandre-Pimparé	REECJL	√	
Alexandre Ouellet	AÉCS	√	
Marianita Hamel	AÉCS	√	
Pascal Chabot	AÉCS	√	
Philippe-Emmanuel Vézina	AECM	√	
Gabrielle Margineanu	AECM	√	
Philippe Teisceira-Lessard	AGECFXG	√	
Rémi Daigle	AGECFXG	√	
Étienne Guérette	AFESH-UQÀM	√	
Geneviève Gariépy	AFESH-UQÀM	√	
Annie-Claude Dalcourt	AFESH-UQÀM	√	
François Baillargeon	AFESH-UQAM		√
Alexandre Leduc	AFESH-UQAM		√
Philippe Marchand	AFESH-UQAM	√	
Christian Pépin	AFESH-UQÀM		√
Geneviève Paquette	AGEECLG	√	
Maude Bouchard	AGES	√	
Jean-François Filiatrault	AGEBdeB	√	
Bellil Ismaël	AGEBdeB		√
Charles-Emmanuel Boucher	AGEBdeB		√
Noémie Charest-Bourdon	AGEBdeB		√
Jean-Michel Thériault	AGEBdeB		√
Arnaud Theurillat-Cloutier	AGEBdeB	√	
Annie Lamalice	AECSL	√	

Nom	Association	Délégué-e	Observateur Observatrice
Shanie Morasse	AECSL	√	
Mathieu Blais	AECSL		√
Julie Depelteau	AEMSP-UQAM	√	
Jérôme Aubin	AEMSP-UQAM	√	
Guillaume Fortin	AEMSP-UQAM	√	
France St-Gelais	AEMSP-UQAM		√
Gabriel Dufour	RÉESUM	√	
Evelyne Elise Paquette	AGECD		√
Hubert Gendron-Blais	CRAM	√	
Philippe Gauvin	Comité formation	√	
Guillaume Manningham	Comité journal	√	
Van Quoc Vinh	Comité journal	√	
Jean-Christophe Gascon	Comité information	√	
Lizanne Guay	Comité femmes	√	
Geneviève Simon	SoGÉÉCoM		√
Étienne Tremblay	SoGÉÉCoM	√	
François Bélanger	SoGÉÉCoM		√
Marc-André Faucher	CALESH		√
David Pépin	AGE-UQO		√
Étienne Simard	AGE-UQO		√
Jacques McBrearty	AGECGI-G	√	
Marie-Ève Blais	AFÉA-UQAM	√	
Shawn Doiron	AFÉA-UQAM	√	
Marc-André Beauchamp	AGECoV	√	
Steve Booth	AGECoV	√	
Maxime Leblanc	AGECoV		√
Joël Dion-Paquette	AGEECST		√
Jessyka Boulagner	SSMU/AÉUM	√	
Devin Alfaro	SSMU/AÉUM	√	
Max Silverman	SSMU/AÉUM	√	
Hasan Hang	AGECA		√
Edwige Ducreux	REMDUS	√	
Alexis Lussier	AGEM	√	
Anne-Christine Guy	CADEUL	√	
Daniel Gendron	CADEUL	√	
Alexandre Vidal	AGEECLL	√	
Maxime Boutin	AGEECLL	√	
Frédéric Morin Bordeleau	AGECVM	√	
Justine Blanco	AGECVM	√	
Gabrielle Tremblay	AGECVM	√	
Sébastien Tremblay	AGECVM		√

Nom	Association	Délégué-e	Observateur Observatrice
Lysanne Picker-Paquin	AGEECLP	√	
Pier-Luc Poulin	AGEECLP	√	
Maxime Pelletier Labelle	AGEECLP	√	
Julie Descheneaux	Conseil exécutif	√	
Jaouad Laaroussi	Conseil exécutif	√	
Louis-David L.-Renaud	Conseil exécutif	√	
Alex Desrochers	Conseil exécutif	√	
Alex Bourdon-Charest	Conseil exécutif	√	
Myriam Villeneuve	Gardienne du senti		√
Martine Poulin	Animation		√
Jean-René Levesque	Animation		√
Raphaël Turbide	Co-animation		√
Valérie Soly	Secrétariat		√
Pascal McDougall	-		√
Marie-Eve Bourassa	-		√
Simon Émard	-		√

0.0 Ouverture à 9h32

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AECSL
Adoptée à l'unanimité

1.0 Procédures

1.1 Praesidium

1.1.1 Martine Poulin et Jean-René Levesque à l'animation et Valérie Soly au secrétariat.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AÉCS
Adoptée à l'unanimité

1.1.2 Myriam Villeneuve comme gardienne du senti

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AECSL
Adoptée à l'unanimité

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.2.1 L'adoption de l'ordre du jour suivant :

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

1.1 Praesidium

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.3 Lecture et adoption du procès-verbal

- 2.0 Accueil des nouveaux membres
- 3.0 Rapport gratuité scolaire
- 4.0 Tour de table
- 5.0 Plénières
 - 5.1 Revendications
 - 5.2 Femmes
 - 5.3 Plan d'action
- 6.0 Délibérantes
 - 6.1 Revendications
 - 6.2 Femmes
 - 6.3 Plan d'action
- 7.0 Élections
- 8.0 Finances
 - 8.1 États financiers 2005-2006
 - 8.2 États des résultats 2006-2007
 - 8.3 Prévisions budgétaires 2006-2007
 - 8.4 Fonds d'entraide
- 9.0 Traitement des avis de motion
 - 9.1 Comité médias
 - 9.2 Autres
- 10.0 Dépôt des avis de motion
- 11.0 Varia
- 12.0 Levée
 - Proposée par le Conseil de Coordination
 - Appuyée par AECSL

1.2.1.1 De déplacer le point « Tour de table » au point 2.0. et d'ajouter un point « 1.4 Caucus procédures » à l'ordre du jour.

Proposé par le Conseil exécutif
Appuyé par REECJL
Adopté à l'unanimité

Sur la proposition principale 1.2.1 telle qu'amendée : Adoptée à l'unanimité.

1.3 Lecture et adoption du procès-verbal

1.3.1 L'adoption du procès-verbal des 14 et 15 octobre 2006.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AÉCS
Adoptée à l'unanimité

1.4 Caucus procédures

1.4.1 Un caucus procédures divisé en 3 groupes.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AECSL
Adoptée à l'unanimité

2.0 Tour de table

2.1 Un tour de parole de présentation des délégué-e-s et observateurs et observatrices portant sur les perspectives sur la manifestation du 29 mars 2007 au local.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AGEELG

2.1.1 Que les associations soient invitées à faire un bref topo sur leur situation locale.

Proposé par AÉCS
Appuyé par REECJL
Adopté à l'unanimité

Sur la proposition principale 2.1 telle qu'amendée : Adoptée à l'unanimité.

3.0 Accueil des nouveaux membres

3.1 Que l'ASSÉ accueille l'AGEBdB et l'AEMSS-UQO comme nouveaux membres.

Proposée par AGECLG
Appuyée par AÉCS
Adoptée à l'unanimité

4.0 Rapport gratuit scolaire

4.1 Que la procédure d'adoption pour le rapport du Comité ad hoc gratuit scolaire soit la suivante :

- Qu'un temps de rédaction de 10 minutes soit consacré à la formulation de propositions formelles quant aux revendications et à la conceptualisation. Que ces 10 minutes soient également l'objet, si nécessaire, de l'élaboration de thématiques (débat théorique) sur lesquelles l'ASSÉ doit se pencher.

- Que Julie Descheneaux soit attitrée à prendre les commentaires et les suggestions quant à la forme, la structure des phrases et les erreurs grammaticales du rapport gratuit scolaire et ce, en retrait de l'instance formelle du Congrès; qu'ils soient automatiquement intégrés. Qu'à l'avenir, ces refontes soient, au même titre que l'ensemble des documents officiels, approuvés par le Conseil exécutif.

- Que le texte soit étudié section par section conformément à l'Article 35 du Nouveau code des règles de procédure.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AEMSP-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

4.2 De tenir des tours de parole de 2 minutes pour le point « Rapport gratuit scolaire », de 1 minute pour le 2^e tour.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AECSL
Adoptée à l'unanimité

4.3 L'adoption du mémoire sur la gratuité scolaire.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par SECMV

4.3.1 De retirer la section « 2.1.2 L'endettement », dans « 2.1 Le coût des études », dans « 2. Inégalité des chances ».

Proposé par AECSL
Appuyé par AGEbdeB

Proposition dilatoire : De laisser sur la table l'amendement 4.3.1.

Proposé par AECSL
Appuyé par SECMV
Vote :
Pour : 1 Contre : 11 Abstention : 1
Rejeté à la majorité

Sur l'amendement 4.3.1 :

Vote :
Pour : 1 Contre : 11 Abstention : 1
Rejeté à la majorité

Proposition incidente : Un temps de lecture de 15 minutes.

Proposée par AECSL
Appuyée par AGEbdeB
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Une pause de 45 minutes pour le dîner.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AECM
Adoptée à l'unanimité

Ajournement à 13h18.

Proposition privilégiée : La réouverture à 14h05.

Proposée par AGEeCLG
Appuyée par REECJL
Adoptée à l'unanimité

Sur la proposition principale 4.3 :

Vote :
Pour : 8 Contre : 1 Abstention : 3
Adoptée à la majorité

4.4 Que dans l'étude de cas sur la Suède soit intégré un historique du mouvement étudiant.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AECSL

4.4.1 Ajouter à la fin « et que Jessyka Boulanger soit mandatée de le faire.

Proposé par REECJL
Appuyé par AGEeCLG
Vote :
Pour : 4 Contre : 6 Abstention : 4
Rejeté à la majorité

Sur la proposition principale 4.4 : Adoptée à l'unanimité.

4.5 Que le travail du Comité ad hoc gratuité scolaire soit reconduit au Comité recherche et réflexion afin d'étoffer l'analyse socio-politique de l'ASSÉ sur l'éducation. Que ce travail éclaire les associations étudiantes sur les différents points de vue sur l'éducation : production/reproduction des

classes sociales, investissement coûts-bénéfices, reproduction des inégalités sociales et tout autre jugé pertinent par le comité.

Proposée par AÉCS

Appuyée par AGEELG

Vote :

Pour : 11

Contre : 1

Abstention : 2

Adoptée à la majorité

4.6 Que le travail de mise à jour et de rajout d'informations du mémoire sur la gratuité scolaire soit constamment une priorité de l'ASSÉ. À cet effet, que l'étude de cas sur l'Irlande soit la première mise à jour à faire.

Proposée par le Conseil exécutif

Appuyée par AEMSP-UQÀM

Adoptée à l'unanimité

4.7 Considérant l'adhésion de l'ASSÉ au principe de jeunes travailleurs et jeunes travailleuses intellectuel-le-s que sont les étudiants et étudiantes;

Considérant l'adoption en 2003 de la revendication sur le revenu minimum garanti pour tous et toutes;

Considérant l'absence d'information sur une telle revendication;

Qu'un travail de présentation de la revendication du revenu minimum garanti pour tous et toutes soit élaboré pour permettre aux associations étudiantes un positionnement sur cette dernière.

Proposée par AFESH-UQÀM

Appuyée par AEMSS-UQO

4.7.1 Ajouter à la fin « Que ce travail soit distinct du mémoire sur la gratuité scolaire. »

Proposé par AGEFCXG

Appuyé par AÉHUM

Vote :

Pour : 2

Contre : 5

Abstention : 7

Rejeté à la majorité

Sur la proposition principale 4.7 :

Vote :

Pour : 11

Contre : 0

Abstention : 3

Adoptée à la majorité

5.0 Plénières

5.1 Revendications

5.1.1 Que l'on fasse deux plénières de 30 minutes, l'une sur notre définition de la gratuité scolaire et l'autre sur le droit à la grève.

Proposée par le Conseil exécutif

Appuyée par REECJL

Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : De terminer les tours de parole.

Proposée par AFESH-UQÀM

Appuyée par AECSL

Adoptée à l'unanimité

Décret d'une pause à 13h56.

Proposition privilégiée : La réouverture à 16h13.

Proposée par REECJL
Appuyée par AGEELG
Adoptée à l'unanimité

5.2 Femmes

5.2.1 Que l'on fasse une plénière de 30 minutes sur les actions dans le cadre de la campagne du 8 mars.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par le Comité femmes
Adoptée à l'unanimité

5.2.2 Que l'on fasse une plénière de 20 minutes sur la situation des garderies dans les institutions post-secondaires.

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par SECMV
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Une pause de 10 minutes.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AECSL
Adoptée à l'unanimité

Ajournement 17h53.

Proposition privilégiée : La réouverture à 18h10.

Proposée par REECJL
Appuyée par SECMV
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Un caucus non-mixte de 30 minutes sur l'implication des femmes au sein du syndicalisme de combat.

Proposée par le Comité femmes
Appuyée par AGECEFG
Vote :
Pour : 5 Contre : 4 Abstention : 3
Adoptée à la majorité

Proposition privilégiée : Qu'il y ait un retour de 15 minutes en caucus mixtes.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AECSL
Vote :
Pour : 7 Contre : 3 Abstention : 2
Adoptée à la majorité

Proposition privilégiée : Qu'une personne par caucus fasse un bref retour sur les caucus non-mixtes avant d'aller en caucus mixtes.

Proposée par REECJL
Appuyée par SECMV

Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Reconsidérer la décision suivante : « Qu'il y ait un retour de 15 minutes en caucus mixtes. »

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AEMSS-UQO
Adoptée à l'unanimité

Sur : Qu'il y ait un retour de 15 minutes en caucus mixtes.

Constatation de l'ajournement du Congrès à 22h24.

Proposition privilégiée : La réouverture à 8h57, dimanche le 18 février 2007.

Proposée par AGEECLG
Appuyée par REECJL
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : De passer au point « 6.0 Délibérante ».

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par REECJL
Adoptée à l'unanimité

6.0 Délibérante

Proposition privilégiée : De limiter les tours de parole à 2 minutes pour tout le reste du Congrès.

Proposée par AGEECLG
Appuyée par REECJL
Adoptée à l'unanimité

6.1 Revendications

6.1.1 Considérant que plusieurs administrations d'institutions post-secondaires ont affirmé aux associations étudiantes locales que le recours à la grève n'est plus permis;

Considérant que l'intimidation et la répression sont les outils privilégiés par les autorités pour museler la contestation;

Considérant que le droit à la dissidence et les moyens d'action qui en découlent sont incontournables en toute démocratie digne de ce nom;

Considérant que l'usage de grèves générales limitées et illimitées a fait ses preuves dans l'histoire du mouvement étudiant;

Considérant que l'ASSÉ prône le syndicalisme étudiant de combat et que la tenue de grèves limitées et illimitées font partie intégrante de ses moyens d'action;

Que l'ASSÉ condamne l'intimidation dont font preuve plusieurs administrations locales;

Que l'ASSÉ réaffirme le droit inaliénable à la dissidence;

Que l'ASSÉ déclare que le droit à la grève des associations étudiantes est incontestable et que toute atteinte à ce droit est antidémocratique et injustifiable.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AÉCS
Adoptée à l'unanimité

6.1.2 Que la définition de la gratuité scolaire englobe l'abolition de tous types de frais et droits de scolarité, incluant le coût du matériel scolaire.

8 mars 2007.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AÉCS
Adoptée à l'unanimité

6.3 Plan d'action

Proposition privilégiée : Une plénière de 15 minutes sur le plan d'action.

Proposée par SECMV
Appuyée par AGECSFXG
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Une plénière de 15 minutes les perspectives générales.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par SECMV
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Allonger la plénière de 10 minutes.

Proposée par REECJL
Appuyée par AÉCS
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Allonger la plénière de 30 minutes.

Proposée par AGEELCG
Appuyée par AECSL
Rejetée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Une pause de 15 minutes.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AGEELCG
Adoptée à l'unanimité

Ajournement à 10h47.

Proposition privilégiée : La réouverture à 11h08.

Proposée par REECJL
Appuyée par AECSL
Adoptée à l'unanimité

6.3.1 Considérant que, peu importe le gouvernement élu aux prochaines élections provinciales, il ne sera pas à même d'assurer le droit à l'éducation;

Considérant l'imminence d'un dégel des frais de scolarité;

Considérant les leçons que l'ASSÉ a tiré de la grève générale illimitée de 2005;

Considérant les leçons que l'ASSÉ a tirées de la CASSÉE :

Que les associations étudiantes membres de l'ASSÉ soient invitées à démarrer une réflexion au sein de leurs instances respectives sur la question de l'organisation de l'ASSÉ dans une éventuelle grève générale illimitée en vue de formuler des propositions;

Que l'ASSÉ tiene un congrès de préparation de la prochaine grève générale illimitée le 7 et 8 avril et invite, à cette fin, toutes les associations étudiantes intéressées.

Proposée par AGEbdeB
Appuyée par AECSL

6.3.1.1 Biffer « et 8 ».

Proposé par AFESH-UQÀM

Appuyé par AEMSP-UQÀM

Vote :

Pour : 4

Contre : 3

Abstention : 5

Adopté à la majorité

6.3.1.2 Ajouter : « Considérant que l'ASSÉ est en escalade des moyens de pression pour exiger la gratuité scolaire à tous les niveaux; » avant « Considérant l'imminence d'un dégel des frais de scolarité; ».

Proposé par AÉCS

Appuyé par AECSL

Adopté à l'unanimité

Proposition dilatoire : Question préalable sur la proposition principale 6.3.1, sans terminer les tours de parole.

Proposée par AEMSP-UQÀM

Appuyée par AGEELG

Adoptée à l'unanimité

Sur la proposition principale 6.3.1 telle qu'amendée :

Vote :

Pour : 8

Contre : 1

Abstention : 3

Adoptée à la majorité

6.3.2 Considérant que les frais de scolarité seront un enjeu majeur de l'imminente campagne électorale;

Que l'ASSÉ se serve du contexte électoral pour critiquer publiquement les positions des différents partis politiques en matière d'éducation et qu'elle réaffirme par le fait même que les gains en éducation se sont fait et se feront dans la rue et non dans les urnes.

Que l'ASSÉ se garde d'être l'outil de l'opportunisme politique.

Proposée par AFESH-UQÀM

Appuyée par AEMSP-UQÀM

Proposition dilatoire : Question préalable sur la proposition principale 6.3.2, sans terminer les tours de parole.

Proposée par AGEELG

Appuyée par AGECLG

Vote :

Pour : 9

Contre : 3

Adoptée à la majorité

Sur la proposition principale 6.3.2 :

Vote :

Pour : 5

Contre : 4

Abstention : 4

Proposition privilégiée : Reconsidérer la proposition principale 6.3.2.

Proposée par AFESH-UQÀM

Appuyée par AÉHUM

Vote :

Pour : 11

Contre : 2

Abstention : 0

Adoptée à la majorité

6.3.3 Considérant que les frais de scolarité seront un enjeu majeur de l'imminente campagne électorale;

Que l'ASSÉ se serve du contexte électoral pour critiquer publiquement les positions des différents partis politiques en matière d'éducation et qu'elle réaffirme par le fait même que les gains en éducation se sont fait et se feront dans la rue et non dans les urnes.

Que l'ASSÉ se garde d'être l'outil de l'opportunisme politique.

6.3.3.1 Changer « des différents partis politiques » par « de la classe politique ».

Proposé par AÉHUM

Appuyé par AGEBdeB

Vote :

Pour : 8

Contre : 5

Abstention : 1

Adopté à la majorité

Sur la proposition principale 6.3.3 telle qu'amendée :

Vote :

Pour : 7

Contre : 6

Abstention : 1

Adoptée à la majorité

6.3.4 Que l'ASSÉ appuie formellement le processus du Forum Social Québécois. Cet appui pourrait se concrétiser sous la forme de la délégation de membres dans les comités de travail et à l'assemblée générale et qu'elle mobilise ses membres en vue de la participation au FSQ.

Proposée par AFESH-UQÀM

Appuyée par AEMSP-UQÀM

Vote :

Pour : 6

Contre : 1

Abstention : 7

Adoptée à la majorité

6.3.5 Que l'AGEBdeB soit mandatée de coordonner le Congrès du 7 avril 2007.

Proposée par REECJL

Appuyée par AÉCS

Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Un temps de rédaction de 1 minute.

Proposée par AECSL

Appuyée par AGEBdeB

Adoptée à l'unanimité

6.3.6 Que l'ASSÉ réitère son appui au mouvement anti-guerre en invitant à joindre le contingent anti-impérialiste du collectif Bloquez l'Empire à la manifestation du 17 mars 2007 et de publiciser cette manifestation sur son site Internet.

Proposée par AECSL

Appuyée par AFESH-UQÀM

Vote :

Pour : 11

Contre : 0

Abstention : 2

Adoptée à la majorité

Proposition privilégiée : Une pause de 1h pour le dîner.

Proposée par le Conseil exécutif

Appuyée par AECSL

Adoptée à l'unanimité

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AGEELG

Proposition dilatoire : Question préalable sur la proposition principale 6.3.8.

Proposée par AEMSS-UQO
Appuyée par AEMSP-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

Sur la proposition principale 6.3.8 : Adoptée à l'unanimité.

6.3.9 Qu'il y ait une conférence de presse lundi le 19 février 2007 sur le mémoire sur la gratuité scolaire et l'appel à la grève générale illimitée.

Proposée par SECMV
Appuyée par REECJL
Adoptée à l'unanimité

7.0 Élections

7.1 De constater la démission de M. Francis-Emmanuel Hamel.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par SECMV
Adoptée à l'unanimité

7.2 Que les temps de présentation des candidats et candidates soient limités à 10 minutes par candidat et candidate.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AECSL
Adoptée à l'unanimité

Candidature de Evelyne-Elise Paquette au poste de Secrétaire aux finances

Pour : 13 Contre : 0 Abstention : 1
Élue à la majorité

Candidature de Marie-Ève Ruel au Comité des affaires académiques et pédagogiques.

Pour : 13 Contre : 0 Abstention : 1
Élue à la majorité

Candidature de Julie Descheneaux au poste de Secrétaire à la coordination.

Pour : 12 Contre : 0 Abstention : 2
Élue à la majorité

Candidature de Alex Bourdon-Charest au poste de Secrétaire général du Conseil de Coordination.

Pour : 13 Contre : 0 Abstention : 1
Élu à la majorité

Candidature de Hubert Gendron-Blais au Comité journal.

Pour : 13 Contre : 0 Abstention : 1
Élu à la majorité

Proposition privilégiée : Une plénière de 10 minutes sur les perspectives de candidatures aux élections annuelles. Que les interventions soient limitées à 1 minute par tour de parole.

Proposée par le Conseil exécutif

Adopté à l'unanimité

Sur la principale 8.4.3 telle qu'amendée : Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Une pause de 30 minutes pour le souper.

Proposée par AGEELG
Appuyée par AECSL
Adoptée à l'unanimité

Ajournement à 18h21.

Proposition privilégiée : La réouverture à 18h56.

Proposée par AGEBdB
Appuyée par REECJL
Adoptée à l'unanimité

9.0 Traitement des avis de motion

9.1 Comité médias

Proposition privilégiée : Une plénière de 30 minutes sur les avis de motion.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AECSL
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : De terminer les tours de parole.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AGEBdB
Pour : 10
Adoptée à la majorité

Contre : 2

Abstention : 0

Proposition privilégiée : Une plénière de 10 minutes sur la réforme du Conseil exécutif.

Proposée par REECJL
Appuyée par SECMV
Adoptée à l'unanimité

9.2 Autres

9.2.1 Que le Chapitre 6 : Conseil exécutif, des Statuts et règlements, soit modifié comme suit :

Article 27 : Composition

- Ajouter au poste « Secrétaire à la coordination » : « Elle est aussi responsable de la convocation et de la préparation des réunions du Congrès et du Conseil de Coordination, en collaboration avec le ou la Secrétaire Général-e de ce dernier. »

Que le poste « Secrétaire aux relations internes » se lise dorénavant comme suit : « fait le lien avec les associations membres et les Conseils Régionaux, recueille les avis de motion, les plaintes, etc. S'assure de la préparation des délégations aux instances. »

Ajouter au poste « Secrétaire à l'information » : « site Internet » dans l'énumération « (journaux, tracts, brochures, etc.) ».

Biffer les postes « Secrétaires aux affaires académiques collégiales » et « Secrétaire aux affaires académiques universitaires » et les remplacer par « Secrétaire aux affaires académiques : Évalue les politiques et les mesures des réformes gouvernementales, reçoit de façon anonyme les griefs des associations membres, étudie tous les autres dossiers concernant l'éducation aux niveaux pédagogique et académique. ».

Ajouter un poste « Secrétaire aux communications : Promouvoie et défend les principes de bases et les plans d'action de l'ASSÉ dans l'espace public; élabore les tactiques médiatiques, convoque les médias lors d'événements particuliers et prépare le Conseil exécutif pour les sorties publiques. Il ou elle fait également un suivi rigoureux de l'actualité et s'assure de la production d'analyses sur la conjoncture. »;

- Article 29 : Buts et fonction

Remplacer au point 3 « rédiger les communiqués de presse » par « assurer les sorties publiques en temps et lieu »;

- Remplacer au point 17 du Chapitre 3 : Congrès, Article 11 : Pouvoirs, « le coordonnateur ou la coordonnatrice » par « le ou la Secrétaire général-e du Conseil de Coordination »;

- Biffer au Chapitre 7 : Comités de travail, l'Article 34 : Comité recherche et réflexion et l'Article 37 : Comité des affaires académiques et pédagogiques. Ajouter un Article 34 « Comité à la recherche et aux affaires académiques : Il voit au travail de recherche et à l'élaboration des revendications et de leur argumentation. Il est particulièrement responsable d'assurer le suivi des dossiers académiques et pédagogiques. Le Comité travaille en étroite collaboration avec le ou la Secrétaire aux affaires académiques et le ou la Secrétaire aux communications en ce qui a trait au suivi de l'actualité. »

Proposé par le Conseil exécutif

Pour : 7

Contre : 0

Abstention : 4

Adopté à la majorité

9.2.2 Ajouter au Chapitre 5 : Conseil de Coordination, Article 22 : Pouvoirs, « Le Conseil de Coordination est également représenté au Congrès par une délégation d'un maximum de trois personnes. La délégation doit être composée d'au moins une femme et aucune délégation ne doit être composée de plus de deux hommes. Le ou la Secrétaire-Général-e fait automatiquement partie de la délégation. Chaque délégué-e-s du Conseil de Coordination doit être membre en règle de l'ASSÉ et être mandaté-e par le Conseil de Coordination. » entre « Le Congrès peut revenir sur ses décisions » et « Les pouvoirs qui lui sont conférés sont les suivants : ».

- Ajouter au Chapitre 5 : Conseil de Coordination, Article 25 : Secrétaire général-e du Conseil de Coordination, un point 6 « faire partie de la délégation du Conseil de Coordination au Congrès. »

- Remplacer au Chapitre 3 : Congrès, Article 9 : Composition et définition, au point 2 « des membres » par « des délégué-e-s » dans la phrase : « Il est aussi composé des membres du Conseil de Coordination, des Comités de travail, du Comité femmes, du Comité du journal et du Conseil exécutif qui disposeront d'un droit de parole. »

Proposé par le Conseil exécutif

Adopté à l'unanimité

9.2.3 Ajouter un « Chapitre 10 : Comité à la mobilisation » et décaler les chapitres et articles suivants. Que le Chapitre 10 : Comité à la mobilisation se lise comme suit :

Article 46 : Composition

Le Comité à la mobilisation est composé de cinq (5) membres élu-e-s par le Congrès.

Article 47 : Éligibilité

Pour être éligibles, les candidatures doivent :

1. provenir d'une association étudiante membre en règle de l'ASSÉ au moment de son élection ;
2. recevoir l'appui de son association.

Article 48 : Buts et fonction

Le Comité à la mobilisation a pour objectif de promouvoir, par le syndicalisme de combat, les plans d'action de l'ASSÉ. Il peut s'adjoindre d'un nombre illimité de collaborateurs et collaboratrices. De façon plus spécifique, ses tâches sont :

1. Coordonner des équipes de mobilisation volantes;
 2. S'assurer de la mise sur pied des plans d'action au niveau local et régional;
 3. Épauler le travail du ou de la Secrétaire aux relations internes ainsi que, plus globalement, des associations étudiantes locales et de leurs comités de mobilisation;
 4. Siéger au Conseil de Coordination où il a droit de propositions, d'appui et de vote;
 5. Nommer une personne responsable de la coordination du travail du Comité pour assurer un lien privilégié avec le ou la Secrétaire général-e du Conseil de Coordination et le Conseil exécutif.
- Ajouter l'expression « du Comité à la mobilisation » au Chapitre 3 : Congrès, Article 9 : Composition et Définition aux points 2 et 3 après « du Comité du journal », Article 11 : Pouvoirs au point 17 après « du Comité femmes »; Chapitre 5 : Conseil de Coordination, Article 21 : Buts et pouvoirs au point 5 après « du Comité femmes », Article 22 : Pouvoirs au point 10 après « Comité femmes »; Annexe A : Procédures d'élections, Article 1 après « le Comité du journal »; Annexe C : Documents préparatoires aux instances, Article 14 après « Comité femmes ».

- Remplacer au Chapitre 9 : Comité femmes à l'Article 41 : Composition « trois (3) » par « cinq (5) ». Ajouter au Chapitre 8 : Comité journal à l'Article 40 : Buts et fonctions un point 12 « Nommer une personne responsable de la coordination du travail du Comité pour assurer un lien privilégié avec le ou la Secrétaire général-e du Conseil de Coordination et le Conseil exécutif. »

- Ajouter au Chapitre 9 : Comité femmes à l'Article 43 : Buts et fonctions un point 5 « Nommer une personne responsable de la coordination du travail du Comité pour assurer un lien privilégié avec le ou la Secrétaire général-e du Conseil de Coordination et le Conseil exécutif. »

Proposé par le Conseil exécutif
Adopté à l'unanimité

10.0 Dépôt des avis de motion

11.0 Varia

Motion gros câlins à Marc Bissonnette pour la bouffe.

Proposée par AÉCS
Appuyée par REECJL
Adoptée à l'unanimité

Motion soleil et gros câlins au praesidium.

Proposée par le Conseil de Coordination
Appuyée par AGEELG
Adoptée à l'unanimité

Motion soleil et gros câlins à Philippe Marchand.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par SECMV
Adoptée à l'unanimité

Motion soleil à tous les militants et militantes qui nous ont accueilli.

Proposée par REECJL
Appuyée par AGEELG
Adoptée à l'unanimité

12.0 Levée à 20h53

Proposée par AÉCS
Appuyée par AECSL
Adoptée à l'unanimité

ANNEXE

Association pour un Solidarité Syndicale Étudiante

Ajustements aux prévisions budgétaires 2006-2007

Revenus	<i>Prévisions adoptées</i>	<i>Différence</i>	<i>Modifications proposées</i>
Cotisations	107 505,00 \$	4 000,00 \$	111 505,00 \$
Instances	6 000,00 \$	0,00 \$	6 000,00 \$
Congrès	3 600,00 \$		3 600,00 \$
Camps de formation	2 400,00 \$		2 400,00 \$
Spéciales	0,00 \$		0,00 \$
Dons	2 000,00 \$	0,00 \$	2 000,00 \$
Activités de financement	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Autres	3 856,40 \$	0,00 \$	3 856,40 \$
Totaux	119 361,40 \$	4 000,00 \$	123 361,40 \$
Dépenses			
Fonds d'entraide	5 375,25 \$	200,00 \$	5 575,25 \$
Information	21 364,10 \$	3 250,00 \$	24 614,10 \$
Ultimatum et express	6 750,00 \$	0,00 \$	6 750,00 \$
Revue Ultimatum	10 900,00 \$	0,00 \$	10 900,00 \$
Matériel d'information	2 000,00 \$	3 000,00 \$	5 000,00 \$
Traduction	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Documentations & recherches	750,00 \$	250,00 \$	1 000,00 \$
Recherche	964,10 \$	0,00 \$	964,10 \$
Instances	18 000,00 \$	0,00 \$	18 000,00 \$
Congrès	8 000,00 \$	0,00 \$	8 000,00 \$
Camps de formation	5 000,00 \$	0,00 \$	5 000,00 \$
Comités et CoCo	5 000,00 \$	0,00 \$	5 000,00 \$
Mobilisation	9 000,00 \$	7 000,00 \$	16 000,00 \$
Tournées & représentations	8 000,00 \$	6 000,00 \$	14 000,00 \$
Matériel pour les actions	1 000,00 \$	1 000,00 \$	2 000,00 \$

Dépenses	Prévisions adoptées	Différence	Modifications proposées
Bureau	8 950,00 \$	1 935,00 \$	10 885,00 \$
Loyer	3 600,00 \$	500,00 \$	4 100,00 \$
Taxes municipales	250,00 \$	0,00 \$	250,00 \$
Assurances	1 900,00 \$	-165,00 \$	1 735,00 \$
Fournitures	1 200,00 \$	0,00 \$	1 200,00 \$
Informatique	2 000,00 \$	1 600,00 \$	3 600,00 \$
Administration	3 200,00 \$	576,65 \$	3 776,65 \$
Honoraire professionnel	2 500,00 \$	576,65 \$	3 076,65 \$
Frais de caisse	700,00 \$	0,00 \$	700,00 \$
Frais d'intérêt	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Communication	6 300,00 \$	1 500,00 \$	7 800,00 \$
Télécommunications	4 000,00 \$	1 000,00 \$	5 000,00 \$
CNW Telbec	1 000,00 \$	500,00 \$	1 500,00 \$
Courrier	200,00 \$	0,00 \$	200,00 \$
Internet et site	1 000,00 \$	0,00 \$	1 000,00 \$
Comm. Pan-ASSÉ	100,00 \$	0,00 \$	100,00 \$
Employée	27 500,00 \$	2 500,00 \$	30 000,00 \$
Conseils régionaux	6 870,00 \$	-2 500,00 \$	4 370,00 \$
CRAM	2 000,00 \$	-500,00 \$	1 500,00 \$
MASSE	2 000,00 \$	-1 000,00 \$	1 000,00 \$
CRAALL	2 000,00 \$	-1 000,00 \$	1 000,00 \$
FRAEQ FXG	870,00 \$	0,00 \$	870,00 \$
Divers	5 000,00 \$	0,00 \$	5 000,00 \$
Subventions	2 000,00 \$	0,00 \$	2 000,00 \$
Projets spéciaux	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Autres	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Fonds des arrêté-e-s	3 000,00 \$	0,00 \$	3 000,00 \$
Totaux	111 559,35 \$	14 461,65 \$	126 021,00 \$
Surplus/(déficit)	7 802,05 \$	-10 461,65 \$	-2 659,60 \$

Références de textes sur la grève générale illimitée de 2005

Textes

« *Proposition de modalité de déclenchement de la grève* », cahier de Congrès 29-30 janvier 2005, Cégep Saint-Laurent, Émilie Robidas, Héloïse Moysan-Lapointe et Marie-Michèle Whitlock, mandatées par le CIR.

<http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/instances/congres/cahiers/Cahier%2029-30%20janvier%202005.pdf>

« *Une proposition de coalition* », cahier de Congrès 29-30 janvier 2005, Cégep Saint-Laurent, Xavier Lafrance, membre de l'AEMSP-UQÀM et du Conseil exécutif de l'ASSÉ, Marie-Michèle Whitlock, membre de l'AFESH-UQÀM et du Comité journal de l'ASSÉ et François Baillargeon, membre du Conseil exécutif de l'AFESH-UQAM.

<http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/instances/congres/cahiers/Cahier%2029-30%20janvier%202005.pdf>

Le cahier de Congrès du 14-15 mai 2005, mais en particulier les textes suivants :

« *Bilan et perspectives* », rapport du Conseil exécutif, cahier de Congrès 14-15 mai 2005, Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu, Conseil exécutif de l'ASSÉ.

<http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/instances/congres/cahiers/Cahier%2014-15%20mai%202005.pdf>

« *Bilan de la permanence* » cahier de Congrès 14-15 mai 2005, Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu, Valérie Soly, permanente de l'ASSÉ.

<http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/instances/congres/cahiers/Cahier%2014-15%20mai%202005.pdf>

« *Document sur les campagnes d'affiliations de l'ASSÉ* », cahier de Congrès 14-15 mai 2005, Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu, Marie-Michèle Whitlock, membre Comité journal et Comité coordination de la CASSÉÉ.

<http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/instances/congres/cahiers/Cahier%2014-15%20mai%202005.pdf>

« *Lettre de démission de Marie-Michèle Whitlock du Comité journal* », cahier de Congrès 20 août 2005, Cégep François-Xavier-Garneau.

<http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/instances/congres/cahiers/Cahier%2020%20ao%fbt%202005.pdf>

« *Lettre de démission de François Baillargeon du Comité formation* », cahier de Congrès 8-9 octobre 2005, Cégep de Sherbrooke.

<http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/instances/congres/cahiers/Cahier%20Congr%e8s%208-9%20octobre%202005.pdf>

Julien Lapan, « *Les raisons d'un mouvement* », dans Carré rouge¹. La grève étudiante du printemps 2005, s.l., s.e., 2006, p. 22-29.

Xavier Lafrance, « *L'histoire s'écrit dans la rue* », dans Carré rouge. La grève étudiante du printemps 2005, s.l., s.e., 2006, p. 38-41.

Thomas Chiasson-Lebel, « *Analyser la grève étudiante du printemps 2005* », dans Carré rouge. La grève étudiante du printemps 2005, s.l., s.e., 2006, p. 68-83.

Revue de presse, *Les annales de la grève*², produit par l'Association étudiante d'histoire de l'Université de Montréal, 2005.

Articles parus dans *Ultimatum*

Dossier spécial, « *Affiliés à l'ASSÉ* », *Ultimatum*, mars 2005, p :6-7.

<http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/ultimatum/journal/Ultimatum%20mars%202005.pdf>

Dossier grève, « *Dès la première semaine... Deuxième semaine* », *Ultimatum*, mars 2005, p : 9.

<http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/ultimatum/journal/Ultimatum%20mars%202005.pdf>

« *Pourquoi craindre la récupération du mouvement étudiant* », *Ultimatum*, janvier 2005, Marie-Michèle Whitlock et François Baillargeon, p :4.

<http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/ultimatum/journal/Ultimatum%20janvier%202005.pdf>

¹ Copies disponibles pour consultation au bureau de l'ASSÉ et dans plusieurs associations étudiantes.

² *Ibid.*

D'une grève à l'autre : réflexion sur les perspectives d'une lutte offensive du mouvement étudiant en 2007-2008

François Baillargeon, membre de l'AFESH-UQAM
7 mars 2007

Avec la plateforme que l'ASSÉ a adoptée cet automne, et avec les orientations en matière de plan d'action que le Congrès soumet maintenant aux assemblées générales, notre organisation, tel que je le comprends, affirme deux choses. D'une part, qu'elle s'engage à riposter de façon conséquente aux attaques anticipées du gouvernement; d'autre part qu'elle n'entend pas s'en tenir à la riposte, mais qu'elle a l'ambition de reprendre l'initiative de la lutte sociale et de mener l'offensive pour réaliser des gains sur le front du droit à l'éducation, en l'occurrence, notamment, vers la gratuité scolaire. C'est une excellente nouvelle. L'interminable conjoncture de démobilisation sociale ne refluera pas d'elle-même; la responsabilité de renverser le rapport des forces nous revient.

Ceci étant dit, s'il faut partir en guerre, nos premiers ennemis seront l'optimisme naïf et l'improvisation. Notre force, c'est d'abord le nombre, mais le nombre ne s'organise pas spontanément. Il ne s'agit pas seulement d'arriver à déclencher une grève – ce qui n'est déjà pas une mince affaire. Une grève générale illimitée est une machine lourde et puissante; une fois lancée, il est très difficile d'en changer l'orientation de façon significative. Si nous lançons ce mot d'ordre, nous avons intérêt à ne pas nous tromper. C'est pourquoi les étapes de préparation sont si déterminantes. J'ai répertorié quelques questions qu'il faudra s'être posées et auxquelles il faudra avoir apporté des réponses bien avant la grève elle-même; j'en propose ici quelques-unes. Il s'agit notamment d'enjeux dont la grève de 2005 a révélé l'importance et qui depuis ont fait l'objet de bien des discussions avec plusieurs camarades. En espérant que l'expérience récente nous ait fait réaliser des progrès.

Plateforme de revendications

Questions de plateforme : la plateforme de grève peut rester la même que celle du plan d'action actuel. Il faut toutefois mettre les choses au clair : même si la grève est déclenchée à l'occasion de l'annonce d'un dégel des frais, il s'agit d'une grève pour la gratuité scolaire. Autrement, le mouvement s'écrasera à la moindre annonce de gel. Il faut que ça soit clair non seulement pour le Congrès, mais, aussi dans les AG.

Également, il faut être prêts et prêtes à mettre de l'avant et à étayer aussi les revendications qui ont été secondarisées dans la plateforme. C'est d'autant plus important si la campagne se fait à l'occasion d'un dégel, qui tendra à monopoliser l'attention. Ce sont des objectifs réels et non de simples positions de principe, et ce sont d'importants points de démarcation avec la droite du mouvement étudiant.

Un petit rappel... La plateforme telle qu'adoptée au Congrès des 14-15 octobre 2006

- La gratuité scolaire à tous les niveaux ;
- L'amélioration des ressources et services en éducation post-secondaire dans une perspective d'éducation de qualité, libre de l'intervention du privé ;

- La promotion, l'accessibilité et la flexibilité d'un système de garde public dans les institutions d'éducation post-secondaire incluant des horaires de garderies adaptés aux horaires de cours dans le but d'assurer une conciliation étude-famille.

Modalités de déclenchement de la grève

L'idée, ici, c'est de réaliser l'équilibre entre deux considérations. D'une part, éviter qu'un trop petit noyau d'associations ne se lance en grève avant les autres et ne s'épuise avant que le mouvement ait pris des proportions suffisantes pour exercer une véritable pression sur le gouvernement; éviter, autrement dit, de brûler les éléments les plus volontaires et les plus combattifs avant la bataille. D'autre part, se permettre de déclencher la grève avec un noyau suffisamment restreint d'associations pour que ça se fasse dans des délais raisonnables et que ça produise, dans un deuxième temps, un effet d'entraînement qui accélère les prises de position des autres associations. En 2005, le plancher avait été fixé à 7 associations. Il fut rapidement atteint et le mouvement continua à croître de façon régulière pendant un bon moment. Si la grève est déclenchée à l'occasion d'un dégel, on pourrait s'en tenir au même plancher; l'attaque du gouvernement risque de s'avérer un levier suffisant pour faire lever rapidement le mouvement. Si la grève repose sur notre seule initiative, dans la perspective bien assumée de mener une lutte offensive, il faudra songer à mettre la barre plus haute, car les risques de plafonnement seront plus élevés.

Par ailleurs, ce qu'il faudrait aussi considérer et que nous n'avons pas fait en 2005, c'est de préciser un plancher – élevé – au sein des rangs de l'ASSÉ. Une des conditions de succès de la grève, c'est que l'ASSÉ avance d'un bloc, en rangs serrés. Si au contraire elle se trouvait écartelée entre une moitié des membres en grève et une autre qui l'a rejeté, d'immenses difficultés risquent de survenir que l'apport d'associations non membres ne pourrait pas compenser. C'est encore plus vrai dans le cas d'une lutte strictement offensive, qui trouvera moins d'appuis en dehors de l'ASSÉ.

Au risque d'exprimer une évidence (certaines évidences ont besoin d'être explicitées périodiquement...), il est impératif que le plancher soit basé sur notre plateforme de revendications et non sur de simples mandats de grève indéterminés. Si on veut gagner une bataille, il faut d'abord s'assurer qu'on mène bien la même bataille. On remarquera qu'en 2005, le plancher n'avait été basé que sur une partie seulement de notre plateforme – contrairement à l'adhésion à la coalition qui se faisait sur la base de l'ensemble des revendications. C'est selon moi une décision à ne pas répéter, car ce n'est rien d'autre qu'une façon de miner notre propre lutte. Il faut plutôt avoir confiance en notre capacité de rallier le mouvement étudiant à nos perspectives – ce que justement nous avons réussi à faire au-delà des attentes en 2005.

Voici dans quels termes ont été formulées les modalités de déclenchement de grève en 2005 (Congrès des 29-30 janvier) :

Sera comptée dans le plancher une association étudiante qui répond aux trois conditions suivantes :

Condition 1 : Revendications

L'association étudiante a minimalement adopté comme revendication l'abolition de la réforme de l'Aide financière aux études en assemblée générale ou en référendum.

Condition 2

2.1 : Mandat de principe de grève

L'association étudiante a adopté en assemblée générale ou en référendum de tenir dans les 3 jours ouvrables suivant l'atteinte du plancher une assemblée générale extraordinaire d'organisation pour déclencher la grève.

OU

2.2 : Mandat de grève

L'association étudiante est en grève.

Condition 3 : Plancher

L'association étudiante a adopté en assemblée générale ou en référendum un plancher de 7 associations étudiantes ou moins répondant à ces conditions.

Que les associations intrafacultaires universitaires soient comptées comme une association dans le plancher.

Campagne d'affiliation et coordination nationale de la grève

Axer la mobilisation externe (vers les non membres) sur une campagne officielle d'affiliation à l'ASSÉ. Dans cette perspective, présenter explicitement la consolidation d'un pôle permanent de syndicalisme de combat comme partie intégrante de la construction du rapport de force face au gouvernement, comme moyen de pression au même titre que la grève elle-même. Le gouvernement doit avoir à craindre, en mettant de l'avant un agenda réactionnaire, de voir grossir et se solidifier de façon durable une opposition populaire.

La CASSÉE a été un succès politique en 2005, étant données les circonstances, mais ça restait un moindre mal qu'il faut dépasser cette fois-ci. Les conditions ont d'ailleurs changé depuis. L'ASSÉ a gagné en rayonnement et en membership (sept affiliations depuis). Inversement, les fédérations ont perdu des plumes; leur « victoire » de 2005 leur a coûté cher. Il faut aussi rappeler que l'unité au sein de la CASSÉE était extrêmement précaire et que nous y avons frôlé la catastrophe plus d'une fois (par exemple sur la question de la place de la gratuité scolaire dans notre plateforme ou celle de nos rapports avec les fédérations)¹.

Qu'on invite donc les associations indépendantes à s'affilier en vue de la campagne de grève, ou à défaut qu'on les invite à adopter notre plate-forme et à voter la grève pour ensuite joindre nos rangs et ainsi prendre pleinement part à la coordination nationale de la grève (avec ce que ça implique de responsabilités). Certaines associations étudiantes indépendantes, comme celle du Vieux-Montréal pour ne pas la nommer, ont démontré à leurs dépens en 2005 que la grève est le meilleur moment pour décider d'une affiliation, et que les lendemains de grève sont souvent beaucoup plus difficiles à cet égard.

¹ Sur le bilan de la CASSÉE, voir les textes suivants : Le bilan du Conseil exécutif 2004-2005 (dans le cahier du Congrès de mai 2005) et la lettre de démission de Marie-Michèle Whitlock du Comité journal (dans le cahier du Congrès d'août 2005).

Actions radicales et mobilisation de masse

Éviter la dissociation entre mobilisations de masse et actions de perturbation (l'exemple le plus patent de ce qu'il faut éviter étant la grande manifestation du 24 mars 2005 à Québec, débutant au Parlement et aboutissant dans l'ennui le plus mortel sur le campus de l'Université Laval). Les actions de perturbations ne doivent pas être le fait de seuls groupuscules affinitaires. Il faut relever le niveau général de la combativité. L'objectif de la grève n'est surtout pas de battre des records de durée, au contraire. Les deux mois de grève que nous sommes arrivés à tenir en 2005 sont certes la preuve de notre persévérance, mais ils trahissent tout autant la relative faiblesse des moyens de pression que nous avons alors déployés. Il faut frapper fort et représenter un danger constant aux yeux du gouvernement pour obtenir gain de cause le plus rapidement possible, mais aussi pour nous donner le temps de tirer le maximum de notre plateforme. S'il ne peut lui tenir tête intégralement, le gouvernement tentera de briser notre mouvement en faisant des concessions partielles; plus la grève aura duré, plus ces offres risquent de trouver écho. Sans condamner les actions et initiatives à plus petites échelles (les occupations par exemple), il s'agit d'éviter que les éléments les plus avancés du mouvement ne s'isolent dans une fuite en avant de pratiques radicales qui ne sont pas portées par une adhésion et une participation significative des « larges masses » étudiantes. Sous un autre angle, il s'agit d'éviter que ces dernières ne végètent dans l'univers de l'action symbolique et de la figuration. Il faut allier nombre et radicalité dans l'action. Pour reprendre un autre exemple de la grève de 2005, il ne faut pas craindre qu'une occupation indispose le ministre et ne compromette nos chances de victoire; il faut plutôt faire en sorte que les occupations se multiplient pour que le ministre soit débordé et finisse par céder sous la pression.

Pour arriver à tout cela, il faudra éviter de s'enfermer dans le débat sur la violence et la non-violence. Il faut plutôt recentrer la question des tactiques sur la légitimité de la révolte, de la dissidence et de la transgression de la loi et de l'ordre. Et pour ce faire, les assemblées générales sont le lieu de débat et de prise de position par excellence. Il faut oser dès maintenant parler d'actions à entreprendre s'il y a grève. Il faut apprendre à débattre en assemblée générale de rapport de force et de considérations tactiques. Une population bien informée est la meilleure arme du mouvement étudiant.

La représentation médiatique

S'assurer, cette fois-ci, d'avoir dès le début des porte-paroles qui endossent sans réserve à la fois la plateforme et le plan d'action, qui seront capables de faire face à l'hostilité journalistique. Le danger avec cette fonction publique, c'est de finir par céder à l'illusion que les médias de masse représentent effectivement « l'opinion publique », la « population » en général, et de leur donner finalement plus de légitimité qu'à notre propre mouvement social. Le rôle des porte-paroles médiatiques n'est pas de servir de courroie de transmission à la pression médiatique sur le mouvement de grève. Il faut résister à toute tentation de s'adapter au filtre idéologique que sont les médias de masse, mais plutôt livrer notre message tel quel, de la façon la plus limpide possible. Il sera sans doute le plus souvent déformé, mais nous n'avons pas de contrôle là dessus. Nous nous ferons entendre non pas grâce aux médias, mais malgré eux.

À cet égard, la question de notre plateforme – la gratuité scolaire en particulier – ne sera pas la bataille médiatique la plus difficile à mener. La question des moyens d'action posera un plus grand

défi. Il ne faut pas se laisser mettre sur la défensive sur ce plan. Nous devons assumer ouvertement nos choix tactiques, ne surtout pas nous en excuser mais au contraire nous en réclamer et les argumenter. Par exemple, il faudra expliquer qu'en l'absence de réel pouvoir politique dans le cadre d'une démocratie bourgeoise, la population est toute justifiée de transgresser la loi et l'ordre pour défendre ses droits sociaux; que c'est là que réside son seul réel pouvoir. Il ne faudra pas présumer de ce que l'opinion publique est prête à endosser et l'ériger en frontière imaginaire à ne pas franchir. Assumons que notre responsabilité en tant que mouvement pour le changement social consiste justement à transformer les mentalités et à faire progresser certains points de vue, en particulier sur l'action politique. C'est un rôle que le mouvement syndical a largement abdiqué.

Sur l'importance relative de l'enjeu médiatique : ne pas l'exagérer. Même si celui-ci est important, ce n'est pas ultimement sur le terrain médiatique que la grève se gagnera, mais dans la rue et dans le rapport de force direct avec le gouvernement. La représentation médiatique n'est qu'un volet d'une réflexion stratégique globale. Il faut éviter que cette dernière lui soit subordonnée et que le syndicalisme de combat en soit émoussé.

Les moyens de parer aux risques de la récupération

Les facteurs les plus déterminants pour éviter que nos luttes ne soient récupérées et détournées de leurs objectifs propres résident largement dans la qualité de notre travail. Ils recourent donc un peu tout ce qui a été dit précédemment et reposent sur la précision de notre plateforme, la qualité et l'abondance de l'information qui est distribuée aux membres, le niveau des débats dans les assemblées générales, la solidité et la cohérence de l'ASSÉ comme pôle d'organisation, etc.

On ne peut toutefois pas s'en tenir à bien faire notre travail et fermer les yeux sur les responsables directs du problème. Dans cette mesure, il faudrait élaborer et diffuser dès les premiers moments de la campagne (c'est-à-dire dès cette session) un discours détaillé de mise en garde et de dénonciation contre les stratégies de récupération et de sabotage des fédérations, un bilan critique de leur sinistre histoire : il faut éradiquer toute naïveté, leur couper l'herbe sous le pied et les priver de l'initiative. Pour contrer les accusations d'hostilité gratuite, de mauvaise foi ou de guerre de clocher, ça ne sert à rien d'être bonasses et complaisants et complaisantes; il faut simplement avoir confiance en nous, être solidement – irréfutablement – argumenté-e-s et fermes sur nos positions. Ce serait peut-être le temps de penser à carrément écrire une histoire non autorisée de la FECQ et de la FEUQ, de répertorier en une synthèse critique les exemples surabondants du rôle rétrograde que ces organisations ont joué en plus de quinze ans d'existence dans le mouvement étudiant québécois. Il ne faut pas oublier que l'ASSÉ a été construite parce que le syndicalisme de combat n'existait plus dans le mouvement étudiant et que les fédérations étudiantes ne défendaient aucunement les droits et intérêts des étudiants et étudiantes. N'ayons pas peur de le dire et de l'écrire.

En conclusion, j'ajouterais qu'à côté de tous ces enjeux sur lesquels il est impératif de se positionner clairement pour amorcer une grève en position de force, s'ouvre aujourd'hui une période de quelques mois qui devrait servir à la préparation plus pratique de la lutte.

En matière de discours, par exemple, pourquoi ne pas mandater un comité pour préparer un discours sur le dégel et la gratuité, dont le travail pourrait être de préparer une critique méthodique du discours sur le dégel (l'étude des éditoriaux par exemple) et de faire une synthèse des outils depuis

peu à notre disposition sur la gratuité? Les autres éléments de la plateforme nécessiteront peut-être un travail de recherche documentaire plus élaborée; ça devrait être fait. L'idée ce serait que les militants et militantes soient en mesure de mieux maîtriser le discours que ce n'a été le cas lors de la grève sur la réforme de l'AFE alors que le détail de la réforme était obscur pour à peu près tout le monde. Ça a rendu la récupération tellement plus facile pour les fédérations qui ne mobilisaient que sur un aspect précis de la réforme, le plus évident (les 103 millions \$). Il faut donc des outils accessibles et vulgarisés bien avant le déclenchement de la grève.

La même chose pourrait être faite, justement, sur la question des fédérations, c'est-à-dire s'arranger pour avoir une position documentée sur leur rôle dans le mouvement étudiant : leurs positions, leurs liens historiques avec le Parti québécois, leurs manières de sous-traiter et récupérer la mobilisation, d'étouffer les élans de contestation et de saboter les rapports de force, etc.

Tout ce travail doit être fait en vue de disposer de tout le matériel d'information nécessaire à temps pour le début de la session, en particulier en ce qui concerne l'*Ultimatum*. Mais ça doit aussi être effectué dans la perspective de dispenser de la formation syndicale à une échelle plus large que nous ne l'avons jamais fait et sur des questions plus ciblées, comme la plateforme, la mobilisation, la « gestion » de la grève, l'organisation des actions, les rapports avec l'administration locale, etc.

Plusieurs autres questions pertinentes pourraient sûrement être soulevées, mais je m'arrêterai ici pour ce texte déjà trop long. Tirons le maximum du temps à notre disposition pour la réflexion et la planification et faisons en sorte que l'année prochaine nous fasse faire un grand bond dans la lutte pour le droit à l'éducation.

Considérations de la grève générale illimitée et l'expérience de la grève au local

Par Guillaume Manningham, membre de l'AFESH-UQAM et anciennement membre et exécutant de l'AECS
25 mars 2007

Contexte général

L'ASSÉ envisage la grève générale illimitée (GGI) à l'automne 2007 et plusieurs associations étudiantes du Québec commencent dès maintenant à réfléchir à la question advenant un dégel des frais de scolarité. Cela est un indice de la force accentuée du pôle combatif du mouvement étudiant comparativement à il y a deux ans. La réforme de l'AFÉ avait été annoncée en mars 2004 et elle nous rentrait dedans dès la rentrée 2004. L'ASSÉ est plus forte qu'il y a deux ans, 16 associations locales comprenant 42 000 étudiants et étudiantes, et elle s'est dotée d'un plan d'action offensif avec les trois revendications qu'on connaît depuis août dernier. Des associations non-membres ont adopté des revendications similaires à l'ASSÉ depuis la grève, surtout concernant la gratuité scolaire, et plusieurs participent au plan d'action de l'ASSÉ qui a été conçu pour s'étendre sur deux ans.

Toutefois, la future GGI est loin d'être gagnée. Notre adversaire politique principal dans la lutte, l'État québécois (tant au niveau politique que judiciaire) a également appris de la GGI de 2005. Il ne faut pas sous-estimer le caractère répressif de l'État. Celui-ci pourrait bien tenter de mater durement le mouvement étudiant avant même la GGI avec des outils comme la C-43 (loi 142). Le Congrès du 7 avril pourra faire un bilan du 29 mars, apogée du plan d'action annuel, afin d'étudier cette question.

Également, ce Congrès connaîtra le visage du parti au pouvoir. Tout en sachant que l'ASSÉ continue de lutter sur ses propres bases peu importe le parti élu, il faudra suivre attentivement l'action de ce futur gouvernement : dégel rapide dès la rentrée 2007, dégel plus tard dans le « mandat » ou bien « gel » comme le promet le PQ. L'élection possible du PQ engendre deux aspects contradictoires pour le mouvement étudiant combatif : la découverte du vrai visage de ce parti soi-disant progressiste pour plusieurs personnes, mais aussi le renoncement à la contestation pour plusieurs autres parce qu'il faut faire la souveraineté et que le PQ a quand même « gelé » les frais. Lors de la grève en 2005, il ne faut pas oublier l'acharnement général contre Jean Charest, facteur favorable à la mobilisation étudiante.

Orientations et préparation de la GGI

L'ASSÉ doit résoudre au cours de ce Congrès la question suivante : ferons-nous une GGI à l'automne sur des bases offensives sans que le dégel ait été annoncé? Je pense qu'une GGI est envisageable à l'automne en cas d'élection d'un parti proposant le dégel et qu'une GGI offensive dans le cas contraire (PQ) devrait être favorisée pour le printemps 2008, car il sera plus difficile de démarrer la GGI et d'étendre le mouvement sur une base offensive. Dans les deux cas, les revendications de la GGI doivent être offensives, c'est-à-dire celles du plan d'action actuel de l'ASSÉ et on ne doit surtout pas diluer notre plate-forme, encore moins un simple non au dégel.

Pour la question de l'organisation des associations étudiantes locales lors de la future GGI, il est primordial d'établir des principes de bases clairs s'il y a une coalition du type CASSÉE. Considérant les problèmes de financement de la CASSÉE en 2005, il est primordial que les associations non-membres de l'ASSÉ contribuent financièrement à la GGI. Une cotisation obligatoire selon le nombre de personnes par asso devrait être mise en application pour entrer dans la coalition. Également, il est nécessaire que toutes les associations étudiantes de la coalition aient les mêmes revendications et s'entendent sur l'orientation pratique de la grève afin que celle-ci soit forte. La future coalition n'empêche surtout pas les affiliations durant la grève. La force et la cohésion de la coalition pourront démontrer la pertinence de s'affilier à l'ASSÉ sur une base durable. Le Congrès du 7 avril devra résoudre cette question : la GGI sur les bases de l'ASSÉ ou avec une CASSÉE 2, et quel type de coalition?

Préparation de la GGI au local

L'escalade des moyens de pression avant le déclenchement de la GGI. L'ASSÉ est déjà bien avancée avec le plan d'action de cette année (pétitions, manif'ction du 6 décembre, mémoire sur la gratuité scolaire, manif du 29). La tentative réussie ou non de faire une grève le 29 mars dans plusieurs associations locales est une expérience en or pour la préparation de la future GGI.

Lors de la GGI de 2005, le vote de grève a été très serré dans plusieurs assos. Par exemple, l'AÉCS était la 5^e association à se prononcer, 52 % des 2 000 personnes environ ont voté pour. Cela démontre l'importance de la mobilisation du début à la fin dans une campagne de cette envergure.

Voici quelques pistes de réflexion pour l'information et la mobilisation au local :

- Commencer à se préparer avant la rentrée pour le matériel d'info de la GGI (journaux nationaux et locaux, dépliants, tracts, affiches, collants).
- Informer et mobiliser la population étudiante au sujet des revendications et de l'organisation d'une future GGI dès la première semaine de la session (débat, conférences, kiosques, mob terrain), parler des différences entre l'ASSÉ et les fédés ainsi qu'un récapitulatif de la grève de 2005.
- Proposer une date d'AG spéciale de GGI (début ou mi-octobre, début ou mi-février) dès la première AG régulière, cette date sera le repère pour organiser la mobilisation.
- Lier les enjeux locaux avec les revendications nationales pour donner du concret aux gens (augmentation des frais afférents, baisse de la qualité, etc.).
- Former un comité de mobilisation. C'est le cœur de la réussite de la GGI. Ne pas se décourager même si vous êtes 2 ou 3 au début.
- Il est nécessaire que le comité diversifie sa mobilisation à la fois pour des actions nationales, locales et/ou régionales et aussi pour la participation aux AG. Entre le début de la session et le début de la GGI, il est primordial que le comité fasse un bond qualitatif (autonomie pour organiser des trucs locaux, connaissance de l'ASSÉ et des revendications, etc.) et quantitatif.

- S'organiser pour des actions plus combatives avant la GGI et discuter largement à propos des divers moyens d'action.

- La semaine de l'AG de GGI est décisive : il faut que tout le campus parle de la GGI, en bien ou en mal. Ce qui est mauvais signe, c'est l'indifférence, car l'AG doit être très populaire afin d'accroître le rapport de force avec la direction locale. Préparer des interventions bétonnées pour l'AG.

La GGI en marche

Une fois l'AG passée, il faut penser à la reconnaissance du vote par la direction locale. Le meilleur moyen : démontrer notre capacité de mobilisation. Pourquoi pas avoir prévu une petite manif des gens rassemblé-e-s à l'AG après le résultat? Informer la population étudiante à propos du vote démocratique de GGI pour contrecarrer la direction. Allez visiter cette dernière de façon massive après le vote. Pourquoi pas aussi faire une manif dans la rue jusqu'au bureau d'un ou une député-e, question de leur donner un avant-goût de la GGI. Contactez les médias pour les informer.

Ce qui est primordial également, c'est de demander le numéro de téléphone aux personnes quittant l'AG afin de dresser une liste de contacts, bien utile pour des infos rapides. Durant toutes les AG de reconduction de la grève, il est nécessaire d'élargir la base militante de l'association en les invitant à des actions. Distribution massive de tracts à la sortie et à l'entrée des AG, prise de nom et numéro de téléphone. Trop de personnes sont restées chez elles durant toute la GGI en 2005.

Également, l'escalade des moyens de pression DURANT la GGI doit être pensée et mise en action, ce qui n'a pas été fait assez en 2005. Les actions ne doivent pas stagner dans le symbolisme et le concept miraculeux qui fera plaisir aux médias. Elles doivent également se faire le plus massivement possible en se basant sur le fait qu'il faut faire pression sur notre adversaire dans le conflit de la GGI, l'État du Québec. Aucune lutte combative à contre-courant, comme une GGI offensive, ne peut se faire sans actions illégales : que ce soit simplement être en grève (loi 142) ou bien nuire aux activités normales de l'État avec des occupations ou des blocages. Il faut être prêts et prêtes à faire face à la répression.

Il faut d'autre part s'assurer le soutien et la participation de plusieurs personnes hors de l'éducation post-secondaire. Les liens qui se sont créés avec certaines écoles secondaires en 2005 étaient plutôt une surprise que le résultat de démarches avant la GGI. Cette fois-ci, nous avons des liens avec certaines écoles et l'expérience de 2005 est encore fraîche. Ce serait un bon moyen d'élargir la GGI. Aussi, il est nécessaire de se solidariser avec les salarié-e-s sur nos campus (employé-e-s de soutien, professionnel-le-s, profs, chargé-e-s de cours) et les inviter à participer aux actions de la GGI. Finalement, la perspective d'une grève sociale est apparue durant la GGI plusieurs semaines après son déclenchement et elle était essentiellement d'ordre syndical. À mon avis, l'ASSÉ, comme syndicat de combat voulant s'allier avec les autres mouvements sociaux, doit réfléchir à un possible élargissement de la GGI en dehors du cadre de l'éducation. Les étudiants et les étudiantes sont ou seront probablement des locataires, des travailleurs et travailleuses, des usagers et usagères du transport en commun, des malades, etc. Dans ce sens, nous pourrions discuter d'une base de revendications plus larges à proposer à la population pour élargir le mouvement. Par exemple :

- Gratuité scolaire, gratuité du transport en commun et gratuité des garderies.
- Réinvestissement public massif dans tous les programmes sociaux (santé, éducation, logements sociaux, environnement, etc.)

La question de l'occupation des campus

Lors de la GGI de 2005, il y a eu à mon souvenir trois cégeps « occupés » par les étudiants et les étudiantes, Saint-Laurent, Vieux-Montréal et Sherbrooke. Il s'agissait d'occupations négociées avec les directions locales faut-il préciser et même la sécurité était payée en partie par l'asso locale dans le cas de Sherbrooke. Pour l'expérience sherbrookoise, je crois que cette occupation comportait plus d'éléments négatifs que positifs. Énormément d'énergie et de temps ont été mis en œuvre pour gérer l'espace de vie collectif. Bien du monde a vu l'occupation comme étant l'exercice d'une micro-société, une sorte de commune. D'interminables discussions en AG d'occupation ont eu lieu sur l'organisation de la nourriture, des règles de vie et sur le dortoir. L'occupation prenait souvent l'allure de fêtes perpétuelles et aussi de tensions au sujet du vivre-ensemble. De multiples rencontres avec la direction sur les modalités de l'occupation ont eu lieu.

Bref, la question de l'occupation de locaux du cégep prenait plus de place que la question de l'organisation de la GGI. L'occupation du cégep m'apparaissait un vase clos envers le reste de la population étudiante. Plusieurs personnes arrivaient au cégep et repartaient, car elles ne se sentaient pas incluses dans le groupe et dans ses « insides ». À mon avis, lors d'une future GGI, la priorité ne devrait pas être mise dans l'occupation des campus, mais bien dans la capacité à rassembler les dizaines, les centaines de personnes qui votent pour la grève, mais qui ne participent à aucune action. Il est tout de même essentiel d'essayer d'obtenir de la direction l'accès aux locaux de l'association étudiante 24h/24h, point le plus positif de l'occupation du cégep. Ordinateurs, téléphones, fax, imprimantes, matériel XYZ, bref c'est le lieu central pour organiser les AG et la GGI.

En espérant que ces quelques réflexions alimenteront le débat pour le Congrès et les mois à venir.

Préparons-nous solidement pour la 9^e grève générale illimitée du mouvement étudiant!

Grève générale : pour dépasser la récupération

Par Eric Martin, étudiant à la maîtrise en science politique à l'UQAM et Fanny Theurillat-Cloutier, étudiante à la maîtrise en sociologie à l'UQAM

3 avril 2007

L'élection récente de deux partis politiques ouvertement en faveur du dégel des frais de scolarité appelle un soulèvement rapide du mouvement étudiant vers la grève générale illimitée. Une fois de plus, cette grève risque d'être défensive, alors qu'elle devrait se vouloir offensive, puisqu'il est rare de voir un gouvernement reculer sur une loi déjà adoptée.

L'expérience encore proche de la grève de 2005, et le souvenir de 1996, nous fournissent nombre de leçons sur ce que cette mobilisation devra reproduire, et ce qu'elle devra éviter. Autrement, le risque est fort de voir la grève échouée, dans son départ ou dans un aboutissement qui serait une défaite ou une récupération.

L'insatisfaction causée par la signature d'une entente à rabais à l'issue de la dernière grève a affaibli les fédérations étudiantes concertationnistes et ouvert une brèche de plus à l'ASSÉ, qui en a d'ailleurs tiré plusieurs affiliations et un plus grand rayonnement de ses revendications.

Par contre, les fédérations sont toujours présentes en tant qu'interlocutrices privilégiées de l'État, et elles sont actuellement engagées dans des discussions avec les élus adéquistes comme « moyen de pression » (sic). Rien ne permet d'affirmer de manière certaine qu'elles envisageront de faire la grève.

Elles pourraient aussi s'engager dans la mobilisation à la suite de l'ASSÉ, comme ce fût le cas en 2005, ce qui risque fort de se terminer par une entente à rabais. Aucune garantie ne nous est offerte que des négociations menées par les seules fédérations déboucheront d'emblée sur le maintien du gel, dépendamment du jeu des acteurs, des rapports de force en présence et de la conjoncture, notre absence aidant.

Pour éviter de servir à nouveau de repoussoir politique, c'est-à-dire de base mobilisée instrumentalisée comme faire-valoir des fédérations et comme figure du jusqu'au-boutisme à laquelle l'État pouvait se permettre de préférer le « réalisme » pragmatique des fédérations, l'ASSÉ doit éviter à tout prix d'être exclue des négociations, comme ce fût le cas en 2005.

Dans l'état actuel des choses, le recul objectif de l'accessibilité aux études proposé par le lobby pro-dégel s'accompagne d'un formidable travail propagandiste dont l'efficacité redoutable pourrait bien saper une partie des appuis larges que la dernière grève obtenait dans la population.

Ce discours s'appuie entre autres sur le discrédit de l'idée de la gratuité scolaire et sur celui des gens qui la portent, dépeints, au mieux, comme des « utopistes déconnectés », et, au pire, des « factions pro-violence » incapables de rétention anale. Ce n'est pas tant le caractère insultant de ces propos que le fait qu'ils servent à marginaliser concrètement la gauche étudiante (et de ce fait à survaloriser la frange corporatiste du mouvement) qui exige qu'on en tienne compte.

La tentation sera forte de prendre acte de ces difficultés pour ensuite en faire fi. Repliés alors sur l'idéal à atteindre, nous risquerions dans les faits de nous en éloigner encore plus en créant les conditions objectives d'un autre recul de la condition étudiante qu'il faut refuser à la fois pour ses impacts socio-économiques concrets, mais aussi pour son caractère extrêmement démobilisateur dans une période qui exige au contraire que le mouvement étudiant augmente sa force et signale le début de l'offensive sociale aux autres mouvements.

Faudra-t-il donc attendre que les hausses de frais finissent d'exclure au plan des conditions matérielles objectives les classes sociales qui forment la base militante de l'ASSÉ des institutions d'enseignement pour réaliser l'importance d'éviter les reculs?

Ainsi, notre grève devra exiger la gratuité scolaire totale, tout en sachant qu'il s'agit là d'une perspective qui ne risque pas de se traduire dans des gains immédiats, compte tenu de la conjoncture. Sachant qu'un dégel à la hausse va à contresens de cette perspective, c'est-à-dire celle qui veut que les frais tendent à être abolis, la prochaine grève devrait être menée contre le dégel des frais de scolarité et en faveur de la gratuité scolaire.

Il faudra limiter les revendications à ces deux seuls objectifs, le premier, stratégique, le deuxième, principal, et ceci afin d'éviter l'éparpillement, la confusion, et la récupération. Nous nous mobilisons CONTRE les hausses de frais, POUR la gratuité scolaire.

Sur la seule base bien pointue et très précise d'une commune opposition au dégel des frais de scolarité, et malgré la duplicité traditionnelle de ces mouvements, nous devons envisager l'éventualité d'une tractation avec les fédérations étudiantes qui garantirait :

- 1) un débrayage massif qui durerait au moins jusqu'à l'obtention du gel
- 2) la liberté de revendication et de parole de chaque organisation, assortie d'une entente de non-agression (cela permettrait à l'ASSÉ de discuter de gratuité scolaire sur toutes les tribunes)
- 3) et, de manière extrêmement fondamentale **L'INTERDICTION POUR CHAQUE PARTIE DE NÉGOCIER SECRÈTEMENT EN L'ABSENCE DE L'AUTRE**

Il n'y a pas d'unité possible du mouvement étudiant. Les principes fondamentaux et les revendications des deux mouvements sont irréconciliables sur le fond. Nous croyons fermement que les principes de l'ASSÉ sont les plus justes.

Cependant, nous croyons que l'État capitaliste québécois adéquiste-libéral utilisera les deux franges du mouvement l'une contre l'autre, comme cela s'est fait en 2005, afin d'affaiblir la résistance, spécialement celle de la frange combative, dans l'objectif d'augmenter les frais de scolarité, ce qui sera sa première façon de profiter de la faiblesse actuelle de l'ensemble des mouvements sociaux.

L'importance de l'enjeu exige de l'ASSÉ qu'elle assume son rôle de catalyseur de la mobilisation étudiante et populaire et qu'elle refuse de se laisser déposséder de sa force et de sa voix par l'État et au profit des fédérations corporatistes. Il s'agit d'abord de s'assurer d'éviter un recul objectif de la condition étudiante.

Ensuite, il faudra s'assurer que la base soit suffisamment mobilisée pour qu'elle maintienne la grève au-delà du simple statu quo dont se contenteront les fédérations. C'est le rapport de force enclenché et exprimé dans le recul de l'État sur le dégel qui viendra stimuler une base déjà mobilisée en ce sens à poursuivre la grève vers la gratuité scolaire. Il s'agit ici d'éviter que le recul étatique ne soit une défaite vis-à-vis de la récupération des fédérations, mais plutôt de s'en servir comme d'un pivot dans l'intensification de l'escalade des moyens de pression.

La seule manière d'empêcher le dégel qui est, pourrait-on dire, presque déjà là, est d'opposer à ce gouvernement une mobilisation monstre dont la combativité et la persistance devront atteindre et dépasser celle de la grève de 2005, en espérant que cela serve enfin d'exemple aux mouvements ouvriers et sociaux.

Ce n'est pas de gaité de coeur que nous avons écrit ce qui précède. Nous avons à coeur le débat politique, la lutte à venir, l'essor de l'ASSÉ, le triomphe de la gratuité scolaire et la mort du capital. C'est avec appréhension que nous envisageons la possibilité d'une coalition ad hoc avec nos adversaires, et nous ne le faisons qu'à la lumière de la conjoncture extrêmement réactionnaire à laquelle nous faisons face.

Si d'autres propositions venaient à être amenées qui couvriraient l'ensemble des problèmes que nous avons soulevé tout en se dispensant de tels accommodements, nous serions sans doute les premiers à y adhérer. Pour l'heure, cependant, la voie discutée ici nous semble la plus praticable, à défaut d'être la plus réjouissante.

Nous sommes attachés aux programmes de principe, mais parfois, comme le disaient Engels et Marx dans *Critique du programme de Gotha* : « *Tout pas en avant du mouvement réel vaut plus qu'une douzaine de programmes.* »

La récupération de la grève générale illimitée de l'hiver 2005

Par Marianita Hamel, membre de l'Association Étudiante du Cégep de Sherbrooke
3 avril 2007

1. Définition de *récupérer* au sens politique du terme

RÉCUPÉRER 6. (v. 1965) POLIT. Détourner de l'orientation initiale pour utiliser à son profit.

Le petit Robert, langue française, 1993

2. Récupération de la grève générale illimitée 2005

2.1 Que faisait l'ASSÉ?

« Vers la grève générale illimitée! »¹, voilà ce que scandaient les militants et militantes de l'ASSÉ dès l'automne 2003.

Brève description de la conjoncture politique de l'époque : alors que des discussions à saveur néolibérales circulaient déjà dans les corridors du ministère de l'Éducation, l'arrivée au pouvoir du Parti libéral du Québec (PLQ), avec sa promesse de baisse d'impôt, ne laissait présager rien de positif pour le système éducatif québécois. Les membres de l'ASSÉ se souvenaient des années 1990, où le Parti québécois (PQ) et le PLQ ont participé conjointement à mettre la hache dans le budget de l'éducation, conduisant ainsi à de désastreuses coupures totalisant 2 milliards de \$. Souvenons-nous aussi, au cours de la même décennie, du dégel des frais de scolarité et des séries de réformes ayant été entreprises dans le but d'aliéner l'éducation à la logique du marché (contrats de performance, plans de réussite dans les universités et cégeps, etc.).

Dès le premier dépôt du budget du PLQ en 2003, on constatait que les fonds accordés à l'éducation étaient nettement insuffisants pour en assurer le bon fonctionnement. Cela ne faisait que préparer le terrain pour mousser une campagne d'augmentation des frais de scolarité appuyée par les administrations locales des établissements post-secondaires. Puis, dès juillet 2003, on observait un mouvement généralisé d'augmentation des frais afférents. De plus, une Commission parlementaire avait été convoquée pour l'automne par les libéraux pour étudier une éventuelle hausse des frais de scolarité. Notons que l'idée d'instaurer des frais de scolarité au collégial avait aussi été évoquée.

Donc, automne 2003, l'ASSÉ mettra de l'avant des revendications et un plan d'action offensif menant à la grève générale illimitée, car la hausse des frais de scolarité et les coupures à l'horizon étaient évidentes :

*« L'ASSÉ exige du gouvernement qu'il mette fin dès aujourd'hui à toute hausse de frais au cégep comme à l'université.
De plus, l'ASSÉ exige que le gouvernement s'engage à instaurer une véritable gratuité scolaire à tous les niveaux et à réinvestir massivement en éducation. »*

¹ ASSÉ, « Vers la grève générale illimitée », *Ultimatum*, vol. 3, no. 1, ASSÉ, Montréal, automne 2003, p. 3.

La grève générale illimitée était alors prévue pour le 27 octobre 2003. Malgré les efforts acharnés des militants et militantes de l'ASSÉ pour mener à terme cette campagne, la grève offensive n'a finalement pas levé. Mais cette mobilisation intensive allait pourtant constituer des bases solides pour la grève de l'hiver 2005.

L'analyse de la conjoncture politique ayant été faite par les membres de l'ASSÉ était pourtant juste. À l'approche de l'été 2004, le gouvernement Charest passa à l'attaque avec sa réforme du programme d'aide financière aux études (AFE). Il s'agissait entre autres d'une politique d'augmentation de l'endettement étudiant dans le but de financer la promesse du PLQ de baisser les impôts.

Octobre 2004, l'ASSÉ lance un ultimatum au gouvernement, mettant ainsi de l'avant sa nouvelle campagne et plan d'action pour le retrait rétroactif de la dernière réforme de l'AFE, en plus d'une série de revendications en lien avec l'AFE et la décentralisation du réseau collégial. La mobilisation de masse est relancée, l'escalade des moyens de pression s'enclenche (actions symboliques, manifestations, occupations, grèves, etc.), pour finalement aboutir à l'hiver 2005 avec le déclenchement d'une grève générale illimitée défensive prévue au plan d'action depuis le 1^{er} novembre 2004 et déclenchée le 24 février 2005.

2.2 Pendant ce temps, que faisaient la FECQ et la FEUQ?

Il m'a été difficile de trouver de l'information sur leurs emplois du temps à l'automne 2003. Pour le cadre mes recherches leur site Internet était plutôt vide de contenu, et je n'ai pas pu mettre la main sur des archives accessibles de matériel d'information et de mobilisation qui auraient pu être produits à l'époque. Dans l'absence de documents tangibles témoignant de leurs activités pour l'automne 2003, je m'avance prudemment dans l'hypothèse qu'avec l'arrivée au pouvoir toute fraîche du PLQ, les fédérations étudiantes se sont probablement fait un plaisir de mettre en pratique une politique qu'elles savent bien appliquer, soit : « Laissons la chance au coureur! ».

En mars 2004, le coureur avait déjà fait un bon bout de chemin... Face à la coupure des 103 millions que contenait la réforme de l'AFE, la FECQ et la FEUQ demandent au gouvernement de revenir sur sa décision. En date du 30 août 2004, la FECQ a comme plan d'action de partir en tournée nationale pour sensibiliser les étudiants et étudiantes aux coupures des 103 millions. Durant la session d'automne, les fédérations comptabilisent les divers appuis : le Conseil permanent de la jeunesse (CPJ), le Comité national des jeunes du Parti québécois (CNJ-PQ), Commission jeunesse du parti libéral du Québec, Bernard Landry, Mario Dumont... La tactique du marathon téléphonique sera aussi utilisée par la FEUQ, puis par la FECQ pour pouvoir exprimer leur mécontentement. La FECQ et la FEUQ somment à plusieurs reprises le ministre de revenir sur sa décision, notamment lors du Forum des générations, où devant une réponse négative de la part du gouvernement, les fédérations claquent la porte au forum et appellent à une manifestation à Québec et à Montréal pour le 10 novembre 2004.

Notons que la FECQ et la FEUQ n'ont jamais voulu s'avancer sur l'idée d'employer la grève générale illimitée, la jugeant sans cesse comme étant trop prématurée et croyant qu'il ne serait pas nécessaire d'envisager ce moyen de pression. Lors de l'arrivée du nouveau ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier (car à l'hiver 2004 c'était Pierre Reid), les fédérations étudiantes refusaient d'aller plus loin dans les moyens de pression sous le prétexte qu'il fallait une fois de plus laisser la chance au coureur.

Voyant que la campagne de grève générale illimitée lancée par l'ASSÉ soulevait les masses, la FECQ et la FEUQ appelleront ses membres à rejoindre le mouvement aux alentours du 3 mars 2005, soit une semaine après son déclenchement.

2.3 Quelle récupération?

Comme on l'a vu, depuis l'automne 2003 les membres de l'ASSÉ mettaient toutes leurs énergies à la préparation d'une future grève générale illimitée. Cette grève s'est finalement avérée défensive, soit contre la réforme complète de l'AFE, et s'est déroulée sous le chapeau de la Coalition de l'ASSÉ Élargie (CASSÉÉ). Les fédérations étudiantes ne sont entrées que tardivement dans le mouvement de grève générale illimitée. Pourtant, la FECQ et la FEUQ, qui n'avaient même jamais songé à mobiliser leurs membres pour la grève générale illimitée et qui en fait ne voulaient même pas envisager cette option, se sont rapidement revendiquées comme étant représentatives du mouvement étudiant en grève. En mettant de l'avant leur propre revendication au détriment de celles de la CASSÉÉ, en dénonçant certains moyens de pression jugés comme étant violents, en volant l'espace médiatique, en acceptant d'être seules à la table des négociations avec le ministre sans la CASSÉÉ, c'est de ces manières éhontées que les fédérations étudiantes ont récupéré la grève générale illimitée de l'hiver 2005.

3. Récupération des revendications mises de l'avant

3.1 « 103 millions »

« 103 millions » est sûrement le chiffre qui restera marqué dans l'imaginaire collectif du mouvement étudiant comme étant représentatif de la grève de l'hiver 2005. Pourtant, dans l'imaginaire collectif de plusieurs membres de l'ASSÉ, « 103 millions » a le goût amer d'une récupération signée fédération.

Comme on l'a vu, une des revendications initiales au déclenchement de la grève générale illimitée était entre autres le retrait rétroactif de la réforme de l'AFE. Mais avec l'entrée en scène de la FECQ et de la FEUQ, c'est les « 103 millions » qui ont retenu toute l'attention, il s'agissait là en fait de la seule et unique revendication des deux fédérations. Comment les « 103 millions » a-t-il pu éclipser tous les autres éléments de la réforme? Tant au niveau des assemblées générales, qu'au niveau médiatique, la vulgarisation de la réforme par le biais d'un nombre symbolique était facile à comprendre. « 103 millions = coupure dans les prêts et bourses = augmentation du plafond de prêt = augmentation de l'endettement étudiant ».

Qui connaissait réellement les éléments de la réforme? Je n'ai pas l'impression que les assemblées générales se sont réellement approprié cette revendication à la base. Il s'agit là d'un problème important qui aurait dû évidemment être réglé avant le déclenchement de la grève. L'ignorance de la population étudiante face à l'ensemble des revendications initiales laisse facilement place à la récupération. Dans ce cas-ci, les opportunistes (FECQ et FEUQ) ont facilement pu se réapproprier les revendications pour en faire ressortir qu'un élément, soit « 103 millions ». Les conséquences de ce type de récupération sont importantes, car non seulement il fallait débattre ardemment en assemblées générales de la pertinence de poursuivre la grève, mais il fallait aussi rappeler constamment à la population étudiante que l'enjeu n'était pas que « 103 millions ».

Bien que cela paraît évident, l'appropriation des revendications initiales par les assemblées générales doit être considérée comme étant un élément acquis AVANT le déclenchement de la grève.

3.2 Dans quel piège nous a conduits cet axe de la récupération?

La seule revendication « 103 millions » ne laissait pas place à une négociation qui aurait pu mener à des réels gains, au contraire, elle reflétait dès le départ un recul dans le domaine de l'accessibilité aux études. Premièrement parce qu'elle ne contenait aucune mesure rétroactive, alors que les prestataires de l'AFE avaient déjà subi les coûts de cette réforme. Ensuite, parce qu'aucune demande d'amélioration et de réinvestissement supplémentaire dans l'éducation post-secondaire n'était mise de l'avant par cette unique revendication. On pourrait même dire, que l'on voit clairement ici l'incompétence et l'opportunisme outrant dont font preuve la FECQ et la FEUQ. Je m'explique : quiconque ayant participé à la mobilisation et l'organisation au quotidien pour une grève générale illimitée sait toute l'énergie, le temps et les concessions personnelles qu'il faut faire pour en arriver à son déclenchement. Personne ne s'embarquerait dans ce bateau si lourd à manoeuvrer si ce n'était que pour réclamer un statu quo, alors que le système d'éducation actuel est déjà amplement déficient. C'est pourquoi il faut exiger des améliorations réelles du système d'éducation en n'hésitant pas d'aller à la racine du problème.

Un autre problème important en mettant de l'avant une revendication telle « 103 millions », c'est qu'il a suffi que le ministre sorte dans une proposition le nombre magique, pour que tout à coup tout le monde pense que le problème est réglé. Pourtant, on sait très bien qu'il existe plusieurs calculs pour arriver à une même égalité. Dans le cas échéant, le nombre magique n'était que dans une perspective de 3 ans, et provenait d'argent que l'on aurait du avoir de toute manière si les coupures n'avaient pas eu lieu.

Lorsque nous créons la conjoncture et le momentum pour faire place à une grève générale illimitée, nous savons que dans les semaines suivantes le mouvement étudiant monopolisera une partie importante de la scène publique. L'utilisation de ce moyen de pression n'est pas anodine. Il faut être conscients et conscientes de notre pouvoir et de notre force en tant que mouvement étudiant combatif. C'est là le temps de pousser nos revendications et analyses qui ont alimenté les débats pré-grève. Surtout, quand arrive la grève générale illimitée, ce n'est absolument pas le moment de ramollir nos positions! Une grève générale illimitée devrait être l'illustration d'un ras-le-bol général et devrait représenter une fracture évidente avec l'idéologie dominante.

En ce sens, les revendications mises de l'avant durant une grève générale illimitée doivent être combatives, radicales et être le véhicule d'une analyse et d'une remise en question globale de la société.

3.3 Comment éviter ce type de récupération?

Il est primordial d'adopter et de conserver des revendications telles que décrites précédemment. Premièrement, parce que la population étudiante aura compris qu'une grève générale illimitée ce n'est pas pour la forme, mais qu'elle est l'actrice d'un changement social que l'on peut revendiquer et mener à terme. Si l'on réussit à convaincre et à déclencher une grève générale illimitée sur ce type de revendication, personne ne se laissera bernier par un vulgaire « gel des frais de scolarité ».

Aussi, parce que les fédérations étudiantes, vu leur existence aucunement combative, ne pourront pas suivre la cadence, et que leur discours pour un simple gel des frais de scolarité paraîtra aux yeux de la population complètement impertinent.

3.4 Qu'est-ce que l'ASSÉ doit faire dès maintenant?

Premièrement, ne jamais remettre en question la revendication de la gratuité scolaire. Depuis la dernière grève, une bonne partie du chemin pour mettre de l'avant cette revendication a été fait. Il est grandement temps de définir la gratuité scolaire pour l'ASSÉ. Il s'agit d'une étape très importante qui à mon avis ne devra pas se limiter par une proposition de Congrès avec une foule de *considérant que*.

Je suggère que soit écrit un manifeste pour la gratuité scolaire, dans lequel seront mises en évidence notre définition et notre analyse globale de la société dans laquelle nous voulons qu'un tel système d'éducation s'applique. Le discours de la gratuité scolaire ne doit pas seulement correspondre à un simple calcul mathématique. Il doit être porteur d'une analyse globale d'une société que l'on veut à gauche.

Il nous faudrait aussi un document contenant des étapes claires sur les modifications et les changements qui doivent être mis en place pour instaurer la gratuité scolaire. Un tel type de document est nécessaire et serait un élément clé à une future table de négociation.

4. Récupération du type de moyen de pression

4.1 Montebello

Vous souvenez-vous de Montebello? Oui, je parle bien de cette action organisée par la FEUQ où quelques dizaines d'étudiants et étudiantes avaient défoncé à coup de bélier la porte d'entrée de l'endroit où se tenait le Conseil des ministres et qui s'était soldée par des coups de matraques et arrestations. Il s'agissait là de l'action que l'on pourrait incontestablement qualifier comme étant la plus violente de l'hiver 2005. Très rapidement, la FEUQ est sortie dans les médias pour s'excuser et clamer que cette action était une erreur de leur part. Elle en a profité au passage pour condamner et se dissocier de tout acte de violence. À la première rencontre à la table des négociations, l'attention s'est évidemment tournée vers la CASSÉÉ en attendant qu'elle dénonce elle aussi la violence. La CASSÉÉ, ne détenant pas de mandat des assemblées générales sur la question de la violence ne pouvait donc pas prendre position par rapport à cette dernière.

Le choix de l'action de Montebello par la FEUQ n'était pas innocent. Elle savait très bien que les membres de la CASSÉÉ (plus fortement ceux et celles de l'ASSÉ), prônaient la diversité des tactiques, et qu'ils et elles ne seraient pas prêts et prêtes à condamner la violence. De cette manière, la FEUQ s'assurait d'embourber la CASSÉÉ dans le faux débat qu'était celui de la violence/non-violence et pendant ce temps elle s'assurait que seul son discours sur les « 103 millions » pouvait percer dans l'espace public.

La sortie des fédérations étudiantes sur la question de la violence a eu pour effet de discréditer à l'avance toute une série d'actions pouvant être entreprise dans le cadre d'une logique de diversité des tactiques. C'est ce qu'on peut appeler *récupération du type de moyens de pression* pouvant être

employés. Il ne faut pas oublier que le concept de la *violence* est très relatif. Il est facile de dénoncer la violence, mais encore faut-il la définir. Dans le cas de la grève étudiante, la violence (non définie) a été si rapidement dénoncée, que toutes actions moindrement perturbatrices ou illégales semblaient être synonymes de violence. Ces actions perdaient du même coup toute leur légitimité, car le ministre refusait de négocier avec un regroupement qui ne condamnait pas la violence (non définie).

4.2 Diversité des tactiques

Premièrement, ne soyons pas naïfs et naïves, la question de la violence était l'excuse facile du ministre et des fédérations pour écarter la CASSÉE de la table des négociations, mais il ne s'agit certainement pas là de la raison fondamentale. Un gouvernement qui a affaire à trois organisations, soit deux de type lobbyiste demandant moins que le statu quo, et une de type syndicaliste de combat avec des revendications attaquant la racine du problème, ce gouvernement va nécessairement préférer négocier avec le premier type d'organisation.

Discréditer dès le départ une série de moyens de pression potentiellement considérés violents (ex : occupation, qui par ailleurs je ne considère pas comme étant une action violente) est un boulet important dans toutes luttes sociales. Lorsque l'on construit un rapport de force avec le gouvernement, le but est évidemment de mobiliser les masses, mais surtout, il faut que le gouvernement nous craigne. Si un gouvernement voit dans la rue des milliers et des milliers de contestataires, mais que ces derniers s'engagent publiquement à ne pas faire trop de perturbation, cela détruit facilement un rapport de force.

Le problème de la CASSÉE n'était pas qu'elle ne dénonçait pas la violence, c'était qu'elle ne s'assumait pas en tant que mouvement social combatif prônant la diversité des tactiques. Je suis d'avis qu'il nous faut consolider notre discours en ce sens. Démocratiser au maximum toutes les actions utilisées afin que l'on ait toute la légitimité de les défendre dans l'espace public. C'est-à-dire que oui il faut des actions perturbatrices, qui dérangent le gouvernement. Mais il faut que ces actions soient discutées en assemblées générales. Bien certainement, on ne discute pas de tous les détails, mais il faut minimalement donner une ligne directrice des actions qui seront entreprises.

Donc, il faut d'abord se concentrer sur le discours qui entoure les moyens de pression, pour le rendre le plus cohérent, légitime et démocratique auprès de la population qui participe au mouvement de grève. Il faut prioriser des formations sur les moyens de pression diversifiés, afin de radicaliser les militants et militantes dans le but que les actions soient revendiquées et soutenues par l'ensemble des grévistes. C'est avec un mouvement fort qui prône la diversité des tactiques qu'un réel rapport de force s'établira face au gouvernement.

5. Récupération médiatique

5.1 En quoi consistait la récupération médiatique de l'hiver 2005?

À leur entrée dans la grève, et même avant, la FECQ et la FEUQ ont occupé un espace médiatique beaucoup plus grand que celui de la CASSÉE. En fait, ce n'est pas vraiment étonnant, premièrement les fédérations ont été créées au début des années 1990, elles ont donc un historique plus long que celui de l'ASSÉ. Quoi qu'aujourd'hui l'ASSÉ gagne en reconnaissance auprès des médias, il faut se rappeler qu'à l'époque de l'hiver 2005, elle représentait un nouvel acteur politique dans le milieu étudiant. De plus, durant la grève, c'était la FECQ et la FEUQ qui se trouvaient à la

table des négociations. Les médias tenaient donc pour acquis que leur discours était représentatif du mouvement étudiant.

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, la revendication mise de l'avant par les fédérations était le « 103 millions ». Les médias aiment bien ce qui est symbolique et populiste. Alors, d'un oeil médiatique, « 103 millions » est beaucoup plus accrocheur que le « retrait rétroactif de la dernière réforme de l'AFE ». De plus, un discours qui va à l'encontre de l'idéologie dominante, comme l'est celui de l'ASSÉ, a beaucoup plus de difficulté à faire valoir son point de vue dans l'espace médiatique.

Il faut aussi savoir qu'envoyer des communiqués médias efficaces par CNW Telbec coûte entre 200 et 300 \$ du communiqué. Vous n'êtes pas sans ignorer que les fédérations ont un budget de fonctionnement énorme (la FECQ plus de 200 000 \$, la FEUQ frôle le million, l'ASSÉ un peu plus de 80 000 \$), elles ont donc les moyens financiers d'attirer les médias.

Lorsque la CASSÉÉ avait l'attention médiatique, c'était la plupart du temps pour autre chose que dans le but de connaître ses revendications. La CASSÉÉ a été prise tout le long de la grève avec son image d'organisation violente, une image dont les médias se sont gavés afin de remplir leur panse sensationnaliste. Les porte-parole de la CASSÉÉ étaient donc condamné-e-s d'adopter une position défensive face aux médias de masse.

5.2 Comment éviter ce type de récupération?

L'ASSÉ ne gagnera pas une grève générale illimitée au travers les médias de masse, c'est dans la rue qu'elle le fera. Les militants et militantes de l'ASSÉ n'ont pas à perdre du temps à tenter d'élaborer quelconque stratégie médiatique. La force de l'ASSÉ est d'abord et avant tout dans la mobilisation directe de ses membres, c'est seulement de cette façon que l'on s'assure que le discours n'est pas déformé.

Néanmoins, on ne peut nier le fait que lors de la prochaine grève nous occuperons nécessairement un espace médiatique. Le plus important face aux médias ce sera certainement que les porte-parole de l'ASSÉ aient des mandats clairs entre les mains provenant des assemblées générales pour pouvoir adopter un discours ferme sur des points potentiellement litigieux (pas exemple sur la diversité des tactiques).

Il y aura sûrement des discordes entre les membres de l'ASSÉ concernant la belle image que nous devons préserver face à l'opinion publique. Je crois que l'opinion publique peut être un appui lorsqu'elle est de notre côté, mais qu'elle ne doit surtout pas nous empêcher de progresser lorsqu'elle est contre nous. Souvenons-nous premièrement que l'opinion publique se bâtit au travers des médias, et que les médias, malgré leur prétention, ne sont aucunement objectif et son porteur de l'idéologie dominante. La peur que l'on a de l'opinion publique contribue grandement à freiner les mouvements combatifs. Lorsque nous délaissions certains moyens de pression ou discours plus radicaux afin d'améliorer l'image médiatique, il faut se souvenir qu'un rapport de force ne se construit à travers des sondages Léger Marketing qui figureront dans le Journal de Montréal.

6. Récupération de la table de négociation

Malgré leur entrée tardive dans le mouvement de grève, la FECQ et la FEUQ ont accepté de

négocier seules avec le ministre sans la présence de la CASSÉE. Pourquoi la CASSÉE n'était-elle pas à la table de négociation? À cette étape-ci du texte, j'espère que ça devient de plus en plus évident. En fait, ce point est le résultat des aspects précédents de la récupération.

Grâce à la récupération du mouvement de grève générale illimitée, la FECQ et la FEUQ ont servi sur un plateau d'argent la possibilité et la crédibilité au gouvernement d'exclure la CASSÉE des négociations. La récupération médiatique a permis d'éclipser le discours de la CASSÉE de la scène publique pour mieux mousser les discours de la FECQ et de la FEUQ, ensuite, c'est entre autres à travers les médias que la CASSÉE a dû s'embourber dans le faux débat de la violence (résultat de la récupération du type de moyens de pression), ce faux débat sur la violence a aussi affaibli la cohésion interne au sein de la CASSÉE. Tout ça a permis de donner un semblant de légitimité au ministre pour négocier avec les fédérations étudiantes sur le seul point des « 103 millions », qui semblait être devenu l'unique raison pour laquelle la grève avait été déclenchée (résultat de la récupération des revendications mises de l'avant).

Alors, pour empêcher la récupération à la table de négociation, il faut logiquement réussir à éviter les trois autres aspects de la récupération.

7. Finalement... union du mouvement étudiant?!

À travers ce texte, j'ai évidemment voulu rendre plus pragmatique le concept de la récupération de la grève générale illimitée de l'hiver 2005. Mais, j'espère surtout avoir réussi à mettre en évidence l'incompatibilité criante entre la FECQ, la FEUQ et l'ASSÉ.

L'union du mouvement étudiant n'est qu'un leurre. Depuis ces débuts, le mouvement étudiant a toujours connu des frictions entre une aile dite plus radicale et une dite plus modérée. Ce n'est pas parce qu'il n'y avait qu'une UGEQ ou qu'une ANEEQ que le mouvement étudiant était plus uni. La preuve, lorsque l'on regarde les causes de leurs dissolutions, on se rend compte qu'au fil du temps, les modérés ramollissaient le mouvement et que les éléments dits plus radicaux quittaient les instances dans le but de reconstruire un mouvement combatif sur de nouvelles bases. **Alors, ce à quoi on assiste aujourd'hui avec la FECQ, la FEUQ et l'ASSÉ, c'est tout simplement à une scission du mouvement étudiant institutionnalisé. On ne peut pas vouloir réconcilier les deux tendances. On ne peut qu'espérer discréditer, voire même faire disparaître la tendance la plus nuisible aux progrès sociaux, soit celle de la FECQ et de la FEUQ.** De la même façon que l'on mobilise pour la gratuité scolaire, le discours anti-fédération étudiante doit être entendu et cautionné pas les associations étudiantes via les assemblées générales. Il s'agit là de la meilleure arme pour éviter toute récupération de la part de la FECQ et de la FEUQ, car plus personne ne se laisserait berné par elles.

Nous sommes en marche vers une grève générale illimitée et l'ASSÉ doit plus que jamais démontrer le bien-fondé du syndicalisme de combat, soit : la nécessité de mettre de l'avant des revendications radicales engageant de réels changements sociaux et la légitimité de la diversité des tactiques pouvant impliquer des moyens de pression très perturbateurs dans le but d'établir et de maintenir un vrai rapport de force face au gouvernement. C'est de cette façon que nous allons gagner la prochaine grève générale illimitée.

En espérant que ce long texte aura su soulever quelques débats...

Mon opinion sur la grève générale illimitée en session d'automne

Par Guillaume Bergevin, responsable aux affaires externes de l'A.G.E.S.
3 avril 2007

Premièrement, je suis désolé de ne pouvoir être présent en ce Congrès important sur la grève générale illimitée. Des raisons hors de mon contrôle m'obligent à devoir prendre du temps ailleurs et c'est pourquoi j'envoie ce texte.

Donc, l'idée de grève générale illimitée, bien qu'étant le moyen ultime de pression sur le gouvernement, est présentée trop tôt selon moi. Comme on l'a vu dans bon nombre de Cégeps et d'Universités membres de l'A.S.S.É., c'est difficile de partir une grève, ne serait-ce que d'une journée. De plus, même dans les institutions scolaires en grève, il n'y avait pas énormément de gens qui se sont présentés à la manifestation du 29 mars, du moins, pas au Cégep de Saint-Jérôme. Les raisons que je vois à cela sont d'abord un manque d'intérêt de la part des étudiants, une peur face à la grève de 2005 et un manque de personnes actives à l'intérieur même des associations étudiantes.

La présente grève générale illimitée est annoncée pour la session d'automne 2007, or, en cette session il va y avoir un bon nombre de nouvelles têtes dans les Cégeps et Universités et un aussi grand nombre de personnes qui ne seront plus là pour témoigner de leur soutien dans le cas où ils s'intéressaient aux mouvements étudiants. Je doute que nous réussissions à convaincre un nombre suffisant de ces nouvelles personnes aux revendications de l'A.S.S.É. **ET** à une grève générale illimitée d'envergure alors qu'ils viennent à peine de rentrer dans un nouveau lieu d'étude. De plus, si grève il y a, ça va reporter la fin du calendrier scolaire vers la fin janvier, ce qui veut donc dire des cours à Noël, au Jour de l'An, ce qui va déjà faire reculer un grand nombre de personnes de soutenir la grève et aussi nous donner du fil à retordre pour aller chercher l'appui des professeurs qui seront eux aussi pénalisés par ce mouvement.

Beaucoup d'étudiants à qui j'ai parlé avaient encore en mémoire les événements de la GGI de 2005 qui selon eux n'a absolument rien donné pour faire seulement retarder les cours et faire « foirer » leurs vacances, ce qui a désintéressé bon nombre de personnes des grèves. Je dois admettre que je connais bien peu d'informations moi-même et que les étudiants sont très mal informés sur ce qui arrivé avec la grève. Est-ce que ça a donné quelque chose? Beaucoup pense que non. Il en revient donc à nous de nous informer et de mieux informer les étudiant-e-s sur ce qui s'est réellement passé en 2005 et les conséquences que ça a eues avant d'annoncer une grève. Avant d'annoncer une grève, il faudrait d'abord que les étudiants sachent exactement ce que ça peut changer dans le gouvernement et les conséquences que ça amène.

Comme mentionné plus haut, l'automne 2007 verra son lot de nouvelles têtes arriver et son lot de personne quitter, ce qui veut donc dire qu'il faut réinformer les gens sur l'existence des associations étudiantes et remplacer les postes vacants dans ces mêmes associations. Selon moi, il serait mieux de réserver la session d'automne 2007 afin justement de faire s'intéresser les gens à participer aux activités faites par les assos et à participer au bon fonctionnement de celles-ci. Dans plusieurs Cégeps et Universités, les étudiants actifs sont surchargés de travail de par leurs cours et leur rôle

dans leur conseil étudiant, car il y a peu de gens qui s'intéressent aujourd'hui à participer à ces mouvements « politiques ». Au Cégep de Saint-Jérôme, pour ne prendre que cet exemple, il y a présentement 4 personnes dans toute l'association et chaque personne a énormément de travail à faire pour faire fonctionner le tout. Par chance, on a deux permanents qui nous aident énormément et qui font plus que leur part pour nous aider, or, tout le monde n'a pas cette chance. Comme je l'ai dit, je suis convaincu qu'il faudrait réserver la session d'automne 2007 à réinformer et à intéresser les gens, car c'est un éternel recommencement et il faudrait se concentrer là-dessus, car moi je ne serai pas capable de recommencer à prendre autant de temps pour faire une si grosse mobilisation et énormément de gens sont dans le même cas.

Je pense donc, à la suite de tout ce qui a été écrit ci-haut, qu'on devrait prévoir la GGI pour la session d'hivers 2008 et continuer de faire quelques petites instances avant, car la session d'automne d'avant risque d'être un mauvais moment pour le déclenchement d'un tel moyen de pression, car les étudiant-e-s ont encore besoin d'énormément d'information avant de se lancer dans un tel projet et car il faudrait d'abord miser sur la reconstruction à l'interne des associations étudiantes pour la session à venir.

Sur ce, je vous remercie d'avoir pris le temps de lire ce texte, et j'espère que vous considérerez sérieusement ces points importants concernant la GGI.

Encore une fois désolé de ne pouvoir être présent.

Organisation et moyens de pression

Par Alex Desrochers, étudiant au baccalauréat en histoire à l'Université de Sherbrooke
3 avril 2007

La base d'un mouvement de grève générale illimitée ou de tout mouvement syndical repose en grande partie sur l'organisation des acteurs impliqués. Le texte qui suit apportera des pistes de réflexion sur ma vision de l'organisation que doit prendre l'ASSÉ dans un mouvement de grève. Par la suite, il sera question des moyens de pression à entreprendre dans le cadre d'une grève générale illimitée (GGI) et des démarches d'organisation que ces actions doivent prendre dans une perspective de radicalisation de l'ensemble du mouvement de grève.

Depuis la grève de 2005, bien des choses ont changé à l'ASSÉ. Elle compte sept nouvelles associations, en plus d'avoir d'excellentes relations avec des associations étudiantes indépendantes et est devenue un acteur incontournable dans le mouvement étudiant, mais plus largement dans l'ensemble des mouvements sociaux québécois.

L'ASSÉ a évolué depuis 2005, elle a grandi dans son expérience à mener une GGI à terme et elle s'est dotée des nouvelles ressources pour améliorer son efficacité dans sa gestion et son organisation courantes. Selon moi, l'ASSÉ est désormais capable d'entreprendre et de mener la lutte en tant qu'organisation syndicale forte de ses bases.

L'union du mouvement étudiant n'étant pas possible dans la conjoncture actuelle, ni souhaitable, il demeure que l'expérience de la CASSÉE était nécessaire en 2005, mais depuis l'ASSÉ est une organisation plus solide qui peut mener la lutte seule. Mais bon je n'entrerai pas dans les détails et les problèmes qu'ont apporté la CASSÉE, simplement par ce que je n'ai pas vécu l'organisation de la grève au niveau national. Insistons davantage sur qu'est-ce que l'ASSÉ et pourquoi être membre de l'ASSÉ et pourquoi cette dernière devrait mener la prochaine grande lutte seule.

L'ASSÉ est en fait un regroupement national qui uni des associations étudiantes des cégeps et des universités qui ont une volonté de s'unir de façon permanente et ainsi de favoriser les échanges et mettre en commun de l'information et des ressources pour mener des luttes. La prochaine grande lutte que mènera l'ASSÉ s'enligne pour être la prochaine grève générale illimitée. Alors maintenant, c'est à nous de nous approprier l'outil collectif dont on s'est doté pour mener notre prochaine lutte, et cet outil c'est l'ASSÉ.

La meilleure façon de grandir notre rapport de force est d'affilier à l'ASSÉ de façon permanente. Par ce fait, propager le syndicalisme de combat dans nos associations, propager nos revendications et agir ensemble. C'est en s'organisant de façon permanente et au sein de l'ASSÉ avec nos revendications communes et avec nos moyens d'action qui nous sont propres que l'on pourra développer le syndicalisme de combat dans notre milieu. Il faut par le fait même prioriser les associations membres de l'ASSÉ qui ont choisi de se doter de cet outil collectif à mener à terme la lutte et assurer une bonne présence sur le terrain, dans la formation, dans la présence aux instances, pour permettre une plus grande combativité de la base de l'ASSÉ.

L'affiliation est aussi un bon moyen de pression contre le gouvernement. Le gouvernement

comprend rapidement le lien entre des affiliations à l'ASSÉ, le syndicalisme de combat et les répercussions de cela sur ces politiques gouvernementales. Le gouvernement préfère des affiliations massives aux fédérations étudiantes ou que les associations étudiantes demeurent indépendantes, car cela lui fait une bien moins grande pression.

Quand on parle de moyens d'action à entreprendre, deux grands thèmes reviennent souvent, soit l'escalade des moyens de pression et le rapport de force.

Prenons d'abord l'escalade des moyens de pression. Il faut avant toute chose constater une évidence. Une fois rendu en GGI, l'escalade des moyens de pression n'est pas à recommencer au début même si plusieurs personnes dans la base étudiante n'ont pas vécu le plan d'action 2006-2007 ou si certaines associations étudiantes sortent de nulle part et désirent prendre part au mouvement. Il faut comprendre qu'à l'ASSÉ, la lutte est déjà enclenchée. L'escalade des moyens de pression ne doit pas aussi se faire d'une façon trop lente. Sinon c'est la meilleure façon de faire durer la grève pendant cinq, six, voire sept semaines de grève et cela n'est pas souhaitable. La tension doit augmenter rapidement et, pour se faire, il faut intensifier la lutte et diversifier nos actions.

Le rapport de force propose de faire des actions pour augmenter notre pression sur le gouvernement. Notre rapport de force se doit d'être constant sur le gouvernement, mais dans le cadre d'une GGI, celui-ci est davantage important. Il faut donc, pour accentuer la pression, avoir recours à des actions que l'on peut caractériser de radicales. Mais ce genre d'actions se doit d'être organisé. Toute action n'est pas bonne à faire en tout temps. Loin d'être contre les actions faites par certaines personnes ou certains groupes, et de vouloir m'en dissocier, par contre ce genre d'action devrait selon moi ne pas être un moyen que seulement une minorité se saisit, mais bien que les actions radicales deviennent un outil collectif.

Pour la radicalité du mouvement de grève, il est important que les bases de militantes et de militants s'approprient les moyens d'action à entreprendre via les assemblées générales. Je ne veux pas dire par là d'organiser une occupation en assemblée générale, mais bien de discuter de moyens d'action et de perspectives pour le mouvement sans entrer dans les détails d'une action à venir. On peut se souvenir de la semaine d'actions de perturbation économique lancée par la CASSÉE en 2005. Il ne faut pas délaissier des types d'action comme les occupations, les blocages de bureaux gouvernementaux ou de cibles économiques importantes. C'est ce genre de sujet que l'on peut parler dans nos assemblées générales. Ce genre de consultations permet une meilleure appropriation des actions par la base et par le même fait, une meilleure compréhension du syndicalisme combatif ainsi qu'une expérience sur le terrain.

Pour permettre à la base de participer à des actions radicales, on doit réfléchir sur le ton que l'on veut donner aux manifestations. Dans une manifestation avec une bonne participation, il ne faut pas avoir peur de faire des blocages. Au lieu de simplement marcher d'un point A à un point B, il faut utiliser l'ensemble de la manifestation pour faire des blocages économiques importants, comme une autoroute, un pont, un ministère ou autres ...

Mais la lutte se joue d'une façon encore beaucoup plus large que les affiliations. L'ASSÉ doit mener la lutte plus large que le mouvement étudiant comme tel qu'on le connaît. Elle doit notamment joindre les écoles secondaires à l'intérieur de son plan d'action. Le mémoire du Congrès

d'orientation fait par l'AGEECLG fait état d'inclure un volet écoles secondaires. Maintenant, plus que jamais, c'est le temps de l'entrevoir avec sérieux, car la grève approche en grands pas et on ne peut pas nier l'apport des écoles secondaires comme ils et elles nous l'ont démontré à la manifestation du 29 mars 2007.

Dans une GGI, il y a une certaine part de risque qu'on ne peut pas contrôler, mais une chose est certaine, il faut avoir confiance en notre organisation et nos moyens d'action. Il faut absolument éviter de tomber dans le jeu de plaire à tout le monde et aux médias!!

Il faut avoir confiance à l'ASSÉ!

Il faut avoir confiance au syndicalisme de combat!

Faisons confiance qu'en nos propres moyens!

Recommandations

- Créer l'ABC de la mobilisation ainsi qu'une formation à offrir aux associations étudiantes et aux comités de mobilisation locaux.
- Créer du matériel d'information sur le syndicalisme de combat pour démontrer ses fondements et son utilité à la base étudiante.
- Amorcer une réflexion sur la place à accorder aux écoles secondaires et lancer un appel clair à la mobilisation de celles-ci, créer un journal spécial écoles secondaires.
- Rencontrer tous les exécutifs des associations locales membres pour aider à la transition et s'assurer que la grève s'organise au local durant la période morte.
- Organiser au cours de l'été plusieurs réunions élargies du Conseil de Coordination pour que le plus des gens possibles participe à l'organisation.

Considérations sur les actions de la dernière grève générale et perspectives pour la prochaine

Par Sophie Schoen, étudiante au Cégep Saint-Laurent
4 avril 2007

Nous avons la chance, dans le cadre de la préparation de la prochaine campagne de grève générale illimitée, de pouvoir compter sur l'expérience collective accumulée pendant la grève générale de 2005. C'est dans ce sens qu'il est pertinent de partager nos expériences d'organisation pendant cette grève, et c'est dans ce sens que je voudrais partager certaines réflexions sur l'organisation d'actions pendant la grève de 2005. J'écris ce texte à titre individuel, et les expériences mentionnées concernent les actions qui ont été organisées à Montréal, puisque je ne peux pas parler de ce qui s'est passé ailleurs. Pour que le portrait soit entier, il faudrait absolument qu'il soit complété par la perspective de militants et de militantes qui ont organisé des actions ailleurs. Il ne faut donc pas voir cette réflexion comme étant un portrait complet (loin de là) de la réalité des actions qui ont été organisées en 2005. Je tiens finalement à dire que les idées exprimées ci-dessous ont vraiment été enrichies par de multiples discussions depuis 2005, avec des militants et des militantes de l'ASSÉ, dans le mouvement étudiant et issu-e-s d'autres luttes.

- Les actions organisées en 2005 ont donné un certain ton à la grève, et en ce sens ont beaucoup contribué à augmenter la visibilité de la grève. Toutefois, leur organisation était assez déconnectée de l'organisation des autres aspects. Il y avait un manque certain de coordination, et un certain sentiment d'isolement chez les organisatrices et organisateurs. Pour la prochaine grève, il faudra certainement veiller à assurer une meilleure coordination entre les personnes qui organisent des actions et des personnes qui s'impliquent à différents niveaux dans la grève, sans pour autant centraliser le tout et empêcher des initiatives des membres ou autres personnes concernées d'être mises en action.

- Les actions organisées en 2005 n'ont pas (nécessairement) fait l'objet d'un débat large dans les assemblées générales. D'une part, il y avait relativement peu d'actions pré-définies dans les Congrès de la GGI 2005, et d'autre part, l'organisation de nombreuses actions qui ont eu lieu entre celles décidées en Congrès relevait d'un petit groupe de personnes. Ces actions ont vite été étiquetées comme étant représentatives de la CASSÉE (que les organisatrices et organisateurs l'aient voulu ou non), ce qui effectivement a pu entraîner un sentiment de trahison parmi les membres et dans les AG, et un sentiment de « perte de contrôle » sur le plan d'action. Toutefois, malgré les critiques face à l'organisation de ces actions (dont plusieurs ont été des plus légitimes), il n'en demeure pas moins que dans leur ensemble elles ont été bien accueillies par le mouvement de grève.

- Pour la prochaine grève, il pourra être avantageux de lancer beaucoup plus tôt dans les AG un débat sur les moyens d'action, dans le but d'en ressortir avec des thèmes clairs (par exemple, celui de la « perturbation économique ») qui pourront guider les actions qui seront organisées. En étant honnêtes et en exprimant sans ambiguïté une vision de pourquoi il est nécessaire d'entreprendre certains moyens d'action, les membres qui ont cette perception des choses pourront lancer un débat beaucoup plus constructif que si le tout reste vague et ouvert à interprétation. Il sera par après

également plus facile de défendre la légitimité des actions entreprises. Toutefois, je crois qu'il va falloir faire attention pour ne pas que l'ASSÉ donne l'impression d'interdire des initiatives individuelles et il ne faudra surtout pas tomber dans un discours de condamnation de certains actes peut-être plus corsés qui ne concorderaient pas avec le plan d'action déterminé en Congrès.

- En tant qu'organisatrices et organisateurs de certaines actions de la GGI 2005, je crois que nous n'avons pas su balancer nos préoccupations par rapport à la sécurité (culture de sécurité et répression) avec une organisation plus démocratique et mieux coordonnée. Étant donné que la culture de sécurité restera toujours un élément à considérer dans un contexte de grève, je crois qu'encore une fois la détermination de thèmes larges en AG et en Congrès pourra beaucoup aider. Lorsqu'il est possible d'organiser un comité *ad hoc* plus large, faisons-le et lorsque c'est impossible pour des raisons de sécurité, alors des plus petits groupes pourront être formés, en collaboration avec d'autres instances (ou pas). Cela dit, il ne faut pas non plus prendre les considérations de sécurité à la légère : nous avons observé lors de la GGI 2005 plusieurs phénomènes et éléments qui nous ont portés à croire qu'il y avait bel et bien une surveillance assez étroite du mouvement étudiant, et c'est sans compter le nombre de flics qui étaient déployés à chacune des actions, et devant certains lieux (Cégep du Vieux-Montréal).

- Malgré les actions organisées dans le cadre de la semaine de perturbation économique pendant la GGI 2005, les actions sont restées généralement symboliques. Mon sentiment est qu'elles le resteront également pour la prochaine grève, tant et aussi longtemps qu'elles seront relativement isolées. Pendant la GGI de 2005, il y avait à Montréal une action à (presque) tous les jours à partir de la deuxième semaine de grève environ. Il devra y en avoir encore plus.

- Je pense qu'il sera important dans le cadre de la prochaine grève d'accorder une importance peut-être plus grande à l'organisation des actions. Si on ne veut pas que ces actions soient laissées en quelque sorte au hasard, il faudra en débattre davantage, tant dans les associations étudiantes locales que dans les autres instances.

Voilà les points que j'ai eu le temps de soulever. Il y en a probablement beaucoup d'autres sur le thème des actions, et les commentaires sont en ce sens plus que les bienvenus. Nous avons la chance de vivre une prochaine campagne de grève seulement 2 ans après la dernière. Profitons donc des expériences collectives que nous avons accumulées au cours des dernières années.

Considérations logistiques et matérielles

Par le Conseil exécutif de l'ASSÉ
4 avril 2007

Plusieurs critiques sont, à travers les années, véhiculées à l'endroit de l'ASSÉ sur son dogmatisme ou son manque d'ouverture. Si elles sont les bienvenues et permettent de remettre à sa place plus d'une personne, il faut néanmoins replacer dans son contexte les décisions prises par le Conseil exécutif et autres instances. L'ensemble des décisions n'est effectivement pas purement idéologique. C'est, bien souvent, toute une réalité matérielle qui les guide. Cette année est un bon exemple : plus de gens s'impliquant au niveau national et le syndicalisme de combat étant davantage garanti dans les associations étudiantes locales, nous avons pu nous consacrer davantage à la diffusion médiatique de notre plan d'action. Le tout, bien sûr, parce que des personnes d'expériences nous ont partagé leurs connaissances. Ce qu'il faut se rappeler, par contre, c'est qu'il faut travailler d'ARRACHE-PIED pour que les acquis ne soient pas perdus (graphisme du matériel d'information, avancée avec les syndicats et le communautaire, recherche pédagogique, etc., etc., etc.). On ne parle même pas ici de faire des « gains durables ». Doit-on rappeler que même le poste de la permanence n'est jamais un acquis considérant les fluctuations financières qui nous guettent?!? Comme nous sommes directement tributaires des connaissances et du travail des militantes et des militants qui vont et viennent dans le mouvement étudiant au fil des ans, RIEN N'EST GARANTI.

Le Conseil exécutif tenait à présenter ici un bref résumé de ses constats : soit les éléments ci-bas ont constitué une limite à notre mobilisation, soit nous anticipons qu'ils pourraient le devenir dans un futur proche.

1. Graphisme, infographie et gestion du site Internet

Tous des éléments qui ont, jusqu'à présent, grandement contribué au rayonnement de l'ASSÉ autant dans la sphère du grand public que pour améliorer le travail interne. Pourtant, une infime partie de militants et militantes maîtrisent cette connaissance. Il est impératif de démocratiser ce savoir mais il n'est pas à la portée de tous et toutes! Il faudra donc inévitablement se poser les questions « sommes-nous prêtes et prêts à déboursier un montant d'argent moyennant ce travail? » « Et si non, quelle est la solution? ».

Il est exclu de revenir à la méthode de fabrication du matériel d'information par des gens qui n'ont pas les connaissances nécessaires. Même si une adéquate formation pourrait satisfaire la plupart de nos besoins en la matière, reste que la question se posera un jour ou l'autre. Par exemple, les connaissances de gestion du site Internet peuvent être transmises, mais celles d'un ou d'une webmestre sont un travail d'envergure! S'il avait fallu payer pour chaque demande urgente, la facture aurait été cette année colossale.

2. Les besoins grandissants de la mobilisation

Avec des affiliations d'année en année, c'est davantage d'associations étudiantes réparties dans plusieurs régions du Québec qu'il faut couvrir. Les tournées coûtent inévitablement plus cher.

Malgré les efforts fournis afin d'essayer de réduire les coûts de transport, il reste qu'on se bute plus souvent qu'autrement à des situations d'urgence : trouver une personne à la dernière minute pour remplacer une annulation ou encore essayer de répondre à la demande d'une association étudiante locale avec seulement une ou deux journées de préavis. Les coûts en sont d'autant plus élevés, mais peut-on réellement faire le choix d'annuler notre présence???

Les besoins grandissants de la mobilisation se traduisent également à travers le matériel d'information. Peu d'associations étudiantes sont autonomes quant à l'impression du matériel - et l'on ne parle même pas ici de sa production. Quand une tournée est organisée, il faut s'assurer d'avoir tout le matériel nécessaire, y compris tous les tracts et affiches disponibles sur internet. Plus il y a de tournées, plus les coûts en fournitures de bureau sont élevés. Le journal se doit également d'être de plus grande qualité, ce qui implique des coûts pouvant parfois être exorbitants.

3. Équipements

Nous avons fait cette année des acquis qui ont accru notre potentiel de mobilisation : un deuxième local pour permettre aux Comités de travailler au bureau (surtout pour le montage de l'*Ultimatum*), un photocopieur, de nouveaux ordinateurs. Les Comités peuvent davantage être fonctionnels et autonomes. La plupart du temps, tous ces équipements nous sont donnés (eh oui! ☺). Sinon, les coûts déboursés sont très minimes. Or, il faudra très vite penser à l'acquisition d'équipements de bureau qui sont nécessaire tels un scanner de bonne qualité et une trancheuse pour aider à la production du matériel d'information, un photocopieur recto verso haut gamme pour qu'on soit autonome le plus possible dans l'impression du matériel et, pourquoi pas, de nouveaux ordinateurs bien équipés afin de faciliter le travail de l'ensemble des Comités. Cette année, le travail du Secrétaire à l'information ainsi que celui des Comités journal et information ont été limités à plusieurs reprises faute d'équipements adéquats. De telles acquisitions sont-elles une priorité pour l'ASSÉ? Si oui, jusque dans quelle mesure? Le coût de ces équipements peut en effet être exorbitant.

Les télécommunications sont certainement l'exemple le plus frappant du manque de matériel de bureau. N'ayant que deux cellulaires, nous avons privilégié qu'ils soient portés par l'interne et l'externe. Or, et les porte-parole et la coordination auraient grandement privilégiés d'avoir accès en tout temps à un téléphone. Deux entrevues d'envergure ont d'ailleurs été perdues faute d'avoir retourné les appels dans un laps de temps assez court (*Il va y avoir du sport* et Radio-Canada télévision)! Le manque de lignes téléphoniques au local de l'ASSÉ est également très problématique. Pour l'instant, nous avons 2 lignes différentes et pourtant, il est très fréquent de devoir bâcler des conversations importantes ou de ne pas pouvoir travailler adéquatement (en particulier pour les tournées téléphoniques internes, externes ainsi que pour les Comités).

4. Diffusion de nos revendications

Une plus grande marge de manoeuvre quant au nombre de communiqués diffusés sur CNW Telbec serait pertinente. Par contre, les communiqués peuvent toujours être envoyés sans faire référence à l'agence. La problématique de la diffusion des revendications dans la sphère publique se situe surtout au niveau de la recherche. Comment, en effet, combattre de puissants lobbys, entre autres dans le domaine de la recherche, si ce n'est pas en effectuant nous-mêmes des recherches? L'accès

aux documents coûte par contre très cher. En plus, souvent ce sont des documentations qui doivent être mises à jour régulièrement donc le montant financier total peut être élevé. Sommes-nous prêts et prêtes à déboursier des sommes d'argent pour avoir accès à cette information?

5. Bureau

Le local de l'ASSÉ situé au Centre N.D.A n'est ouvert que de 8h00 à 21h00 la semaine. En période de travail intensif, entre autres avant des Congrès, des actions ou de la parution de l'*Ultimatum*, il devient difficile de concilier ces heures d'ouvertures réduites. Les coûts consacrés au temps supplémentaire pourraient facilement être grands. Doit-on aller vers cette avenue?

Le même constat se pose quant aux heures de travail de la permanence. Qu'elle soit payée à un salaire décent va de soi. De surcroît, nous ne pouvons pas continuer à lui demander une charge de travail qui va bien au-delà de ce qui est prévu au contrat (que nous bafouons sans cesse d'ailleurs compte tenu que la clause sur ses heures supplémentaires n'est pas respectée). D'une part, soit nous faisons le constat qu'en temps opportun il faut que le travail nécessaire soit fait et que nous nous donnons les moyens financiers pour le faire, soit nous réduisons les tâches de la permanence (et donc par conséquent l'ensemble des objectifs établis par le Congrès).

Finalement, c'est le même principe qui doit guider les questionnements quant au cadre financier : nous nous fixons d'un côté des objectifs, mais donnons-nous les moyens de les atteindre? Bien souvent, nous comptons davantage sur le « travail informel » de quelques individus qui ont des connaissances particulières dans un domaine ou une expérience de travail (matériel d'information, recherche, médias, etc.). Or, qu'advient-il lorsque cesdites personnes quittent l'ASSÉ? La transition n'est PAS la seule solution. Transmettre des connaissances est une chose. Il faut surtout avoir le matériel nécessaire pour y arriver.

Surtout, rappelons que nous prenons beaucoup trop souvent pour acquis ce qui ne l'est pas : le quorum dans les instances (pourtant absolument nécessaire! Pas question que le Conseil exécutif prenne toutes les décisions!), le syndicalisme de combat dans les associations étudiantes, l'analyse du discours à l'interne, les techniques de mobilisation.

Réflexions hâtives sur les perspectives d'actions collectives pour une grève générale illimitée

Par Hubert Gendron-Blais, étudiant à l'UQAM
4 avril 2007

Ce texte se veut être un amas de réflexions post-grève générale illimitée 2005. À l'époque, j'ai vécu la grève comme un observateur engagé, en tant qu'éditorialiste au journal de la SOGÉÉCOM. Voici un résumé des constats de cette époque, « dans une perspective de » grève en 2007.

Vers une véritable grève sociale?

Poser la question de notre détermination à aller jusqu'au bout, c'est aussi poser la question de nos alliés. Nous savons que nos revendications pour la grève de 2007 risquent d'être moins consensuelles que celles de 2005. Il est plus que temps d'appeler à un mouvement de grève sociale pour l'éducation afin de se donner les véritables moyens pour atteindre notre objectif.

Entendons-nous : seule une mobilisation monstre saura faire entendre raison aux bouffons de l'Assemblée nationale. Une mobilisation qui ne se limite pas aux étudiants et étudiantes, mais qui rassemble des acteurs de l'ensemble de la société. Outre la force du nombre, c'est seulement ainsi que nous parviendrons véritablement à faire comprendre que nous ne luttons pas pour la seule classe étudiante, mais pour la construction d'une société démocratique. Il faut rejoindre ces groupes communautaires, affinitaires, syndicats, réseaux, (etc.) pour former une force sociale d'envergure qui fera reculer le gouvernement.

Certains et certaines diront que nous avons lancé un appel semblable en 2005, et qu'au-delà de quelques timides appuis, il s'est soldé par un échec retentissant. Bien sûr : un tel mouvement prend du temps à construire. Il faut établir un lien de confiance, apprendre à respecter les limites de l'autre et être prêt à varier son approche solidifier les réseaux et alliances. C'est dès maintenant que nous devons commencer. Au niveau local, régional et national, des forces progressistes roupillent en se disant que rien ne bouge. Soyons l'étincelle qui mettra le feu aux poudres : il est beaucoup plus facile de se joindre à un mouvement en marche que de démarrer une lutte seul-e de son côté. Au-delà de l'espoir de les voir se joindre à nous, il faut tendre une main à ceux et celles qui croient en nous sans le concrétiser.

L'appel à la grève sociale ne doit pas être vu comme une déclaration de principes quasi-obligatoire, mais plutôt comme un mouvement collectif s'appuyant sur des liens réels créés au quotidien. Cet appel doit être sous-tendu par des gestes concrets et une véritable volonté de coopérer avec des mouvements aux modes de fonctionnement souvent différents des nôtres. L'isolement du mouvement étudiant en 2005 lui aura coûté l'élargissement du débat sur l'éducation. Si on veut créer un débat de société profond, il faut réveiller profondément les forces vives qui y dorment.

Image et médias

Durant la GGI 2005, la CASSÉE fut un exemple sur le plan de la mob, du discours et de la

créativité. Pourtant, elle a abdiqué sur le front de la guérilla du sens. Comme une autruche qui se disait que les médias c'est de la merde, tout comme ce qu'ils diront sur nous. Une autruche qui oublie souvent que malheureusement, la très grande majorité de ses membres n'entendent parler du mouvement de grève qu'à travers les médias. Et l'appui populaire, s'il n'est pas une ultime condition de réussite, passe trop souvent par eux. Comment peut-on ainsi se laisser trainer dans la boue sans réagir, laisser répandre tant de faussetés sur notre compte sans chercher à rectifier les faits, à présenter notre vision du monde? Avons-nous si peu confiance en nous que nous préférons réserver notre discours aux cachots de la marginalité?

Il faut voir l'espace public comme un champ de bataille où des adversaires luttent pour mettre de l'avant leur vision du monde. Cette lutte, nous ne pouvons l'abandonner au risque de se voir à nouveau mis de côté, vidé-e-s de notre sens collectif et réduits et réduites à des jeunes turbulents et turbulentes. C'est en abdiquant dans ce champ ou en investissant un nombre insuffisant de force que la CASSÉE n'est pas parvenue à déboulonner les deux mythes qui tuèrent le mouvement : la violence (criminalise nos moyens) et les foutus 103 millions (technicise le débat). En se laissant parasiter de la sorte, l'action de la CASSÉE paraissait être maintenue par la seule mobilisation, comme si dès que la grève serait finie, tout allait rentrer dans l'ordre comme ces belles idées qu'il faudrait ranger au placard. C'est ce qui s'est produit : le « repli stratégique » s'est soldé par une gueule de bois morose de laquelle on commence tout juste à sortir.

Le journalisme contemporain est né au sein des grandes révolutions démocratiques du XVII^e siècle. Il a beau en être bien loin, il subsiste des médias critiques et autonomes avec qui il faudra collaborer pour rallier les sympathiques à notre cause. Ceux et celles qui méprisent les médias oublient souvent que dans ce champ fort peu respectable se trouvent encore des combattants et combattantes intègres qui n'attendent qu'un appel des mouvements sociaux pour rebâtir la lutte sur ce front.

Reste à voir comment organiser ce côté de la guérilla. Comme d'habitude, tous les débats seront permis pour en décider, mais l'important, c'est de ne pas abandonner cet espace qui est aussi le nôtre, sans toutefois toujours chercher à adapter nos actions au contenant médiatique. L'action médiatique doit être pensée avec l'action mobilisatrice, comme les faces différentes de la même lutte, complémentaires et s'influençant mutuellement. Le discours a toujours été la force de l'ASSÉ, sachons le faire resplendir et respecter partout où il va.

Plaisir, stratégie et intégrité

Finalement, j'aimerais m'attarder sur les rapports complexes unissant plaisir, intégrité et stratégie dans l'action collective de l'ASSÉ. Si la GGI 2005 nous a permis d'expérimenter plusieurs aspects de cette dialectique, le bilan à en tirer est plutôt sombre. Il est plus que temps de prendre conscience de cette nécessité d'équilibre au sein de notre action.

D'entrée de jeu, si le plaisir militant est essentiel en tant que moteur premier de la mob, rouage de la diversité, de la spontanéité et de l'originalité du mouvement étudiant, cette force créatrice a trop souvent joué des tours au mouvement de grève lorsqu'elle prenait trop de place.

En effet, le plaisir prend trop souvent le pas sur l'intégrité, causant un éloignement de la base. Le « trip » militant se limite souvent à une poignée d'individus excluant sans le vouloir une foule

d'intéressé-e-s peu enclins et enclines à adopter ce qu'on pourrait presque appeler une « culture militante » et qui, pour cette raison, hésite trop souvent à passer les portes des assos. Mais surtout, préférer le plaisir à la dimension stratégique de l'action mène souvent à de grossières erreurs tactiques. Comment oublier la dernière nuit de la barricade au Vieux-Montréal, que des hordes militantes étaient prêtes à défendre devant l'anti-émeute...pour se faire expulser facilement quelques heures plus tard, complètement saouls ou simplement partis parce que c'est moins motivant d'attendre dans le froid sans police en face pour stimuler la grogne. Non : toutes les impulsions ne sont pas utiles au mouvement : au contraire, l'histoire des mouvements sociaux nous montre que certains gestes *trippants* sur le coup ont causé des torts irréparables à l'action collective.

Nous savons que la survalorisation de la dimension stratégique de l'action mène les organisations à l'opportunisme corporatiste (les fédés y excellent). Et trop se centrer sur la stratégie au détriment du plaisir finit par générer une classe de « spécialistes sérieux » de la mob causant souvent une démobilisation massive. Pourtant, toute action collective doit se doter d'une stratégie adaptée à son organisation, ses valeurs, son contexte social-historique, etc. Un mouvement de grève nécessite un minimum d'organisation stratégique afin de coordonner une réponse cohérente et des attaques ciblées envers le gouvernement. L'ASSÉ doit donc développer sa propre stratégie d'action collective dans un contexte de dégel afin d'organiser ses moyens de pression de façon intelligente.

Bien sûr, cela ne doit pas se faire au détriment de l'intégrité. Celle-ci constitue le ciment du respect des principes et valeurs des membres dans les actions quotidiennes de l'organisation : l'intégrité est essentielle au sein d'une démarche authentique alliant buts et moyens utilisés, et c'est pourquoi elle est au centre du discours et des actions de l'ASSÉ. Toutefois, en laissant de côté la dimension stratégique de l'action pour préserver une sorte de pureté militante, parfois même doctrinaire, la CASSÉE a souvent donné l'impression que le sort de la lutte comptait peu, seul comptait l'image intègre. C'est lorsque l'intégrité devient une excuse pour cacher des raisons moins nobles (du genre paresse ou l'orgueil de se dire plus radical que le voisin ou la voisine) que là vraiment, les objectifs réels de la grève n'importent plus.

En bref, le plaisir doit redevenir ce moteur de l'action collective, mais il doit aussi être limité par des actions intègres et stratégiques. Si on veut la gratuité scolaire jusqu'au bout, il faudra constamment trouver un équilibre entre ces deux dimensions, un équilibre puissant mais réfléchi. Les mouvements sociaux ont trop souffert d'agir sur le moment pour penser après, il faut unir notre réflexion et nos actions dans un même mouvement de révolte organisée.

J'ai encore en gorge l'horrible impression de voir que certains et certaines grévistes étaient là pour faire le party ou un concours de radicalisme, alors que d'autres tentaient de construire un mouvement de grève stratégique qui saurait mettre de l'avant ses principes avec intégrité. J'espère qu'on saura dire aux premiers et premières qu'ils et elles sont les bienvenu-e-s, mais que le fun et les gestes d'éclats d'instant ne forgent pas un mouvement d'action collective combatif.

C'est l'histoire que nous nous apprêtons à écrire, d'une telle importance que nous ne pouvons faire l'économie de la réflexion critique.

Pour une action radicale et organisée, pour une autonomie construite au jour le jour pour et par tous et toutes.

Nouvelles de l'Université Laval... Commentaires et propositions

Par Jean-Michel Landry, Représentant 2^e et 3^e cycles de l'AEEA-UL (Anthropo-Laval) au moment de la grève de 2005
4 avril 2007

Critiques importantes

- Le poids symbolique et économique d'une association facultaire ne doit jamais entraver les processus de décisions démocratiques. Il est inadmissible, par exemple, qu'un vote soit remis en question (ou carrément repris) simplement parce le résultat ne plaît pas à telle ou telle associations. Cela s'est pourtant produit, lors du Congrès tenu au CEGEP du Vieux-Montréal (février 2005) l'AFESH-UQAM a demandé qu'on reprenne un vote important en menaçant de quitter la Coalition. Sous le poids du chantage de l'AFESH-UQAM, le Congrès a dû reprendre le vote. On connaît la suite...

- Un conflit persiste entre efficacité et idéalisme. L'idée ici n'est pas de créer un faux dilemme, mais de dépasser l'isolement, sans nécessairement jouer le jeu caricatural dans lequel nous placent les médias dominants. Le manque de considération de l'opinion publique est un frein, il est contre-productif.

- Refuser de « négocier », c'est invalider notre mouvement. La gratuité n'est pas négociable, mais laisser les FÉDÉS se charger de cette partie, nous place en partant dans une situation d'échec (voir propositions).

- Le mouvement associé à l'ASSÉ devient prévisible. Prévisible par l'annonce de ses moyens de pression 6 mois à l'avance, prévisible dans ses modes de fonctionnement et encore dans ses discours. Il ne faut pas sous-estimer la capacité d'adaptation des organisations adverses (gouvernement, autres...). La réplique préparée peut être plus violente qu'on ne le croit.

- Et le manque d'inclusivité...

Propositions

- Prendre en compte de la réalité extérieure à notre mouvement et s'insérer davantage dans les débats sociaux. Cela peut aider à introduire un discours plus radical, à déstabiliser la vision négative figée des moyens d'action et des revendications de l'ASSÉ. Quitte à créer un comité de négociation, à adopter une attitude stratégique en ne perdant jamais de vue la gratuité et à maintenir nos modes de fonctionnement. Les négociations ne doivent pas simplement être rejetées du revers de la main.

- Pour ce qui est de la prévisibilité du mouvement, tout peut se jouer dans les manières de présenter, d'expliquer et d'agir. Les clichés doivent être renouvelés de temps en temps, les images inversées, pour surprendre la population par l'entremise de la couverture médiatique. Par exemple, l'utilisation fréquente d'un vocabulaire de combat dans nos divulgations n'est pas accessible, ni convaincante. Elle est certes, et je le comprends très bien, issue d'une expérience réelle de la violence subie par les étudiants et étudiantes, mais elle ne rejoint pas la majorité, au sein de laquelle il y a sûrement

plusieurs sympathisants et sympathisantes.

- Et, surtout, ne pas oublier le momentum incroyable qui se dessine pour les prochains mois (jusqu'à l'automne prochain au moins). Il y a actuellement beaucoup de ressentiment envers la FEUQ, c'est donc le temps de se montrer plus que jamais inclusifs et inclusives envers les organisations ayant les mêmes revendications que l'ASSÉ. Dans cet ordre d'idées, une coalition dans le cas d'une future grève est plus que pertinente. À commencer par le changement de nom, il faudra cependant y apporter plusieurs changements pour qu'elle se révèle efficace dans la création d'un réel rapport de force.

Grève générale et médias

Par Héloïse Moysan-Lapointe, étudiante en philosophie à l'Université de Sherbrooke et porte-parole de la CASSÉÉ durant la grève de 2005
5 avril 2007

Des camarades membres de l'ASSÉ m'ont fait part de l'appel lancé à préparer une éventuelle grève générale illimitée, une grève possiblement offensive, pour la gratuité scolaire. Je tiens d'abord à saluer l'initiative. Le manque de préparation est, à mon avis, l'une des grandes difficultés qui ont pesé sur la dernière grève générale illimitée. Nous avons réussi, malgré ce manque flagrant, à ralentir une régression de l'accessibilité à l'éducation, mais pas même à maintenir le statu quo. Je ne souhaite pas, en soulignant ce fait, inciter au pessimisme, encore moins au défaitisme. Au contraire, certains problèmes et difficultés ont été identifiés, et ont des solutions concrètes et applicables. Je souhaite donc contribuer à ce travail de préparation en vous livrant mes réflexions sur un thème bien précis : le rapport aux médias.

C'est à la lumière de mon expérience de porte-parole de la CASSÉÉ, mais aussi d'exécutante à l'ASSÉ et à la SoGÉÉCoM que je vous livre ici quelques réflexions. Je souhaite évidemment que cette réflexion soit utile à une éventuelle grève, mais elle vaut en fait pour toute campagne. En ce sens, je tiens à préciser que le rapport aux médias n'est pas le sujet le plus important dans la préparation d'une campagne de mobilisation d'envergure. Cependant, nous avons tous et toutes vus, dans nos assemblées générales comment certaines questions relatives à l'image médiatique de notre mouvement ont pu donner lieu à des débats pas toujours fructueux. La réflexion sur notre rapport aux médias devra, à mon sens, tenter de trouver une manière de ne pas s'embourber dans ce genre de débats stériles.

La préparation médiatique d'une grève n'est pas, je crois, une question de contacts avec des journalistes, mais de contacts directs avec la population étudiante. En effet, la plus grande force de l'ASSÉ est son autonomie. Une bonne image médiatique reposera d'abord et avant tout sur la capacité de l'ASSÉ à mobiliser de façon autonome et indépendante des faiseurs d'opinions. C'est premièrement par l'articulation d'un discours solide, fortement lié aux faits concrets et largement partagé par la population étudiante que l'on obtiendra une bonne image. Qui plus est, une population étudiante informée et mobilisée saura, par contacts directs (parents, collègues, amis, etc.) rallier la population en général à sa cause. Deuxièmement, on devra tenter d'avoir une approche affirmative et non pas défensive par rapport aux médias. Nos revendications et nos moyens d'action devront être affirmés clairement, et pas seulement justifiés contre une certaine idée de ce que pense la majorité silencieuse, l'opinion publique, monsieur madame tout le monde ou tout autre concept abstrait de la population. Il ne faut pas avoir peur d'énoncer dans les entrevues et communiqués ce que nous votons en assemblées générales. Ainsi, que le thème soit facile à communiquer par l'intermédiaire des médias ou non, on devra parler de rapport de force, de désobéissance, et de la légitimité de la grogne étudiante, pas seulement justifier tels ou tels action ou slogan.

Visibilité et crédibilité

Une grande visibilité médiatique aide d'une certaine façon la mobilisation. Nos affiches, tracts et

journaux ne semblent parfois pas faire le poids d'une apparition au téléjournal de 18h00. Mais bien qu'on se réjouisse de profiter du coup de pouce d'une présence de l'ASSÉ dans les médias pour la mobilisation, il faut prendre garde de trop compter sur cet état de fait. La crédibilité de notre organisation ne doit pas reposer sur une institution que nous ne contrôlons pas, à plus forte raison une institution qui entrave et déforme notre discours. Or, si la visibilité médiatique de l'ASSÉ en vient à contribuer de manière significative à notre pouvoir de mobilisation, c'est autant d'autonomie que nous perdons. Que ferions-nous, alors, si du jour au lendemain, la condition étudiante n'était plus à la mode du jour des salles de presses? La crédibilité de l'ASSÉ doit reposer seulement sur la mobilisation, c'est-à-dire sur sa capacité à rallier, par ses propres moyens, les étudiants et les étudiantes dans l'action, et non pas sur sa capacité technique à élaborer un discours à la mode du jour. La visibilité médiatique est et doit rester un effet des mobilisations, jamais le contraire.

On pourrait chercher à trouver des façons d'avoir plus de visibilité médiatique, on pourrait même en trouver!! Mais ce serait à mon avis se tirer dans le pied de consacrer une grande quantité de temps et d'énergies à faire reposer notre crédibilité sur une institution qui ne nous est en rien sympathique, et sur laquelle nous n'avons aucun contrôle. S'il y a une préparation à faire en vue de maximiser notre crédibilité et notre visibilité dans les médias, ce serait plutôt de convaincre la plus large partie de la population étudiante de la nécessité des revendications et actions de l'ASSÉ. Après tout, nous avons un accès direct à ces gens, et ces gens seront les mieux placés pour, par après, convaincre leurs familles, ami-e-s, collègues de travail, etc. Au contraire, si les grévistes ne sont pas convaincu-e-s de la légitimité de la grève, aucun discours, aucune campagne médiatique, ne sera en mesure de convaincre l'ensemble de la population. Partout où cela est possible, nous devons compter sur l'accès direct que nous avons à la population étudiante. En ce sens, bien que la visibilité médiatique nous rende parfois la tâche plus facile, il est nécessaire de tenter par tous les moyens possibles d'éviter que la crédibilité de notre mouvement repose sur un rapport indirect à la population étudiante par l'entremise des médias.

Image, information et déformation

Ce qui pour certains et certaines relève de la théorie paranoïaque du complot est une évidence pour d'autres : les médias déforment et orientent les faits. Pour ma part, c'est une évidence, qui n'a fait que se confirmer avec l'expérience. Il aurait fallu tenir un sottisier des imbécillités que l'on s'est fait poser comme question pendant la grève. À défaut d'une liste exhaustive, voici tout de même deux anecdotes représentatives :

« En tout cas, s'il y a du grabuge, rappelez-moi, on va venir prendre des images! » C'est ce qu'une journaliste de Radio-Canada m'a dit le soir du mémorable spectacle en plein air organisé par la FEUQ. C'est vrai qu'à l'heure qu'il était, aucun incident pouvant donner mauvaise image à l'ASSÉ n'avait eu lieu. La pauvre journaliste n'avait donc, semble-t-il, rien à raconter dans son reportage. C'était pourtant une journée de grève aussi remplie que toutes les autres.

« Pouvez-vous m'expliquer ça, monsieur Lafrance? » Demandait Jean-Luc Mongrain à notre porte-parole, après avoir diffusé des images d'un bureau occupé non pas par l'ASSÉ, mais par quelque syndicat de travail dans un tout autre contexte.

Les journalistes ne sont pas de notre côté, et bien que certains et certaines soient sympathiques à

notre cause, le cadre dans lequel ils et elles travaillent ne leur permet pas de nous faire profiter de cette sympathie. La norme de l'objectivité joue systématiquement en faveur de l'ordre établi et du statu quo. Il ne faut donc pas tant chercher à les convaincre que de tenter de leur fournir le matériel le plus clair possible, le plus représentatif de nos positions.

Malgré tous nos efforts, les citations retenues sont rarement les plus explicites, et parfois, prises hors contexte, elles semblent dire autre chose que ce qui était expliqué par le ou la porte-parole. Par ailleurs, les images retenues par les journalistes ne sont pas toujours les plus flatteuses pour le mouvement, et surtout, ne sont pas associées aux commentaires appropriés des porte-parole. La meilleure entrevue sur les revendications ne pourra pas expliquer au spectateur d'un bulletin de nouvelles pourquoi des grévistes manifestent masqués, mais la partie de l'entrevue qui expliquait la répression à laquelle font face certains et certaines n'aura pas nécessairement été retenue.

Ce genre de situation mène au sempiternel débat sur l'image du mouvement, et incidemment sur la question de la violence. De ce que j'en comprends, certains et certaines voudraient orienter les actions et revendications du mouvement sur les possibilités d'en traiter facilement médiatiquement. C'est le genre de position qui mènera, j'en suis malheureusement certaine, le mouvement à ses pires dérives. L'idée de pousser les étudiants et les étudiantes à n'agir qu'en fonction de l'image qu'ils et elles projettent rendra nécessairement plus difficile la tâche de les convaincre qu'ils et elles ont le droit et le devoir de choisir, d'exiger ce qu'ils et qu'elles jugent légitime au niveau des revendications et des moyens d'action. Qui plus est, jouer sur le terrain de l'image pourrait bien se retourner contre nous. L'une des grandes forces de l'ASSÉ pendant la grève, sur le plan médiatique, était sa capacité à expliquer des revendications radicales par un argumentaire solide et cohérent. Cet argumentaire était repris par l'ensemble des grévistes, et on le retrouvait souvent dans les vox pop ou sur les pancartes et banderoles. C'est une réalité qui a joué en notre faveur sur le plan médiatique. Au contraire, une image ne reposant que sur les paroles abstraites de porte-parole déconnecté-e-s de la réalité des actions de mobilisation nous aurait rabaissé au rang des fédérations qui clamaient à chaque manif ratée qu'elle sera la plus grande de la décennie, et à chaque élection que le gouvernement sera sous haute surveillance. S'il y a une image à mettre de l'avant, je crois que c'est d'abord et avant tout l'image d'une organisation capable de mobiliser et de rallier la population étudiante à des revendications fermes et légitimes. Cette capacité de l'ASSÉ est son originalité et sa raison d'être, et il est juste et nécessaire que ce soit aussi cette image qui soit, dans la mesure du possible, projetée dans les médias. L'image qui apparaîtra sur l'écran de télévision sera pire que la réalité, c'est le lot de tous les mouvements sociaux et il ne faut pas s'en étonner. Pourtant, c'est seulement en tentant de projeter ce que nous sommes vraiment que nous arriverons à préserver la transparence et la démocratie dans le mouvement.

Que faire pour se préparer...

En ce sens, je crois que la meilleure préparation au travail médiatique est la consolidation de l'ASSÉ sur ses bases autonomes, sur le plan de l'organisation et de la mobilisation. Sur l'organisation, il suffit de remarquer que le travail avec les médias ne demande pas seulement un certain talent à mettre en mots une campagne de mobilisation. Il faut aussi un argumentaire documenté, des informations justes et précises sur le mouvement, une bonne connaissance de tout ce qui se passe, etc. Ce travail, c'est le travail quotidien de l'ASSÉ comme organisation. Le succès médiatique passe aussi par le succès de ce travail d'organisation, or, il ne va pas de lui-même.

Pendant la grève de 2005, il fallait plus d'une personne à temps plein juste pour avoir un portrait précis de qui était en grève et qui ne l'était pas, sans compter tout ce qui se passait, les actions locales et régionales, les contenus des débats en AG, etc. Sans les fruits ce travail de coordination, la représentation médiatique aurait été beaucoup moins bonne, et aucune image de bon élève pas violent, créatif et festif n'aurait pu racheter cela. Ce travail de recherche et d'organisation peut commencer dès maintenant, en consolidant l'ASSÉ et en prenant les meilleures habitudes possible de communication.

Le deuxième volet sur lequel je désire insister est la question de l'autonomie. Comme je l'ai souligné dans la première section, il faut à tout prix éviter que notre travail de mobilisation en repose sur notre image dans les médias. Une des pistes de solutions est de conscientiser la population étudiante à la déformation systématique de l'information transmise par les médias, et de façon complémentaire, inviter la population étudiante à se réappropriier ses propres médias que sont les journaux et radios étudiantes. De plus, il nous faut nous assurer que nous arrivons à informer la population étudiante de manière directe, et donc indépendante des médias. Cela nous permet de déterminer par nous-mêmes, et de façon hautement plus efficace ce que nous désirons être comme mouvement. En ce sens, l'*Ultimatum* et le site de l'ASSÉ sont des outils de choix, et il est important d'en faire la promotion dès maintenant. Dans l'idéal, n'importe quel-le étudiant et étudiante devrait toujours en savoir plus sur son association étudiante, l'ASSÉ et ses campagnes que le meilleur des journalistes, puisque l'ASSÉ est en lien direct avec ses membres. Une population étudiante bien informée est la meilleure préparation à tout travail médiatique, car celle-ci saura alors être critique devant la déformation plus que probable de l'information. Un mouvement reposant sur une telle base sera plus apte à déterminer en toute autonomie quels sont les revendications justes et les moyens d'action légitimes et nécessaires pour arriver à ses fins.

Après tout, la meilleure image médiatique à projeter n'est-elle pas celle d'une population étudiante informée, solidaire et décidée à obtenir ce qui lui est dû!?

Vive le syndicalisme de combat!
Vive l'ASSÉ!

Propositions aux grévistes¹

Par François Carbonneau, Geneviève Perron-Dufour, Martine Baudouy, Rémi Daigle et Gabriel Rompré²

5 avril 2007

1. Mobilisation et information

Le concept qui reste central dans tout processus de grève est bien sûr la mobilisation. La mobilisation autour d'informations et de revendications bien choisies. Les efforts de mob doivent être maintenus tout au long de l'aventure : de la campagne de grève jusqu'à la fin de la lutte (voit-on un jour cette fin?!).

1.1 Qui, quoi, comment mobber?

- Des tournées de classe, il n'y en aura jamais assez... C'est une réappropriation intéressante d'un espace d'échange, de débat et d'information. En temps de grève, ou en temps critique, les professeur-e-s sont habituellement enclins et enclines à vous laisser du temps dans leurs cours. C'est donc à nous de la prendre.

- La table d'info dynamique (i.e. pas caché-e derrière un journal...) est toujours un atout. La présence continue et multiple est également pertinente, vu le besoin de se motiver nous-mêmes, mais aussi en prévision des visites de masse, ou de celles plus enflammées.

- La bonne vieille mob 1 à 1, sans jamais laisser de côté les gens que l'on bombarde de préjugés, aller les voir aussi; soit dit en passant, l'attitude « posée » est souvent constructive... Les cafés étudiants, les cafétérias, les salles communes, la bibliothèque voila tous des lieux propices à l'échange d'informations, journaux, tracts, etc.

- Les actions impro-graph-théâtre-performance sont également très mobilisatrices et contribuent à créer un climat éclaté et agréable, d'où les actions plus subversives ont souvent tendance à émerger. Confectionner des pancartes et banderoles dans un grand lieu d'échanges pique la curiosité des étudiants et étudiantes qui ont tendance à arrêter par eux et elles-mêmes et à demander de l'information sur ce qui se passe en ce moment.

1.2 L'information précieuse

Plusieurs mythes sont perpétuellement à déconstruire...

- Perte de session?
- Et les stages?
- Vacances pour les étudiants et étudiantes?
- Risques pour étudiants étrangers et les étudiantes étrangères?
- Aucun poids médiatique, aucun rapport de force?

¹ Ne pas confondre avec Vaneigem

² Merci à J-C Gascon, Vania-Wright Larrin et Daniel Auclair pour l'aide à la correction du texte.

Les idées de pertes de session et de stages annulés ou retardés seront les thèmes des principaux combats à mener contre la démagogie. Il faut faire comprendre aux gens que dans toute l'histoire des grèves étudiantes au Québec, jamais une session n'a été annulée. (Cela n'a toutefois pas empêché qu'il y ait bel et bien eu annulation de session une fois dans l'histoire des grèves en milieu scolaire, mais à cause d'une grève professorale).

Perdons notre session? Notre moyen de pression³!

Notre devoir est de faire comprendre aux étudiantes et aux étudiants que la perte de session est notre moyen de pression, que le gouvernement a beau nous menacer avec nos armes, nous savons qu'il *bluffe*. On l'a vu l'année dernière : ils et elles n'annuleront pas une session. Et non, on ne peut pas en être totalement sûr-e. C'est notre volonté d'aider l'éducation au Québec, d'aider nos enfants futurs et d'aider le long terme.

Il ne faut pas sous-estimer l'intérêt et la motivation de quiconque. On a vu des gens de toutes les techniques s'impliquer incroyablement pendant la GGI parce qu'une personne avait été leur expliquer 1 à 1 c'était quoi les enjeux, l'argumentaire, etc. Même les gens très peu intéressé-e-s par quoi que ce soit de « populaire » (manifestations et actions, enjeux sociaux, activités de l'école) seront vivement intéressé-e-s à savoir pourquoi ils et elles vont peut-être faire la grève et quels sont les arguments des deux bords parce que la grève touche tout le monde et donc il faut en parler à tout le monde. Ne tombez pas dans le piège fecq/feuciens, et visez des classes, des groupes, des stratégies de conviction. On ne veut pas manipuler, on veut expliquer, informer, et ce, respectueusement, également, tous ceux et toutes celles qui sont touché-e-s par la situation, et ça, ça inclus tous les élèves.

La question des stages

Il faut aussi bien préciser dans sa question de vote de grève que cette dernière n'affecte pas les stages, puisque plusieurs stages ne peuvent être repris et entraîneraient des coûts parfois exorbitants pour les étudiantes et les étudiants stagiaires. Aussi, nous vous déconseillons fortement de tenter d'appliquer la grève chez les stagiaires.

Juste des vacances?

Non, loin de là. Les professeur-e-s, mais aussi plusieurs étudiantes et étudiants sortent de tels arguments, visiblement pas en connaissance de cause. Dresser le calendrier militant et les mille et une luttes à faire, soit physiquement (le piquetage, la mobilisation) ou politiquement... Rappelez qu'on n'a pas besoin d'étudiantes et d'étudiants en vacances pendant ces périodes-là, ils et elles deviennent une charge plus tôt. Prenons par exemple certaines personnes aux Vieux-Montréal qui squattaient le cégep sans participer à aucun des comités d'organisation de la grève.

Et le rapport de force? Créons-le ensemble!

Toujours rappeler les actions et mobilisations en court aux alentours de nous, mais aussi, dans un cas où on serait le mouvement initiateur d'une région, rappeler l'importance de le faire et montrer

³ Consultez la lettre en annexe!

l'exemple! On comprend souvent très mal le rapport de force et il est essentiel de le démystifier afin qu'il soit efficace. Engager un rapport de force, c'est se servir tout simplement de la force du nombre et des possibilités qu'elle dégage.

1.3 Solidarité, radicalisation, esprit d'équipe (la construction du rapport de force)

La préparation d'actions et d'un rapport de force en général est vraiment convaincante dans la mobilisation en vue de la grève. Ainsi, un groupe de gens solidaires, actifs et actives, des actions régulières sur un campus, des documents d'informations qui se renouvellent souvent – et régulièrement - laissent une importante impression de : nous sommes prêts et prêtes, on va pas vous chier tout ça dans la pelle au moment crucial. Par ailleurs, la préparation à la grève elle-même aide fortement à créer cette chimie et former une équipe solide qui saura inspirer le vote des étudiants et étudiantes.

Les actions ne servent pas seulement à créer un rapport de force, mais sont aussi un moyen privilégié de radicalisation des membres. Les membres qui soutiennent la grève par raison, mais sans passion ont souvent besoin d'une petite poussée dans le dos avant de devenir des militants actifs et des militantes actives. Ils et elles doivent s'identifier comme étant en opposition active face au gouvernement. Ce ne sont pas les activités de mobilisation qui vont les attirer dans le mouvement, mais bien les petites actions spectaculaires. Quand vous organisez de tels événements, insistez auprès de vos connaissances qui soutiennent le mouvement du bout des doigts pour qu'ils et elles participent, ils et elles pourraient vite devenir de précieux éléments radicaux de votre mouvement de grève.

1.4 Les 6 trucs à ne jamais oublier quand on mob

1. Ne pas être agressifs et agressives. On a vu trop de violence verbale, de batailles très peu productives en AG, dans les couloirs, et dans les salles communes. Les gens « neutres » voient ces batailles et jugent beaucoup la grève sur les agissements des pro-grèves. Nous nous devons donc d'être irréprochables.

2. Contenir ses émotions. Si on est déçu qu'une motion ou quoi que ce soit passe, rester adulte, bon dieu! Si on entend un argument révoltant, ça n'aide pas la discussion d'insulter, de crier, de pleurer et ça éclaircit encore moins notre réflexion intérieure pour riposter! Rappelons-nous que nous-mêmes n'avons pas toujours été radicaux et radicales et que même les gens qui vous paraissent les plus réactionnaires peuvent être vos alliés de demain. L'ennemi, c'est le gouvernement, pas les étudiants et étudiantes qui s'opposent à la grève.

3. C'est la conviction dans notre ton qui donne confiance, pas ce qu'on dit, alors motivons-nous mutuellement, félicitons-nous et travaillons en équipe.

4. Allez partout dans l'école, afin de toucher tout le monde.

5. S'y prendre à l'avance : Les tournées de classes, tables d'informations et tout autre moyen d'information doivent être planifiés d'avance. Construisez un horaire géant que vous afficherez dans votre association locale. Cet horaire vous permettra d'assurer une mobilisation constante et d'inciter

tout le monde qui gravite autour de l'asso à prendre part aux mobilisations. En ce sens, l'exécutif national de la coalition se doit de vérifier avec les exécutifs locaux que la campagne va bon train.

6. Formation à long terme : La grève dure longtemps? C'est le moment ou jamais (façon de parler), puisque plus libre dans la gestion du temps à cause de la grève, d'aider les associations qui ont le plus de difficultés. Ainsi, on peut voir avec les gens au local s'il y a un manque d'organisation, d'idées, d'appels à l'action ou n'importe quels besoins qu'on pourrait combler. Parce que : 1 : une grève c'est un travail d'équipe. Et 2 : des actions sont synonymes d'une grève en santé, qui a la pêche, qui se dirige vers la victoire.

2. Organisation des AG de grève

Nous l'avons appris à nos dépens à FX (GGI 2005), les référendums, tout particulièrement pour la grève, c'est de la grosse merde! Bien que cela permette souvent de sonder une grande partie de la population étudiante, tenir un référendum ne laisse que peu d'espace aux débats et empêche souvent l'atteinte d'une position qui rallierait une majorité d'étudiants et d'étudiantes. La grève doit, selon nous, se passer en AG, pour défaire les préjugés et les fausses idées véhiculées par les profs, les médias de masse, votre direction d'établissement, le gouvernement et toute autre personne qui est contre la grève.

2.1 Référendum électronique?

Il est important de mettre en évidence que le choix de tout support informatique (Omnivox, Bleu manitou et autres programmes institutionnels « louches ») ne représente pas une option valable pour quelques raisons. Tout d'abord, ces outils sont disponibles à trop de gens; parents, ami-e-s, anciennes étudiantes et anciens étudiants, peuvent voter sans aucune assurance de l'identité de la personne votante. Il est aussi important de noter qu'il n'y a aucun débat qui peut avoir lieu lors du vote et que les forums en ligne ne sont définitivement pas des endroits sains de discussions/débats. Le vote, dans ce cas-ci, est comptabilisé par la direction, ce qui n'a rien de rassurant pour l'obtention d'un résultat de vote qui soit fiable. Méfiez-vous! Ces outils servant à diffuser des notes et des documents reliés aux cours ne sont pas des outils démocratiques valables au niveau de la méthode pour les raisons mentionnées plus haut et d'autres encore. Par ailleurs, c'est une sortie trop facile pour toute personne qui ne souhaite pas défendre sa position.

2.2 Le vote

Dans les cégeps, à notre avis, un vote à main levée est une mauvaise idée. Optez plutôt pour un vote secret en fin d'AG qui est préalablement organisé. Nous vous mettons toutefois en garde de bien faire attention à la tricherie et aux « fuck » de doubles votes.

2.3 Pourquoi pas le vote à main levée?

Trois raisons. 1) D'abord parce que c'est un foutu bordel à compter (surtout dans une AG de 3 000 personnes!). 2) Ensuite, parce que certains groupes exercent des pressions sociales majeures afin d'obliger leurs camarades à voter contre et si c'est le cas, les gens qui voteraient pour en vote secret vont voter contre à main levée. Finalement, 3) C'est moins intimidant et impressionnant qu'un vote

à main levée, et ça donne une impression de ne pas trop être influencé-e par le mouvement de masse, d'y aller plus avec ses convictions propres. Cependant, il peut être intéressant de faire un vote à main levée si on sent qu'une majorité de gens sont pour ou contre la grève afin de confirmer si une majorité claire ressort du vote. Il est inutile de faire durer un suspens lorsqu'il n'y en a pas.

2.4 Le comptage du vote

Éviter de faire compter les votes seulement par des membres de l'exécutif, ou trop proches de l'Asso, il vaut mieux trouver des gens plutôt « neutres »; c'est bon pour la « crédibilité » du vote et ça évite les reprises d'AG qui peuvent gravement nuire au vote.

2.5 La présidence des AG

La présidence de l'assemblée devrait être confiée à quelqu'un ou quelqu'une de très expérimenté-e, car c'est une expérience mentalement éprouvante. Pensez peut-être aux responsables du syndicat des professeur-e-s, ils et elles connaissent souvent les codes sur le bout des doigts, possède le recul suffisant et dégage une prestance, trois facteurs qui font souvent défaut à une étudiante ou un étudiant.

3. Gestion de la grève à l'interne

3.1 Les fameuses négos

Ces agréables négociations avec votre administration locale nécessitent toujours de rigoureuses préparations. Parce que si, comme nous, votre DG a quelque diplôme de psychologie dans sa poche et un minimum de mauvaise foi, il ou elle tentera à coup sûr de vous embobiner... Alors, comment y remédier?

- L'argument du nombre de votes de l'AG de grève est toujours pertinent à ramener.

- Lorsqu'elle (l'admin) a l'impression qu'elle vous fait des cadeaux (en bloquant quelques portes de l'établissement par l'exemple...), rappelez-vous que c'est le minimum et que piqueter est un droit quoiqu'en dise la loi. Laisser le cégep ou l'université ouverte peut entraîner des conséquences déplorables, violences et autres; la direction se retrouvant alors LA responsable de cette situation déplorable.

- Inspirez-vous des « ententes de principes » déjà produites par les autres associations. Recommandation particulière : l'entente du Vieux-Montréal de 2005.

- Évitez les huis clos.

- Plus on est, mieux c'est! Allez en groupe aux négos pour éviter de vous faire intimider ou de vous faire avoir.

- Préparez-vous à l'avance. C'est-à-dire, assurez-vous d'avoir un discours qui soit commun à l'ensemble de l'équipe des négos, car le temps n'est pas aux contradictions et à la désunion de

l'exécutif. Si l'équipe se contredit, vous n'aurez pas un bon protocole d'entente.

- Demandez des pauses régulières pour traiter des points en équipe, sans la direction.
- Une manifestation d'appui ou de support aux négos permet des gains insoupçonnables.
- Suivez-les pas à pas, ne perdez aucune occasion de faire pression (CA, réunions, etc.).
- Le syndicat des profs (ou autres syndicats locaux) est parfois un endroit où il fait bon aller se ressourcer. Demandez aux syndicats des profs de vous aider, si vos relations sont relativement bonnes, afin de développer une réelle relation de solidarité syndicale, c'est un moment à exploiter!
- Votez-vous des personnes déléguées pour démontrer votre haut sens de l'organisation, ce qui ajoutera à leur peur.
- Mieux vaut ne pas avoir de protocole du tout que de décrocher un mauvais protocole. Menacer de rompre les négociations est un moyen d'accroître la pression, mais est cependant à n'utiliser en dernier recours seulement.
- Si vous n'êtes pas totalement sûr-e-s de la solidité de votre entente, faite en sorte que le protocole soit renouvelable et ce, lors autre rencontre ultérieure, fixer entre vous et la direction.

3.2 Activités et piquetage

D'entrée de jeu, il faut s'assurer que pour la gestion de la période de grève, il n'y ait pas qu'une équipe de 6-7 personnes actives (souvent limitée à l'intérieur de l'exécutif), mais plutôt une bonne équipe de mob, crinquée pour les actions, les tâches et la gestion de la grève. La pré-mobilisation pour cette période est cruciale, sinon le risque d'essoufflement et de ne pouvoir maintenir la grève se fait rapidement sentir. Créer des équipes : ménage, bouffe, ateliers, négos, manifs, actions, etc. Le processus de démocratie directe et celui de rotation des tâches ne sont évidemment pas à négliger. Pour la question bouffe, il est souvent possible de s'organiser avec les installations internes et parfois même avec de gentilles et gentils commerçant-e-s du coin pour avoir de la bouffe en récup ou en don (du pain ou des muffins par exemple, dans les boulangeries). Il faut organiser et appeler les gens à participer à des actions de masses, s'assurer d'une plus grande participation possible dans l'école durant la grève; cette présence visera à utiliser pleinement le rapport de force et ainsi détruire les arguments du genre : « la grève c'est juste des vacances ». Par ailleurs, si des choses sont organisées à l'école, les gens sont plus susceptibles de venir et surtout de revenir; cela assurera un minimum de support pour les votes de reconduction.

Pour qu'il soit efficace, le piquetage doit être intéressant. Organisez plein d'actions et d'activités pour l'agrémenter; à savoir : de beaux slogans, de magnifiques banderoles/pancartes, des ateliers instructifs, des activités physiques, etc. Par exemple à FX, il y avait des ateliers de réflexions tous les jours sur les lignes de piquetages ou à Drummondville il y avait une espèce de *work-out* tous les matins. C'est un moment important de discussions de groupe pour se pencher collectivement sur le poids de la grève, ce que nous pouvons apporter ou changer en tant que groupe, discuter des différentes stratégies pour les jours/semaines à venir.

4. Participation au mouvement régional et national

Régional : Les liens entre organisations étudiantes (universitaires, collégiales et même secondaires) doivent être constants, et doivent servir une inter-mob et un échange de ressources et d'informations. Ne pas savoir où en est le mouvement dans les universités et les cégeps de votre région à côté de chez vous n'est vraiment pas idéal. C'est vrai qu'il est difficile, voire parfois impossible, dépendamment l'effectif mobilisé, d'aller porter mains fortes aux autres. Or, le lien est essentiel, et ce, pour organiser des actions, produire du matériel d'info ou tout simplement pour s'entraider collectivement.

National : Au niveau national, la représentation et la participation des membres sur toutes les instances doivent être plus que jamais égalitaire et ce tant au niveau des genres, qu'au niveau du nombre de participants et participantes. La participation du plus grand groupe possible pour les instances nationales est importante afin de vitaliser ces instances et de susciter un maximum d'implication dans l'organisation du mouvement national. Cela pourra faire réaliser à plusieurs nouveaux et nouvelles l'ampleur du mouvement de grève et provoquer une plus grande participation au mouvement de grève pour ceux et celles-ci. Aussi, et c'est très important, la question féministe ne doit, en aucun cas, être mise de côté pour des supposées questions d'urgence, bien au contraire! N'oublions pas que c'est justement dans ces situations de crise qu'il faut briser plusieurs comportements genrés très démoralisants et démobilisants pour tous les militants et toutes les militantes. C'est dans un contexte de changement social que cet enjeu doit ressortir et même avoir une portée maximale. L'égalité : c'est non-négociable!

5. Une autre coalition élargie?

Oui! Cependant, plusieurs erreurs ne doivent pas être répétées. La CASSÉE n'était définitivement pas une organisation idyllique et les leçons de la grève de 2005 doivent être appliquées. Voici quelques éléments que nous identifions, cependant la lecture des documents de réflexion post-grève est incontournable.

Les erreurs de la CASSÉE

Le corporatisme!

Effectivement, l'une des plus grandes erreurs, selon nous, que l'ASSÉ ait commises durant l'organisation de la grève fut son corporatisme à outrance. Rappeler à de multiples reprises aux délégué-e-s présents et présentes qu'il faut s'organiser à plus long terme et que, conséquemment, il faut affilier à l'ASSÉ a nuit aux bonnes relations que nous aurions pu avoir après la GGI 2005 avec des assos non-alignées. Il y a eu des affiliations certes, mais elles ne sont pas dues à ce corporatisme, mais bien au fait que certaines associations étudiantes ont entretenu des liens étroits avec l'ASSÉ bien avant la grève générale illimitée. Selon nous, plusieurs perspectives d'affiliations sont disparues ou à reconstruire suite à cette insistance et cette paranoïa envers les gens de Québec notamment. La solitude de FXG dans la région de Québec n'est pas nécessairement étrangère à cela; si pour les gens de FX, le choix de se rallier à des gens qui défendaient les mêmes idées fut logique et conséquent, pour d'autres, le lien était rompu. La fin ne justifie pas les moyens.

(Re)mise en contexte

Il faut cependant comprendre que le contexte entourant la grève ainsi que les relations de plus en plus tendues lors des Congrès, nous amène aux nombreuses situations d'urgence. Nous croyons également que plusieurs personnes se sont laissées emportées dans des élans, souvent peu ou pas constructifs, voire démobilisateurs. Étant, entre autre, militants et militantes de la région de Québec, nous constatons que plusieurs collègues de la région se sont senti-e-s trahi par l'ASSÉ et, à l'Université Laval, bien qu'il y ait des militants radicaux et militantes radicales, ces dernières et derniers sont peu enclins et enclines à voir l'ASSÉ débarquer chez eux et elles (du moins, immédiatement après la grève), parce qu'ils et elles ont été accusé-e-s à tort d'être « proche de la FEUQ » ou des fédérations, alors qu'on sait maintenant que la CADEUL au grand complet est désaffiliée de ladite fédération, grâce, en très grande partie, aux mêmes gens qui étaient présent dans la CASSÉÉ. Ces problématiques ont toutefois été, dans une large mesure, réglées, mais nous les soulignons ici dans l'espérance qu'elles ne se reproduiront pas.

Et l'argent, le maudit argent

Il y a des associations étudiantes qui ont participé à la CASSÉÉ et qui n'ont jamais contribué au fonds de grève et sans l'intervention de l'AFESH-UQAM, qui a su compenser le manque de solidarité de quelques associations, l'ASSÉ serait peut-être morte à l'heure actuelle. Alors, il serait peut-être pertinent que les associations, dès le départ, fournissent un montant donné, qu'on calculera en fonction de la grève de 2005, avec remboursements possible après coup, selon la durée de la grève. Évidemment, les associations doivent contribuer à la hauteur de leur moyen et nous comprenons que des petites associations ne peuvent parfois pas donner un seul sou et c'est pourquoi le fonds de grève doit être assuré dès le départ et clairement établi, afin de ne plus avoir à créer de comité de recouvrement des fonds impayés comme ce fût le cas après la grève de 2005. Certaines sommes ont été récupérées, mais pas toutes; malgré le travail des « collecteurs et collectrices de dettes ».

Des positions qui ne plaisent pas à toutes et tous...

Tout en restant critique, il est néanmoins important de ne pas s'attaquer aux positions défendues par certaines associations. Les réactions sévères envers les positions « hippies », écolos, sur la violence ou les actions symboliques ne mènent nulle part et n'aident en rien à générer un mouvement global. Cependant, sans les actions plus musclées, certains actes de vandalisme ou encore la violence faite contre des personnes morales (ce qui, en passant n'est pas de la violence); aucun gain n'aurait été possible selon nous. Les actions contre les cibles économiques ont justement été des clefs dans la création d'un rapport de force (occupation de la bourse de Montréal, blocage du pont menant au Casino de Montréal, occupation de multiples bureaux dans le Québec, etc.). Il est vrai qu'à un moment les actions symboliques ne suffisent plus à elles seules à augmenter le rapport de force, mais il est méprisant, condescendant et paternaliste de condamner de la sorte certaines associations qui n'engagent pas les moyens de pression que l'on voudrait au moment où on le voudrait. Nous aurions aussi dû laisser plus de place (à notre avis) à l'art, qui a été stigmatisé et sous-estimé dans son pouvoir de changement social. Ce sont souvent ces actions qui ont eu le plus d'impacts auprès de la population. Le carré rouge n'est-il pas imprégné dans la mémoire collective?

Les points positifs

Le nombre

Plus on est, plus le poids est important⁴. Et si certaines associations sont enclines à être membre de l'ASSÉ maintenant, cela leur permet d'avoir une expérience avec les associations membres de l'ASSÉ. L'association décidera ensuite par elle-même si elle veut affilier ou non, mais de grâce : laissons-lui donc le choix! Les résultats seront ainsi plus positifs et il y aura peut-être plus d'affiliations de cette façon. En 2005, la CASSÉÉ nous a permis d'être plus de 70 000 étudiants et étudiantes faisant partie d'un mouvement étudiant combatif et nous pensons qu'aujourd'hui nous pourrions facilement dépasser ce chiffre, à voir combien d'assos ont pris position pour la gratuité scolaire. Cela peut s'avérer très critique puisque si on dépasse hypothétiquement la FEUQ, le gouvernement ne peut pas se permettre de négocier sans parler à la CASSÉÉ. On s'était fait *by passer* par les fédés à l'époque parce qu'on arrivait supposément troisième en représentation; la FECQ ayant menti sur son membership. On passait pour des marginales et marginaux, mais maintenant l'ASSÉ est à elle seule plus nombreuse que la FECQ. Aussi les grands médias capitalistes parlent de plus en plus de nous et ne peuvent plus simplement nous ignorer, comme ils le faisaient auparavant, sinon dans leur exercice jouissif de dénonciation d'une prétendue violence.

L'adhésion

La formule d'acceptation des associations était, de notre avis, tout à fait gagnante. Toutes les assos qui avaient une position de perspective de gratuité ou de gratuité scolaire pouvaient être membre, et ce, à condition d'avoir un mandat de grève générale illimitée (ce qui n'empêchait pas la participation d'associations étudiantes, comme celle de FX qui a participé ou organisé plusieurs instances, actions et manifestations, sans toutefois remplir les obligations de membre au début de la coalition. Bref, ça ne ferme pas la porte non plus aux associations qui sont progressistes, mais qui n'ont pas choisi la grève comme moyen de pression.(ou du moins pas encore...).

L'ouverture de l'ASSÉ

La « CASSÉÉ 2 » permettrait à l'ASSÉ de réaffirmer son ouverture et son caractère démocratique aux associations « non-alignées » tout en conservant clairement ses positions et en dénonçant, ou à tout le moins en ne revendiquant pas, le compromis, ou statu quo. La CASSÉÉ a ainsi permis aux associations étudiantes de l'ASSÉ d'initier des collaborations intéressantes avec d'autres associations étudiantes que l'on côtoyait ou qui étaient moins présentes au national, mais qui ont connu un certain éveil suite à leur passage à la CASSÉÉ; pensons à Valleyfield, André-Laurendeau et St-Jean-sur-Richelieu pour ne nommer que celles-ci. Il est également primordial, pour la période de la campagne de grève, de « laisser tomber nos revendications » pour en décider de « nouvelles » en coalition afin de mieux intégrer un maximum d'associations. Évidemment, le pôle principal est encore la gratuité scolaire et il faut l'opposer au dégel et en profiter pour demander plutôt un réinvestissement en éducation. Cela n'empêche en rien que les 3 positions mises de l'avant par l'ASSÉ peuvent être reprises par la coalition, mais nous croyons que dans un esprit anti-dogmatique, nous nous devons de « repartir à neuf », en gardant le cadre structurel déjà établi qu'est l'ASSÉ, car notre but n'est pas non plus de partir une année 0 du mouvement étudiant, ce qui serait à notre avis dommageable pour toutes les luttes étudiantes.

⁴ Pensons à l'image des petits poissons qui, réunis, peuvent contre-attaquer l'attaque du gros poisson.

L'union autour d'idées

Dans un contexte où le discours naïf de l'union du mouvement étudiant fait rage dans certaines associations, nous considérons que plusieurs idées à la base de cette analyse ne résisteraient pas à la grève. Le double discours creux de la FECQ notamment au sujet de la gratuité scolaire et au sujet de sa soi-disant ouverture ainsi que la mise en évidence de leurs fausses déclarations et récupérations hebdomadaires risque de générer un mécontentement proche à celui de 2005. Peut-être qu'une solution efficace et respectueuse de notre vision du syndicalisme de combat, serait de mettre davantage de l'avant la solidarité étudiante. En d'autres mots, de dépasser ces guerres de bannières alimentées par les fédérations pour créer un espace intéressant de lutte et d'action pour tout apologue de la gratuité scolaire.

Maintien et élargissement

Le comité maintien et élargissement de la grève est primordial à notre avis. Il décentralise les structures et permet aux associations étudiantes non-membres de l'ASSÉ de se sentir en pleine confiance dans cette structure et elle leur permet aussi d'y participer directement. Pour le reste, le nom l'indique : maintenir et élargir la grève – et les revendications de la CASSÉÉ - à tout le Québec.

Comité médias

Il est certes important d'avoir des représentants et représentantes médias. N'oublions toutefois jamais que ces médias capitalistes ont des intérêts socio-économiques qui leur sont propres et qui ne sont définitivement pas les nôtres. Nous n'avons pas besoin de vedettes ou de grands et grandes chef-e-s. Nous pouvons et devons même pratiquer la rotation des porte-parole médiatiques. Ainsi, de tristes épisodes de glorification, de blagues plutôt douteuses pourront être évités. Nous pensons ici tout particulièrement au camarade Xavier Lafrance, pour ne nommer que celui-ci...

6. Stratégies et argumentaire de l'éventuelle prochaine grève nationale

Contexte extra-provincial : La lutte ontarienne pourra possiblement être récupérée pour nos besoins et pour ceux de nos voisins. Il faut s'attendre à un fort support de l'exécutif provincial du CFS en Ontario qui est sympathique à l'ASSÉ et qui pourra se nourrir de notre lutte qui arrivera au beau milieu de leur campagne électorale provinciale.

Déconstruire les mensonges : Définitivement, utiliser les absurdités du discours ministériel est utile et pertinent; par exemple, utiliser les déclarations des ministres qui se sont prononcés en faveur du dégel comme la ministre de la Famille, qui a déclaré que l'éducation, telle qu'elle est en ce moment, favorise les riches, ce qui l'amène à la conclusion qu'il faut hausser les frais pour la rendre plus juste. Cet exemple est vraiment pertinent puisqu'il est facilement « ridiculisable » à condition d'avoir lu et compris certains documents clés, à savoir la recherche de l'IRIS, le mémoire de l'ASSÉ sur la gratuité scolaire, ou encore le document sur les conditions socio-économiques des étudiants et étudiantes, commandé par l'AGE-UQO, le SSMU, la CADEUL et l'association universitaire de Trois-Rivières. Concentrons nos efforts afin de démasquer la profonde absurdité qui se cache sous le discours ministériel.

À notre avis il est dangereux d'engager une guerre de chiffres dans les médias, dans nos interventions ou encore dans nos revendications. Si notre discours est résumé à : « La gratuité scolaire coûterait 550 millions », le nouveau chiffre à la mode sera 550, un peu comme les fameux 103. Non mais imaginez la belle répétition d'actions symboliques douteuses qui tourneraient autour du 550; 550 souris, lampions, enterrements de l'éducation, ventes de cégeps, etc. À notre avis on doit plus pencher pour le fait que c'est d'abord et avant tout un choix politique, que l'argument économique ne tient pas, pas plus que l'argument géographique ou social, c'est un choix politique et philosophique; plusieurs pays l'ont fait. N'oublions pas de s'équiper en argument, non seulement pour la gratuité, mais aussi pour la qualité qui sont deux éléments indissociables pour des raisons évidentes.

S'assurer que tous et toutes peuvent approfondir leur argumentaire pour la mob est également super important. Bon pour ça il n'y a pas de solutions miracles. Il faut, encore ici, lire et relire les excellents : « mémoire sur la gratuité scolaire » et la recherche de l'IRIS sur la gratuité scolaire. Pour les visuels il y a aussi, le document audio-visuel produit par la CADEUL sur le site agora-étudiante³; ce dernier document ne met cependant pas la gratuité scolaire comme solution, mais il constitue un document solide contre le dégel ou l'indexation. Il existe beaucoup de documentation sur la question et il est vraiment pertinent de lire un peu avant de se lancer dans une campagne de grève générale illimitée.

7. Recommandations à l'exécutif d'une potentielle coalition

Coordination dynamique entre le national et le local

S'il est vrai que l'exécutif a, vu ses fonctions et sa position, une vision d'ensemble essentielle à exploiter, les associations locales demeurent responsables de la gestion interne. Seulement, il est plus que pertinent que l'exécutif national puisse s'offrir en tant que conseiller, tant au niveau de la cadence dans les moyens de revendications, qu'au niveau des modes de fonctionnement relatifs aux AG et autres organisations d'action, par exemple.

Pendant la grève, l'exécutif national doit vérifier que ça continue d'être productif au local, que les AG fonctionnent bien, avancent bien et ne sont pas trop longues, trop figées, qu'il y ait des activités au cégep ou à l'université, des actions, de la mobilisation ou des tables rondes, qu'il en sort des résolutions, des moyens d'applications, qu'il y a du concret qui émerge. L'exécutif doit s'ériger en conseiller. S'il n'a pas d'autorité politique, il est la partie de nos structures qui bénéficie de la meilleure vision d'ensemble et ses membres sont souvent porteurs d'une certaine expérience.

Circulation de l'information

S'assurer que l'information circule, que les relations direction/asso ne vont pas trop mal et, dans l'éventualité où ce serait ardu ou archaïque au local, leur donner des conseils. On a assez d'archives à l'ASSÉ pour conseiller lors des négociations. Pendant la grève, les gens au local ont besoin d'être motivé-e-s, poussé-e-s; allez les visiter sur place.

Se donner les moyens d'agir sainement et efficacement en tant qu'exécutif national

Puisqu'il est essentiel que l'exécutif national se fasse connaître et puisse à son tour entrer en lien

³ <http://www.cadeul.ulaval.ca/agoraetudiante/dossier.php?b=11&dossier=2>

avec les membres, il lui faut de l'aide. Ainsi, l'intégration ponctuelle ou plus constante dans l'univers national doit être facilitée à tout étudiant et toute étudiante ayant le temps et la volonté de s'impliquer.

Il est important d'assurer une division ou une distribution des assignations, de cégeps et d'universités, en grève ou non. Le comité maintient et élargissement de la grève est donc tout à propos. Il faut s'assurer qu'une même personne assume constamment cette tâche. Il est vital que ces personnes soient également formées afin d'accomplir adéquatement leurs tâches. Il faut finalement faire très attention avec nos mots et être très assidu-e-s dans nos formations et dans notre accompagnement avec les exécutifs locaux.

Le mouvement ne pourra pas prendre de l'ampleur si les associations locales ne contribuent pas efficacement au plan national. Il existe d'importants besoins de militants et de militantes au national et il est primordial que ces besoins soient comblés si l'on veut que la grève soit une réussite.

C'est le but du national, d'une coalition quelconque : de rassembler, d'unifier les procédures, la motivation, d'aider les éléments les plus faibles.

8. Let the oi begin!

Mais surtout, surtout ; amusez-vous durant la grève, il faut en profiter pour : développer l'esprit de camaraderie, changer le monde pour vrai, (re)décorer son cégep, son université, faire des feux de joie, fabriquer une barricade devant le cégep, récupérer de la bouffe, faire des grandes bouffes communes, faire le ménage en équipe, écouter des films subversifs, se fabriquer une patinoire à vague, faire des ateliers, réfléchir à des questions qu'on a pas le temps dans la vie de tous les jours, s'attaquer aux monopoles présents dans l'institution scolaire d'où vous provenez. Bref, ce qui vous passe par la tête et/ou que vous avez toujours eu en tête, mais que le système vous a empêché de faire faute de temps, d'argent ou de tout autre cadre opprimant.

Bonne grève!

Et le document en annexe...

Le Devoir - Opinion

Les étudiants en conflit avec le gouvernement - « Je veux perdre ma session »

Valérie Provost, Étudiante en création littéraire à l'Université de Sherbrooke

Édition [du jeudi 24 mars 2005](#)

Je suis étudiante, en grève depuis trois semaines, en comptant la relâche. Samedi matin, dans un article de La Tribune, le directeur aux communications de mon université, Jacques Viens, a lancé une menace à tous ceux qui sont dans la même situation que moi: si nous continuons à faire la grève encore plusieurs jours, nous risquons de perdre notre session.

C'est inquiétant. Cela appuie les menaces du ministre Fournier, qui répète lui aussi à tous les étudiants de la province qu'ils risquent gros en continuant la grève. Cela ajoute à la campagne de peur qui vise présentement à diviser le mouvement étudiant québécois, uni fortement et de si belle manière.

Cette stratégie, elle fait effectivement peur. On nous dit clairement que nos plans d'études, de carrière et de vie seront bouleversés d'une manière significative si la lutte se poursuit, et cela crée sans aucun doute un sentiment d'insécurité profond chez tous les étudiants.

Mais j'aimerais cesser d'avoir peur et repenser au 24 février dernier, lorsque nous avons décidé de lancer un message clair au gouvernement. Ce jour-là, nous nous sommes tenus bien en équilibre sur nos deux pieds, solidement ancrés dans ce que nous croyions être juste, et nous avons dit au ministre de l'Éducation: «Si tu ne nous redonnes pas ce que tu nous as enlevé, nous bouleverserons le système d'éducation en entier. Si tu ne nous rends pas les 103 millions, nous te menaçons de perdre notre session.» C'était en effet la raison de faire la grève, et 170 000 étudiants ont lancé ce message depuis.

Aujourd'hui, M. Fournier reprend cette menace et nous dit que si nous continuons la grève, nous allons perdre notre session. Je le sais déjà; c'est ce qui donne un poids à notre moyen de pression, la grève.

M. Fournier tente de nous faire croire qu'il détient une arme contre nous alors que c'est nous qui la tenons dans nos mains, plus fort que jamais. Vais-je plier devant une arme que je possède moi-même? Vais-je laisser la peur et la désinformation me rendre à ce point aveugle que je laisserai tomber une arme de taille dans les mains de celui qui tente de me voler depuis un an? Non.

Si MM. Fournier et Viens me disent que je risque de perdre ma session si je continue de me battre, je réponds: «Oui, effectivement. Et ça vous fout la chienne!»

Je réponds également que je continuerai la lutte jusqu'à récupérer les 103 millions. Pas 29 millions, pas 42 millions non plus.

Je regarde le gouvernement en face et je lui dis: «Je veux perdre ma session.»

Le rôle des écoles secondaires dans une grève post-secondaire

Par Laurent Levesque, Frédéric Morin-Bordeleau et Sébastien Tremblay, étudiants au Cégep du Vieux-Montréal

5 avril 2007

Les causes étudiantes, on s'en doute, ne touchent pas que les étudiantes et étudiants du cégep et de l'université : elles touchent également les élèves du secondaire, assez vieilles et vieux pour comprendre les enjeux, mais ancré-e-s dans un système où la démocratie étudiante est très faible. Or, tout le monde a à gagner à voir les écoles secondaires participer au mouvement étudiant. D'abord, le mouvement en tant que tel y gagne par l'ajout d'une nouvelle souche militante, mais les élèves ainsi que le système d'éducation secondaire y gagnent également en culture démocratique, du moins de notre point de vue militant. Mais bien sûr, l'approche à adopter vis-à-vis d'elles et eux est différente de celle utilisée avec les étudiantes et étudiants d'un cégep.

Historique

Avant tout, il faut rappeler le rôle que des écoles comme Le Vitrail, Joseph-François-Perreault (JFP) ou Sophie-Barat ont joué dans la grève de 2005. Alors que le mouvement gagnait en momentum dans les cégeps, l'école alternative Le Vitrail votait une grève en assemblée étudiante, et Sophie-Barat formait un comité de mobilisation sur la question.

Comme mentionné dans « Le Devoir » en 2005 :

« Après les trois regroupements nationaux de collégiens et d'universitaires, voilà que la mobilisation étudiante gagne leurs cadets du secondaire. Plus d'un millier d'entre eux ont sillonné hier après-midi les quartiers Villeray et Saint-Michel (...) »⁴

Une tactique courante des élèves du secondaire consistait à visiter en manif d'autres écoles pendant les heures de cours pour tenter de les faire sortir de leurs classes. La tactique marcha à JFP, qui devint ainsi la troisième école secondaire à passer de la sensibilisation à l'action.

Par la suite, quelques manifestations exclusivement du secondaire eurent lieu, et les élèves participèrent surtout à des regroupements/manifs conjointement aux étudiantes et étudiants des cégeps et universités.

Anecdote : le jour où le cégep Ahuntsic vota *enfin* deux semaines de grève, les élèves de Sophie-Barat avaient décidé d'une journée de grève (sans piquetage, par contre), et tandis que certaines et certains s'affairaient à préparer la manifestation de l'après-midi à un campement de grève près de l'école, d'autres marchèrent jusqu'au cégep Ahuntsic pour appuyer le vote de grève, finalement favorable.

Les avantages pour le mouvement étudiant

Tout d'abord, la mobilisation au secondaire peut être très bénéfique à un mouvement de solidarité

⁴ Source : CAUCHY, Clairandrée, « Le Devoir », 11 mars 2005. <<http://www.ledevoir.com/2005/03/11/76779.html>> [page consultée le 1^{er} avril 2007]

étudiante. Au niveau de l'impact sur le gouvernement, leur nombre s'ajoute à celui des manifestantes et manifestants et accroît la taille du mouvement. De surcroît, une grande quantité d'élèves absents ou une réelle grève sont tant de moyens de pression potentiellement aussi efficaces qu'une grève du postsecondaire. Si la mobilisation s'effectue réellement par les élèves entre elle et eux, et que les instances nationales ou les associations étudiantes des cégeps et des universités ne s'en mêlent pas trop ou pas du tout, de voir que les élèves du secondaire sont *d'elles et d'eux-mêmes* solidaires peut avoir un impact politique et médiatique non-négligeable. On s'attend alors à ce que les directions d'écoles secondaires fassent part de leurs préoccupations et de l'urgence d'agir au gouvernement, ajoutant ainsi une pression interne.

Il ne faut pas négliger l'impact à long terme d'une telle mobilisation sur le mouvement étudiant. Ces actions motiveront sûrement de futurs membres de conseils exécutifs, de comités de mobilisation, ou au moins des participantes et participants aux luttes futures. La participation à une mobilisation nationale au secondaire permet d'acquérir une culture démocratique et politique qui est favorable à l'implication et bénéfique à la fois au mouvement étudiant et à la société civile en général.

Les gains pour le mouvement étudiant sont donc importants, tant au niveau d'une lutte actuelle qu'à long terme.

Les avantages au secondaire

Dans cette optique, mobiliser les élèves à une cause politique a de nombreux effets positifs au niveau secondaire.

En fait, en évitant de répéter les bénéfices mentionnés plus haut, il en reste un majeur : la démocratisation des écoles secondaires. Une lutte commune est propice à la rencontre et à la discussion entre collégiennes et collégiens et « secondariennes et secondairiens » (on commençait à manquer de synonymes, justement!). De tels échanges, alliés à la politisation de ces dernières et derniers, permettent de leur faire remarquer que les conseils étudiants sont très peu démocratiques, et que la structure d'une association est à la fois plus souple, plus puissante et plus légitime démocratiquement. À titre d'exemple, la grève générale illimitée de 2005 a eu pour conséquence la création d'une association à Sophie-Barat, (actuellement remplacée par un Parlement étudiant, mais en voie de reconstruction) et depuis, quelques élèves de JFP essaient aussi tant bien que mal d'instaurer une association. Dans cet ordre d'idées, la prise de position des élèves face à la direction peut permettre des gains, ou à tout le moins les initie au syndicalisme de combat et au besoin d'autodétermination face à l'administration.

Les enjeux spécifiques au secondaire

Malgré tous ces bénéfices à la mobilisation des élèves du secondaire, il faut faire attention à l'approche qu'on adopte vis-à-vis d'elles et eux.

Avant tout, il ne faut jamais sous-estimer les élèves du secondaire. Elles et ils sont aussi bien capables que n'importe quel-le cégépienne et cégépien de comprendre les enjeux, la différence étant qu'elles et ils n'ont pas (encore?) d'AGE les tenant régulièrement au courant de la lutte et

qu'elles et ils sont limité-e-s aux médias conventionnels – en tout cas, jusqu'à l'instauration par elles et eux-mêmes de leurs propres médias. Bref, elles et ils sont ainsi prisonnières et prisonniers du cirque médiatique malgré eux et elles. Leur distribuer quelque médiums d'information produits par des instances nationales permettrait de les informer des luttes en cours, mais serait toujours moins efficace que de l'information produite/formulée par les élèves pour les élèves – par exemple, des articles dans le journal étudiant. Il ne faut également pas oublier que les « jeunes » du secondaire sont parfois très matures, très tôt – les participantes et participants de la manifestation du 29 mars 2007 provenaient en bonne partie du secondaire trois. Et attention à l'infantilisation : leur capacité de réflexion égale celle de n'importe quel « adulte. »

Par contre, la dynamique est très différente dans les écoles secondaires. D'abord, l'esprit nettement plus communautaire et le plus petit nombre d'élèves font que l'information circule très rapidement par bouche à oreille : ce qui veut dire que la mobilisation est beaucoup plus facile, mais aussi qu'il faut faire très attention à ce que l'information propagée soit claire et véridique. La dynamique bien particulière a aussi un inconvénient : l'administration a plus de pouvoir et d'influence. Elle peut ainsi faire la différence entre le fait de permettre aux élèves d'aller manifester sans reprécailles ou de barrer les portes. Les directeurs et directrices ont également une plus grande panoplie de sanctions à leur disposition, et les élèves ont une plus faible capacité de recours. À moins d'importants gains face à leur administration, nos camarades du secondaire garderont une liberté d'action bien plus faible que la nôtre. En ce sens, il est bénéfique pour elles et eux de faire valoir leurs droits et de connaître les règlements histoire de mieux les utiliser, car certaines administrations abusent réellement de leur pouvoir apparent.

Perspectives d'avenir

La capacité d'intervention directe des cégépiennes et cégépiens est limitée et, pour que les élèves demeurent autonomes, nous devons également nous limiter nous-mêmes. Néanmoins, certaines écoles tolèrent ou encouragent l'intervention des anciennes et anciens dans le processus de politisation au secondaire. Pour éviter toute ingérence, nos interventions doivent toujours se faire dans une optique d'autonomisation, c'est-à-dire d'offrir des outils et de l'information et de laisser aller par la suite. C'est du cas par cas, mais il peut être bénéfique d'aller rejoindre les populations étudiantes de cette manière, par exemple en faisant des tournées de classe.

Dans tous les cas, il est bénéfique d'adopter une approche de « grassroots organizing » (voir Wikipedia) – c'est-à-dire d'offrir aux élèves du secondaire des ressources et un peu de support tout en les laissant se mobiliser et s'organiser. Ainsi, elles et ils gardent toute leur crédibilité face à la direction, qui ne les voit pas comme des pantins des cégépiennes et cégépiens. De plus, elles et ils disposent de leurs propres réseaux de contacts entre les écoles (notamment, l'AESCSDM, ainsi qu'un réseau parallèle qui est en train de se mettre en place) qui leur permet de faire du réseautage et, espérons-le, de répandre la mobilisation. Il s'agit donc surtout d'étendre leur capacité d'action en leur fournissant un support technique, comme des impressions ou des mégaphones.

De surcroît, il est primordial et pertinent d'éviter d'enrôler les « secondariennes et secondariens » dans les guerres intestines du mouvement étudiant. C'est pour beaucoup d'elles et eux en quelque sorte une initiation, et la propagande partisane risque, au mieux, d'en désillusionner certaines et certains, au pire, d'être carrément de l'endoctrinement. Par simple honnêteté intellectuelle, il est

préférable de ne pas les mêler à l'éternelle lutte ASSÉ-fédés. Le mieux à faire est de leur suggérer le syndicalisme de combat et la démocratie directe, et de les laisser faire leurs choix.

Il faut appuyer leurs initiatives, comme celle du 29 mars où quelques centaines d'élèves du secondaire ont marché depuis le métro Jarry pour rejoindre la manifestation pour la gratuité scolaire. À cette occasion, l'entièreté de la mobilisation s'est faite par des élèves du secondaire, avec du matériel produit pour l'occasion, imprimé sur des presses collégiales (AGECVM). Il ne faut jamais sous-estimer leur potentiel d'organisation et d'initiative.

Concrètement, ce que nous suggérons est d'offrir de *l'information* aux élèves d'écoles sans comité de mobilisation, et par la suite d'offrir des ressources (impression et matériel) pour appuyer leurs efforts d'action. Une démarche d'information, ayant pour objectif la fondation d'associations étudiantes, a été débutée par un collectif, le DAS (Démocratie Au Secondaire). Cette démarche doit être appuyée, et d'autres peuvent être initiées par des cégeps ayant des mandats en ce sens. C'est une approche qui mérite d'être approfondie.

Bref, il ne faut pas négliger les écoles secondaires, elles abritent un important potentiel de mobilisation et d'action!

Mémoire de la grève générale illimitée 2005 : La représentation médiatique

Par Mathieu Cousineau DeGarie, membre du comité médias de la CASSÉÉ en 2005
5 avril 2007

Lors de la création de la CASSÉÉ, la visibilité du mouvement radical et de syndicalisme de combat gagnait en importance, et force fut d'admettre que la représentation médiatique de la Coalition ne pouvait pas être accomplie dans son entièreté par le seul poste d'exécutant ou d'exécutante à l'externe de l'ASSÉ. Le comité médias vit donc le jour, instance qui, tout au long de la grève, s'avérerait d'une importance cruciale pour notre mouvement. S'il connut plusieurs vicissitudes au cours de son existence (notamment le retrait du soutien de l'AFELLC-UQÀM), je désire m'attarder dans ce texte à sa forme finale, qu'il conserva jusqu'à la dissolution de la CASSÉÉ et qui, selon moi, reste la plus efficace. C'est pourquoi je traiterai, en premier lieu, de sa composition et de ses mandats, puis ferai état de ses stratégies de gestion de situations délicates, en prenant pour exemple la couverture des actions directes et le débat sur la violence. De plus, je rendrai compte de notre rapport avec les médias de masse, ainsi que de quelques incidents qui survinrent avec eux. Finalement, je donnerai mes recommandations quant aux connaissances et compétences dont doivent faire preuve les membres du comité, ainsi qu'en ce qui concerne les orientations du comité.

Composition et mandats

Le comité médias de la CASSÉÉ était composé de **quatre membres, soit un homme et une femme pour les niveaux collégial et universitaire** (un minimum de trois personnes sur le comité est requis en tout temps, selon moi). Élu-e-s en Congrès par élection ordinaire, ces personnes ne devenaient ni plus ni moins les **porte-parole de la coalition** dans toutes ses apparitions publiques, actions et conférences de presse. Elles se devaient de **promouvoir la vision et les mandats de la CASSÉÉ**, et être **disponibles en tout temps** pour une apparition médiatique **en français comme en anglais**; ce pourquoi chaque membre était muni-e d'un téléphone cellulaire financé par la coalition. Un autre de leurs mandats était de **rédiger les communiqués de presse** informant les médias à propos de la coalition.

Contrairement aux fédérations étudiantes, la CASSÉÉ n'avait pas de président ou présidente, ce qui empêchait la récurrence d'une figure médiatique (chose que les médias déploraient grandement, avant de s'y habituer...). C'est pourquoi le comité médias décida d'**attribuer**, autant que faire se put, **les apparitions dans un média donné au/à la même représentant et représentante**. Ceci eut pour avantage principal la possibilité de reprendre un entretien là où on l'avait laissé lors de la dernière entrevue. En ce sens, je me rappelle avoir eu beaucoup plus de facilité à retourner aux émissions du matin de LCN, car je savais que les lectrices connaissaient déjà notre mode de fonctionnement, nos revendications, ainsi que nos positions, ce qui nous permit d'aller plus en profondeur dans certains sujets.

Certains sujets plus délicats que d'autres

Si la gratuité scolaire fut le sujet que nous tentâmes de mettre de l'avant durant la grève, les

médias, eux, s'attardèrent souvent sur les motivations de notre plan d'action. Voilà qui nous obligea à réexpliquer maintes et maintes fois nos principes **d'escalade de moyens de pression**, et de **rapport de force**. De surcroît, un autre débat fit surface suite à certaines actions directes, commises par des individus se revendiquant de la CASSÉE : celui sur la violence. En effet, on se rappellera que le ministre de l'Éducation, des Loisirs et du Sport de l'époque, M. Jean-Marc Fournier, avait coupé court aux négociations avec notre coalition suite à l'occupation de son bureau par des militants et militantes pour la gratuité scolaire, nous sommant de dénoncer la violence perpétrée par les membres de la CASSÉE. On se rappellera aussi que les fédérations se servirent volontiers de cet argument pour entériner notre exclusion de la table de négociations (avec les conséquences que l'on connaît), alors qu'elles n'avaient jamais eu à répondre de leurs actes dans les incidents de Montebello.

Au sein du comité médias, notre ligne fut de rappeler, dans un premier temps, que **notre mouvement en est un qui part des bases**, et qu'aucun moyen de coercition des membres de la part de l'exécutif (ou de toute autre instance) ne serait employé pour diriger leurs actions. Ainsi, en encourageant la **diversité des moyens de pression**, nous pouvions nous attendre à toutes sortes d'**actions militantes indépendantes**, mais dont les revendications pouvaient très bien rejoindre les nôtres. Toutefois, nous précisions chaque fois qu'aucun appel à la violence ne figurait dans nos mandats ou procès verbaux. De plus, nous expliquions parfois le **concept de l'action surprise**, préparée par un groupe anonyme dans une action non-concertée avec l'ensemble du mouvement. Dans un autre ordre d'idées, nous rappelions aussi que la **véritable violence était l'exclusion sociale et économique** envers la gent étudiante dont faisait preuve le gouvernement. En conclusion, ce leitmotiv médiatique nous sauva bien des ennuis lors de nos entrevues et couvertures en direct d'actions, en nous faisant éviter l'abord direct de la question de la violence, et en nous permettant de concentrer notre discours sur nos revendications.

Médias de masse et médias poubelles

Dans les groupes de discussion militants comme en Congrès, le débat sur le rapport avec les médias fut très chaud. Certains et certaines répétaient que la CASSÉE ne devait traiter en aucun cas avec les grands médias, qui déformaient notre discours, ou le ridiculisaient carrément. Toutefois, la position du comité médias fut **d'accepter toute invitation de la part d'un média reconnu**, selon le principe que nous y allions pour **parler à son auditoire ou lectorat, et non à ses journalistes**. Ainsi, malgré quelques éléments négatifs isolés (comme l'histoire à sensations du « caca dans la poubelle » à *Tout le monde en parle* qui éclipsa notre discours militant, ou la ridiculisation en direct d'un porte-parole de la CASSÉE à *CHOI FM* suite à une entrevue), nous croyons que le fait d'avoir promu l'idéal de la gratuité scolaire dans toute la société médiatisée a beaucoup plus aidé notre cause jusqu'à ce jour, qu'il ne lui a nui.

Compétences et actions nécessaires à une bonne représentation médiatique

Pour terminer, j'y vais de quelques suggestions quant aux compétences devant se retrouver chez les membres du comité médias. Premièrement, **au moins une personne doit être bilingue**, car les médias anglophones sont nombreux à s'intéresser à notre cause, et aussi parce que le vocabulaire est très complexe lorsqu'il vient le temps de parler d'éducation. Puis, il est primordial que les représentants et représentantes soient **disponibles en tout temps**, prêts et prêtes à recevoir un appel

tôt le matin ou tard le soir, et à se déplacer rapidement.

En ce qui concerne la formation, une **connaissance du mouvement étudiant et de son histoire** est de mise. De plus, les porte-parole doivent sans cesse **demeurer informé-e-s des derniers dénouements du conflit**, ce qui implique des **rencontres régulières avec l'exécutif ainsi que les membres du comité de négociation**.

Pour conclure, dans l'éventualité d'une grève générale illimitée, je crois que le comité médias devra se composer très rapidement, voire avant le déclenchement, au cours de la campagne. Son rôle sera de **faire comprendre clairement les raisons de cette grève**, mais surtout de **capitaliser sur l'appui populaire contre le gouvernement afin de faire avancer la cause de la gratuité scolaire**. De plus, je suggère que le comité médias, avec le comité de recherche et réflexion, **étudie les positions des différents médias par rapport à l'éducation**, afin de permettre une meilleure analyse du discours journalistique. Finalement, je crois que le comité devrait **se pencher avec attention sur les éditoriaux de la presse écrite**, dans le but de **publier des réponses directes à leurs opinions à même leurs quotidiens respectifs**.

Une grève... pas n'importe comment !

Par Guillaume Beauvais, François Bélanger, Jérôme Charaoui, Xavier Dandavino, Véronique De Broin, Vanessa Giroux, Arnaud Grégoire, Pierre-Luc Junet, Marie-Pier Lévesque, Martin Lord, David Simard, Ousmane Thiam, Christine Thibault, Stéphanie Thibault et Julien Vadeboncoeur
7 avril 2007

Nous sommes une quinzaine de militant-e-s de Montréal (cégep du Vieux Montréal, cégep de Maisonneuve, UQAM, Université de Montréal) qui se sont rassemblé-e-s pour discuter des enjeux reliés à la grève générale illimitée qui pourrait avoir lieu l'an prochain. Nous avons ainsi réfléchi et formulé des propositions par rapport à certains aspects de la préparation de cette grève. Nous regrettons de n'avoir pu pousser la réflexion plus loin sur différents aspects de la prochaine grève, faute de temps. Nous espérons cependant que les idées qui suivent sauront susciter des débats larges et francs dans les semaines et les mois à venir dans le mouvement étudiant, afin d'engager les hostilités avec le gouvernement en y étant mieux préparé-e-s d'un point de vue théorique et organisationnel.

Les revendications

Nous proposons une plateforme de trois revendications pour la prochaine grève générale illimitée.

- 1- Vers la gratuité scolaire : contre toute augmentation des frais de scolarité et abolition de tous les autres frais ;
- 2- Amélioration des ressources et des services (investissement dans les laboratoires et dans les bibliothèques, embauche de profs, d'employé-e-s professionnel-le-s et de soutien) dans une perspective d'éducation de qualité, libre de l'intervention du privé ;
- 3- Mise en place d'un service de garde public, accessible et flexible dans tous les milieux d'étude postsecondaires, dans le but d'assurer une conciliation études-famille.

De prime abord, nous croyons que nos revendications, au cours de la grève, devraient être défendues fermement et ne jamais être revues à la baisse ; si nous proposons ici une plateforme moins ambitieuse que l'originale, c'est pour pouvoir ensuite la tenir jusqu'au bout ! À cet effet, il importe que cette plateforme rejoigne réellement la population étudiante afin qu'elle soit dotée de la motivation nécessaire pour poursuivre la grève au-delà de la récupération probable qu'en fera la FECQ-FEUQ.

La gratuité scolaire reste pour nous une importante revendication du mouvement étudiant. C'est pour cela que nous introduisons nos revendications en y faisant référence. Ainsi, « Vers la gratuité scolaire » donne un ton plus affirmatif que la « perspective de gratuité scolaire » de la grève de 2005. Par ailleurs, l'abolition des frais afférents et des frais de toute autre nature (TAN) au collégial signifierait l'obtention de la gratuité scolaire pour le collégial. Dans le cas des universités, ces frais varient selon les institutions de manière significative, mais la moyenne doit être proche des 300 \$ par année. Si nous sommes en désaccord que la gratuité scolaire soit la revendication centrale de la grève, c'est que nous croyons qu'il s'agit d'une revendication encore mal comprise et peu défendue par la base étudiante, y compris dans les associations étudiantes disposant de mandats en faveur de la gratuité (considérant le niveau de participation aux AGs et aux actions...). Il ne faut pas se

leurrer : le détonateur de la grève étudiante sera un dégel prochain des frais de scolarité. Organisons-nous donc en conséquence ; s'il faut partir en guerre, nos premiers ennemis seront l'optimisme naïf et l'improvisation...

C'est un piège de diluer nos revendications et de ne demander que le *statu quo* comme le font la FECQ-FEUQ; c'est aussi un piège de se mettre des lunettes roses qui nous donnent le look d'une clique déconnectée. Chaque campagne de grève doit être issue des préoccupations *mainstream* de la population étudiante, à défaut de quoi elle sombrera d'elle-même dans l'oubli. L'ASSÉ pourrait y perdre des plumes : il faut être conscient-e de l'état du mouvement et de ses limites.

Les revendications des grèves de 1968 et 1978 comprenaient la gratuité scolaire ainsi que des revendications sur les prêts et bourses. Notons toutefois que ces revendications figuraient au programme des partis politiques du moment. Il va sans dire que la situation politique s'est dégradée depuis... Le mouvement étudiant n'évolue pas en vase clos; le contexte actuel en est un de régression sociale. Nous n'aurons pas la gratuité scolaire avec la grève de 2007, et vous le savez bien. Alors pourquoi la faire miroiter à la population étudiante? Elle n'est pas dupe et cela nuirait à la mobilisation. Les gens vont croire qu'on veut faire la grève jusqu'à la gratuité pour vrai, donc pour très longtemps et avec de bien minces chances de l'emporter... Ce sera extrêmement difficile de faire lever une telle grève. Devons-nous vraiment rappeler que lors des deux dernières grèves, on n'a pas réussi à obtenir le *statu quo* mais bien une régression déguisée ?

Lorsqu'on adopte une plateforme de grève, c'est qu'on envisage de la mener jusqu'à l'obtention de la totalité (ou au moins de la majorité) de ses revendications. Demander plus pour avoir moins, d'accord, mais il faut tracer la ligne de quand cette stratégie commence plus à nous nuire qu'à nous aider... Il en va carrément de la cohérence du mouvement de grève. L'ASSÉ souhaite-t-elle présenter une belle analyse théorique ou être une alternative de lutte syndicale concrète ? Certes, la manifestation du 29 mars a somme toute été correcte, mais une grève générale illimitée est d'un tout autre ordre !

La deuxième revendication fait contrepoids à l'argument que la lutte pour la gratuité scolaire occulte la lutte en faveur d'une meilleure qualité du système d'éducation. Cette revendication prend des exemples précis où le désinvestissement en éducation a fait mal et pour lesquels il faut agir. Par ailleurs, cette revendication permet de faire le pont avec des revendications de syndicats de professeur-e-s et de syndicats d'employé-e-s professionnel-le-s et de soutien.

Il faut par ailleurs mettre l'accent sur la revendication des garderies pour utiliser la question populaire de la famille tout en misant sur une revendication légitime et progressiste. Ainsi, il s'agit d'une revendication qui pourrait changer la vie de nombreux parents étudiants, notamment les mères monoparentales. Si nous avons changé légèrement la formulation de la revendication actuelle de l'ASSÉ, ce n'est que pour la rendre plus punchée.

Le déclenchement de la grève

Nous nous sommes posé-e-s la question d'un éventuel déclenchement de la grève générale illimitée. D'abord, il faut que les associations étudiantes adoptent dès maintenant un mandat de principe de grève en cas de dégel qui précise la tenue d'assemblées générales de grève. Afin de ne pas tomber

directement en milieu de session, tout en nous laissant le temps de s'organiser en début de session, nous avons convenu qu'il faudrait déclencher la grève générale illimitée avant le 1^{er} octobre 2007. Il faut donc que tout le matériel de mobilisation soit prêt dès la première semaine scolaire.

De plus, nous proposons un double plancher de déclenchement de la grève, c'est-à-dire qu'il faudrait pour déclencher la grève au minimum 7 associations étudiantes et 25 000 étudiant-e-s avec un mandat de grève. Le plancher de 7 associations étudiantes devrait être réutilisé à cause du succès qu'il a eu en 2005. Il a en effet favorisé le déclenchement rapide de la grève, ce qui a eu un effet boule de neige entraînant de nombreuses associations étudiantes dans la plus grande grève étudiante de l'histoire du Québec. De plus, en 2003, un plancher de grève trop élevé (15) avait été l'une des causes de l'échec de la tentative de grève générale illimitée de l'ASSÉ. Nous suggérons 25 000 étudiant-e-s comme plancher de déclenchement de grève pour ne pas partir en grève s'il n'y a que quelques petites associations étudiantes départementales universitaires qui aient obtenu des mandats de grève.

Coalition nationale

Nous nous sommes aussi posé-e-s la question d'une éventuelle coalition. Nous avons décidé de formuler ces deux propositions qui résument la conclusion de nos discussions :

- Qu'il y ait une ASSÉ élargie et que les associations étudiantes membres s'engagent, comme préalable à leur adhésion, à payer les frais reliés à la grève et à l'ASSÉE et qu'ils adoptent exactement la plateforme de revendications.
- Qu'une rencontre de fondation de l'ASSÉ élargie ait lieu dans les deux premières semaines de septembre.

Ainsi, nous refusons catégoriquement que l'ASSÉ mène seule la coordination de la grève. L'ASSÉ est plus forte que jamais, mais il ne faut pas trop surestimer sa force. La mobilisation n'est pas excellente partout, il y a de faibles taux de participation, il y a des associations étudiantes qui n'ont pas fait grand chose pour le 29 mars. Il faut donc une place pour les associations non-affiliées progressistes. De plus, si la FECQ-FEUQ ouvre ses structures pour la durée de la grève comme elle prévoit le faire selon certains documents internes, refuser de créer une association élargie serait signer l'arrêt de mort de l'ASSÉ. Par ailleurs, nous devrions cesser d'utiliser « CASSÉE » comme nom de groupe pour les raisons que tout le monde connaît.

Nous devons régler la question de nos rapports avec la FECQ-FEUQ dès le départ afin d'éviter des complications inutiles. La coalition doit adopter un discours unitaire, limpide et critique concernant les fédérations et leurs rôles néfastes au sein du mouvement étudiant. Aucune alliance n'est possible, car les chefs des fédérations n'ont jamais été dignes de confiance.

Être combatif pour nous signifie de perturber le déroulement normal de la société. Nous ne voulons pas d'une coalition qui moralisera ses membres pour des actions banales telles que les occupations. De même, notre discours médiatique ne doit pas être ambivalent sur notre volonté de faire des actions d'éclat qui bousculent les autorités.

Nous refusons par ailleurs les exigences d'affiliation mur à mur puisque les campagnes d'affiliation

doivent se tenir que lorsque la situation locale est mûre. Le risque des campagnes prématurées, c'est le risque de tenir beaucoup de campagnes se terminant dans l'échec, qui feraient en sorte de barrer l'ASSÉ de plusieurs campus pendant des années.

Négociations

Nous ne négocierons que sur la base de nos revendications. Considérant que nous faisons partie intégrante du mouvement étudiant, notre présence est obligatoire à toute rencontre des fédérations avec le gouvernement durant la grève. Nous sommes disposé-e-s à entrevoir une escalade des moyens de pression contre les fédérations elles-mêmes si elles s'entêtent à nous écarter des séances de lobby.

Perspectives de lutte et mouvement étudiant

Par Benoît Lacoursière
3 avril 2007

L'élection d'un gouvernement du Parti libéral du Québec, avec une opposition officielle adéquate, pose avec acuité la question du dégel des frais de scolarité et, dans le cas de l'ASSÉ, de la lutte pour la gratuité scolaire. Les perspectives de combat auraient été autres si le Parti québécois avait formé le gouvernement, sans pour autant être absent. Il est important de poser certaines considérations stratégiques concernant les futures mobilisations et, à cet égard, il faut pouvoir jeter un coup d'œil sur certains événements passés de l'histoire du mouvement social des étudiantEs, mais aussi sur ses dynamiques internes.

J'entends défendre dans les lignes qui suivent certains principes stratégiques qui me semblent fondamentaux : 1) la grève devra être déclenchée **avant** que le gouvernement adopte le décret sur le dégel; 2) il faudra éviter toute diversion vers des moyens plus « softs » ou des fameux « plans B » ou « alternatifs à la grève »; 3) la grève doit être une occasion de consolider l'ASSÉ et l'ASSÉ doit consolider la grève; conséquemment, il faudra combattre les fédérations étudiantes. Même si cela peut paraître contradictoire, 4) il faut que le mouvement soit combatif et radical, sans tomber dans le gauchisme.

Certains événements de l'histoire du mouvement étudiant me permettent de soutenir cette thèse. Je prendrai pour exemples essentiellement les mobilisations de 1986, de 1989-90 et de 2005. Ceci dit, comme je ne suis plus étudiant « actif » sur les campus depuis quelques années, je ne connais que très peu l'ambiance actuelle de ceux-ci. Les idées que je formule pourront donc paraître hors contexte. Aussi, volontairement je prends pour acquis que la lutte sera lancée dans la situation d'un dégel à prévoir ou annoncé.

Désolé pour la paresse, mais je vais me permettre de reproduire de larges citations de mon propre mémoire dont la référence complète est LACOURSIÈRE, Benoît, *Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2000*, mémoire de maîtrise présenté comme exigence partielle de la maîtrise en science politique, UQAM, avril 2005. Vous trouverez en fin de document les références exactes.

1) la grève devra être déclenchée **avant que le gouvernement adopte le décret sur le dégel**

La rapidité avec laquelle le mouvement étudiant réagira demeure déterminante dans une lutte efficace. Je suggère même l'idée que quelques campus, collégiaux pour des raisons de calendriers scolaires, entrent en grèves rotatives ou perlées dès ce printemps. Il ne serait pas innocent que le gouvernement décrète le dégel dans les prochaines semaines (session d'examens à l'université). De la même manière, les associations étudiantes devraient dans les jours qui suivent le congrès extraordinaire adopter des mandats de grève générale, pour l'automne.

Pourquoi faire plus vite? Parce que ça marche, tout simplement. C'est également comparativement moins d'énergie.

1^{er} exemple (1984)

^AAussi, déjà sous le Parti québécois en 1984, il existe une menace de dégel : Le premier véritable conflit que nous avons identifié dans la période étudiée éclate en 1984 alors que le ministre de l'Éducation, Yves Bérubé, menace en octobre 1984 de dégeler les frais de scolarité et de les faire passer à la moyenne canadienne, ou encore de les faire passer à 33% des revenus des universités¹. Les associations étudiantes réagissent assez rapidement et appellent à la mobilisation le 5 décembre 1984 suivant qui a rassemblé environ mille étudiantes et étudiants. La Fédération des associations étudiantes collégiales se montre, quant à elle, favorable au dégel des frais de scolarité « s'il y a une augmentation proportionnelle des services.² » Le RAEU et la FAECQ organiseront leurs manifestations à la fin du mois de février 1985 et regrouperont environ 500 personnes à Québec³. L'échéance électorale approchant et la prise de position du Parti libéral du Québec en faveur du gel des frais de scolarité incite le ministre de l'Éducation à concéder la victoire aux associations étudiantes sans qu'elles n'aient besoin du recours à la grève générale.

2^{ème} exemple (1986)

^BLa question des frais de scolarité renaît au printemps 1986 alors que le ministre libéral des finances, Gérard D. Lévesque, suggère une hausse des droits de scolarité pour combler le manque de revenus de l'État et ce, malgré la position du congrès du PLQ. Cette annonce est accompagnée lors du dépôt des crédits par des compressions de vingt-quatre millions de dollars à l'aide financière aux études annoncées par le président du Conseil du trésor, Paul Gobeil. Ces réductions budgétaires ont fait en sorte de convertir des bourses en prêts. Le gouvernement se rabat sur une commission parlementaire sur le financement des universités prévue pour l'automne suivant. L'ANEQ appelle une réunion nationale d'urgence dix jours après l'annonce du ministre des Finances. Cette réunion suggère un éventail de moyens d'action allant jusqu'à la grève générale. Le Conseil central de l'ANEQ appelle donc à une grève générale.

C'est plus d'une quarantaine d'établissements collégiaux et universitaires qui seront touchés. Finalement se tient une manifestation devant le Parlement le 24 avril 1986 où sont réunis plus de cinq mille étudiantes et étudiants protestant contre les réductions budgétaires. Il s'agit au fait de deux manifestations, le RAEU et la FAECQ ayant tenu la leur un peu plus tôt dans la journée.

[...]

La mobilisation du printemps 1986 permet un souffle nouveau dans le mouvement étudiant qui tient, à l'initiative de l'ANEQ une *réunion extraordinaire du mouvement étudiant*, les 3, 4 et 5 octobre 1986 où toutes les associations étudiantes peuvent prendre la parole et voter un plan d'action pour l'automne 1986. Les quelque 225 déléguées et délégués des 39

^A LACOURSIÈRE, Benoît, *Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2000*, mémoire de maîtrise présenté comme exigence partielle de la maîtrise en science politique, UQAM, avril 2005, page 33.

¹ Jean-Pierre Paquet et Christian Yaccarini, « L'accessibilité à l'éducation universitaire : les barrières économiques et les barrières sociales et culturelles », *Unité*, fin octobre 1984, p. 4 et 5.

² Philippe Boudreau, loc. cit.

³ Caroline Thériault, « La hausse des frais de scolarité R.I.P », *FAECQ*, mars 1985, p. 2.

^B Ibid., p. 34-36.

associations étudiantes présentes à cette rencontre vont se positionner pour un appel à la « grève illimitée » à partir du 21 octobre si un plancher de vingt associations étudiantes adopte des mandats en ce sens par leurs assemblées générales⁴. Les associations étudiantes s'entendent aussi sur trois revendications, à savoir que le gouvernement « s'engage à maintenir la gratuité scolaire au collégial; s'engage à maintenir le gel des frais de scolarité universitaires dans une perspective de gratuité scolaire; et conclu des négociations pour une réforme en profondeur du régime des prêts et bourses sur la base des revendications [...]»⁵. » La réforme en profondeur souhaitée compte alors plus de vingt points allant du statut d'indépendance à un prêt sans intérêt pour l'achat d'un ordinateur. Ces modifications voulues sont essentiellement tirées des positions de l'ANEQ en étant simplement bonifiées par les délégations présentes. La rencontre nomme aussi un comité de négociation composé de cinq membres, deux membres de l'exécutif de l'ANEQ, deux étudiantes d'une association membre de l'ANEQ et d'un étudiant d'une association membre de la FAECQ.
[...]

La grève sera effectivement déclenchée le 21 octobre 1986 et va durer à peine deux semaines et comptera à son zénith plus de trente associations étudiantes, toutes collégiales sauf l'AGEUQAM. C'est le Premier ministre Bourassa qui annonce l'intention de son gouvernement de respecter son engagement électoral dès les débuts de la grève. Le ministre de l'Éducation, Claude Ryan rencontre le comité de négociation le 26 octobre et tous conviennent « de se rencontrer pour établir un échancier de discussions sur une éventuelle réforme de l'aie financière, [...] l'ANEQ a obtenu du ministre Ryan qu'il se rallie aux déclarations du premier ministre Bourassa à l'effet que le gouvernement maintiendra le gel, au moins jusqu'au congrès du Parti libéral, en 1988.⁶ » Le ministre s'est aussi engagé sur l'autre élément de la plate-forme de revendications, à savoir le maintien de la gratuité scolaire au cégep. Comme en témoigne le secrétaire général de l'ANEQ, il s'agit pour cette dernière d'une trêve : « Le mouvement étudiant a accepté la trêve pour laisser place aux négociations.⁷ » [...]

3^{ème} exemple (1990)

^CC'est dans ce contexte que l'ANEEQ lance, lors de son 22^{ème} Congrès « l'opération gel des frais de scolarité universitaires.⁸ » Cette campagne comprend quatre éléments :

des campagnes d'information et de sensibilisation dans les cégeps et les universités auprès de la population ; des moyens d'action préliminaires, entre autres pendant la prochaine campagne électorale au Québec; des réunions spéciales des associations étudiantes, l'automne prochain et une lutte large du mouvement étudiant qui pourrait aller jusqu'à la grève générale et illimitée.⁹

⁴ Anonyme, « Une grève nécessaire », *le québec-ÉTUDIANT*, octobre 1986, p. 1.

⁵ Anonyme, « La plate-forme de revendications », *le québec-ÉTUDIANT*, octobre 1986, p.7.

⁶ Bruno Bisson, « ...et l'ANEQ crie victoire », *Montréal campus*, 29 octobre 1986, p.5.

⁷ Virginie Charette, « Après deux mois de piétinement : trêve de balivernes, on repart en négos », *unité*, Mi-janvier 1987, p.4.

^C Ibid., p. 68 à 73.

⁸ Anonyme, « Le XXIIe Congrès national de l'ANEEQ : Opération gel des frais de scolarité universitaires », supplément au *québec-ÉTUDIANT*, avril 1989, 4 pages.

⁹ Ibid., p. 1.

Dans cet objectif de sensibilisation, l'ANEEQ publie au mois de septembre 1989 un document rédigé par Jean-Pierre Paquet et intitulé *Les frais de scolarité universitaires : pourquoi s'opposer au dégel*. Selon l'auteur, « ce document détruit les mythes et répond à chacun des éléments du discours favorable au dégel. Il va au-delà des généralités et soulève les véritables intentions politiques qui se cachent derrière une hausse des frais. Il présente une analyse qui cherche réellement à élargir et démocratiser l'éducation au Québec.¹⁰ » [...]

Or, les instances du Parti libéral du Québec se sont prononcées pour le dégel des frais de scolarité. L'année 1989 marque aussi une année électorale. Le Parti libéral du Québec est d'ailleurs réélu en septembre 1989. Le gouvernement est appuyé dans la démarche de dégel par la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CRÉPUQ) et le Conseil du patronat du Québec (CPQ).

Comme actions envisagées par les associations étudiantes, notons l'organisation d'une manifestation le 18 octobre 1989 contre le dégel, la circulation d'une pétition dans les cégeps et les universités, des journées d'étude, des occupations de bureaux de députés, une journée nationale de grève le 9 novembre et finalement une réunion extraordinaire du mouvement étudiant.¹¹

La manifestation d'octobre organisée par les associations étudiantes universitaires de l'île de Montréal réussit à attirer environ 2000 étudiantes et étudiants¹². Elle est appuyée tant par l'ANEEQ que par la FÉÉQ. La pétition est signée par plus de vingt mille étudiantes et étudiants. Une autre manifestation organisée conjointement par l'ANEEQ et la FÉÉQ, qui a lieu le 28 novembre 1989, ne réussit à attirer que 500 participantes et participants. C'est le 19 décembre, durant la période d'examen, que le Conseil des ministres approuve une hausse des frais de scolarité de plus de 100 %¹³, prévue pour la rentrée de l'automne 1990.

La riposte étudiante tarde en raison du congé des Fêtes. L'ANEEQ et la FÉÉQ convoquent, le 8 janvier 1990, une Réunion nationale du mouvement étudiant (RNME) pour le 10 février 1990. Toutes les associations étudiantes du Québec sont invitées à cette rencontre. Entre temps, les deux regroupements « entreprennent des négociations pour l'élaboration d'une plate-forme de revendications communes.¹⁴ » De plus, les deux organisations nationales appellent à la tenue d'une manifestation le 14 février 1990, à Montréal. Les deux regroupements s'entendent sur les possibilités d'action. Même la FÉÉQ n'exclut pas le recours à la grève générale comme en témoigne son futur président, Nicolas Plourde, alors secrétaire général de la FAÉCUM : « la grève générale n'est jamais une solution facile. Mais si l'attitude du gouvernement demeure aussi rigide, nous ne pouvons plus exclure la possibilité d'y avoir recours.¹⁵ » [...]

¹⁰ Jean-Pierre Paquet, *Frais de scolarité universitaires : pourquoi s'opposer au dégel*, Montréal, Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec, 1989, p. 3.

¹¹ Claude Dionne, « Le 18 octobre, une invitation large dans la rue ! », *Unité*, 4 octobre 1989, p. 5.

¹² Claude Boucher, « 2000 étudiants manifestent dans les rues de Montréal : Ils marchent à l'antigel », *Montréal Campus*, 25 octobre 1989, p. 3.

¹³ Benoit Renaud, *Chronologie approximative du mouvement étudiant*, Mouvement pour le Droit à l'Éducation, 1995, document internet, n'est plus en ligne.

¹⁴ Joël Arseneau, « Dégel des frais de scolarité : front commun », *Montréal Campus*, 18 janvier 1990, p. 3.

¹⁵ Josée Lapointe, « À la fédération des étudiantes et étudiants du Québec : « Il faudra agir », *Unité*, 17 janvier 1990, p. 2.

La Rencontre nationale du mouvement étudiant a effectivement lieu le 10 février 1990 à l'Université de Montréal. Environ soixante associations étudiantes provenant des cégeps et universités de la province y sont présentes pour un total de trois cents déléguées, délégués, observatrices et observateurs. Le débat le plus important de cette rencontre a lieu sur la question du nombre d'associations nécessaires pour déclencher le mouvement de grève générale. Si l'exécutif de l'ANEEQ défend un plancher minimal de vingt associations qui entraîne les autres associations, c'est toutefois la proposition défendue par l'AGEUQAM, pourtant membre de l'ANEEQ, qui est adoptée. Cette dernière prévoit que « si le gouvernement ne revient pas sur sa décision, les associations étudiantes recommanderont donc à leurs membres de participer à une grève générale illimitée [à partir du 27 février], pourvu qu'elle s'étende à une majorité de cégeps publics et affecte des campus universitaires regroupant la majorité de la population étudiante ou un nombre important de campus.¹⁶ » Les associations étudiantes se donnent, par ailleurs, deux semaines pour rejoindre le vague plancher fixé qui comprend, minimalement, 23 cégeps et 6 universités. Les associations étudiantes décident aussi d'organiser le 24 février une vigile devant le conseil général du PLQ.

L'ANEEQ doit tout de même faire une concession importante face aux associations membres de le FÉÉQ. Elle, et ses associations étudiantes membres, renonce à la revendication de la gratuité scolaire à l'université¹⁷. Benoit Renaud ajoute qu'en retour « la FÉÉQ renonce à promouvoir son projet d'impôt postuniversitaire (IPU).¹⁸ »

La manifestation unitaire du 14 février 1990 récolte un certain succès. Entre 5000 et 10 000 personnes y bravent le froid.¹⁹ Parallèlement à la hausse des frais de scolarité, l'Assemblée nationale tient une commission parlementaire sur les modifications proposées en avril 1989 au régime des prêts et bourses. Il faut rappeler que le ministre lie la question du dégel des frais de scolarité à une amélioration aux prêts et bourses. Les deux regroupements nationaux majeurs participent à la commission parlementaire le 22 février 1990. Le ministre reste de glace devant les demandes des associations étudiantes et refuse de modifier en profondeur son projet de loi.

Les associations étudiantes se rencontrent à nouveau en Réunion nationale le 24 février à Québec où assistent quarante-quatre associations étudiantes²⁰. Elles reportent de deux semaines la grève générale devant le petit nombre d'associations étudiantes ayant adopté des mandats de grève. Certaines associations comme l'AGEUQAM tempèrent leurs propos sur le plancher fixé : « Ce que l'on a voté le 10 février dernier, ce n'est ni un plancher, ni un plafond, ni un mur, ni une porte ou une fenêtre ; [...] c'est la définition de ce qu'est une vraie grève, vraiment générale et vraiment illimitée [...] d'affirmer André Gagnon responsable général [...].²¹ » La réunion nationale vote d'autres formes d'actions allant des manifestations aux occupations. [...] À la troisième Réunion nationale, le 10 mars 1990, les associations

¹⁶ Joël Arseneau, « Réunion nationale du mouvement étudiant : tout ou rien », *Montréal Campus*, 14 février 1990, p. 3.

¹⁷ Luc Quintal, « Soixante associations réunies...pour la grève générale illimitée », *Unité*, 15 février 1990, p. 5.

¹⁸ Benoit Renaud, *Six grèves générales*, op. cit.,

¹⁹ Jérôme Delgado, « Manif contre le dégel : Marche à frais virés », *Continuum*, 26 février 1990, p. 5.

²⁰ Benoit Kelly, « À la deuxième réunion nationale du mouvement étudiant : On réaffirme l'appel à la grève », *Unité*, 1^{er} mars 1990, p. 4.

²¹ Ibid.

abandonnent le plancher fixé en février, car seulement une douzaine d'entre elles ont des mandats. Quelques associations déclenchent la grève, mais les résultats demeurent décevants. Selon Benoit Renaud :

La mobilisation est radicale, mais demeure éclatée, mal coordonnée et très inégale selon les régions. Seules Montréal et Rimouski ont connu une mobilisation importante (Rimouski et l'AGEUQAM sont en grève pendant 4 semaines complètes, les cégeps de St.-Laurent et du Vieux-Montréal pendant 3 semaines, Rosemont et Maisonneuve 2 semaines).²²

Que pouvons-nous comprendre des exemples précédents ? Que plus vite le rapport de force est établi, moins l'adversaire gouvernemental risque d'attaquer. En revanche, si par division du mouvement ou par crainte de foncer, on ne passe pas à l'action, l'adversaire attaque, surtout s'il est en position de force et empreint d'une « légitimité » électorale. D'après moi, deux scénarios temporels sont possibles quant à la hausse des frais de scolarité : le printemps ou la fin de l'automne prochain. Il faut donc agir rapidement. Je retiens surtout pour exemple 1990, les étudiant-e-s placés devant un fait accompli, qui semblait impossible à combattre, ont renoncé à la mobilisation. Ce n'est peut-être pas la seule raison, mais une raison très importante.

Je prendrais comme dernier exemple celui de la dernière grève générale. La grève a été déclenchée presque une année après l'annonce de la compression de 103 M\$ et plus d'un an après l'adoption de la réforme. Le mouvement étudiant se trouvait alors dans une position très fragile. C'est pourquoi la grève a été très longue. S'il faut se réjouir de la patience des étudiantEs et de leur détermination, je ne suis pas convaincu que la longueur de la grève soit un bon signe en soi. Le fait était déjà accompli et le travail devait être plus difficile pour faire reculer le gouvernement qui perdait ainsi la face.

2. Il faudra éviter toute diversion vers des moyens plus « softs » ou des fameux « plans B » ou « alternatifs à la grève »

Rapidement, dès 1990, sont formulés des moyens « alternatifs » à la grève. Déjà durant certaines rencontres du mouvement étudiant :

^DPlusieurs d'entre elles sont proposées par la nouvelle Coalition des cégeps indépendants du Québec (embryon de la FECQ) qui les présente comme alternatives, au grand dam de la secrétaire générale de l'ANEEQ qui déclare : « Quand on parle de moyens alternatifs à la grève, c'est être perdant au départ. [...] Mais pour aller jusqu'au bout, pour établir un rapport de force qui soit valable, on a (sic) pas le choix de recourir à la grève.²³ »

Alors que la grève générale devient de plus en plus impossible, la FÉÉQ, future FEUQ, propose un « plan B » :

^ELa FÉÉQ élabore, parallèlement à la mobilisation, un plan B. Ce plan prévoit une contestation juridique de la décision du gouvernement sous prétexte que cette dernière

²² Benoit Renaud, *Six grèves générales*, op. cit.

^D Ibid., p. 72.

²³ Ibid.

^E Ibid., p. 73.

« contrevient aux engagements internationaux du Québec aux droits garantis et est discriminatoire.²⁴ » Dans ce cas, « le but ultime de la FÉÉQ est de faire invalider le règlement qui fixe à la hausse le montant maximal que peuvent demander les universités québécoises à leurs étudiants.²⁵ » La démarche est très risquée. Certains juristes critiqueront le geste posé. Ainsi, un professeur du département de sciences juridiques, Michel Lebel, déclare à un journaliste de *l'Unité* : « ne vous embarquez pas là-dedans, c'est faire fausse route. On peut faire appel aux droits sociaux prévus dans les pactes et les Chartes mais en terme juridique il s'agit de droits sociaux non immédiatement applicables.²⁶ » Or, la FÉÉQ admet ses faibles chances de réussite : « Évoquant le peu de chances d'une décision favorable, le secrétaire général de la FÉÉQ, Nicolas Plourde, a mentionné qu'un refus serait inacceptable parce que le gouvernement empêcherait ainsi toute forme de contestation à son égard.²⁷ » L'ANEEQ ne sera jamais chaude à l'idée, mais ne la condamne pas à ses débuts.

Et devinez quoi ? Le recours de la FÉÉQ sera un lamentable échec. Peut-être pas étonnant lorsque l'on sait que leur avocat était Me Guy Bertrand. Et alors que la grève devient de plus en plus impossible à faire :

^FLa fin de la session de l'hiver 1990 impose la suspension de la mobilisation. Les militantes et les militants qui n'ont pas encore jeté la serviette espèrent qu'elle sera relancée à l'automne 1990. L'ANEEQ et plus précisément l'AGEUQAM décident d'appeler au boycott des frais de scolarité²⁸. **Seulement 1% des membres de l'association uqamienne y participeront**²⁹. Une nouvelle Réunion nationale du mouvement étudiant est convoquée à la fin septembre à Rimouski et consacre la division du mouvement. Les deux organisations nationales reviennent sur leurs positions initiales. L'ANEEQ revendique la gratuité scolaire alors que la FÉÉQ revendique son *Nouveau partenariat* qui comprend, notamment l'impôt postuniversitaire. La position de l'ANEEQ est adoptée majoritairement, mais les associations étudiantes membres de la FÉÉQ et de la nouvelle FCEQ quittent avec fracas la réunion³⁰.

Je ne crois pas avoir ici besoin d'étendre plus mon argumentation. Sinon de répéter qu'il est probable que les fédérations étudiantes nous remâchent leurs propos de 2005 selon lesquels « on n'envisage pas la grève » ou encore « ce n'est pas le temps » ou même « on va attendre devoir ce que le gouvernement va faire ». Ceci m'amène à parler de mon troisième point.

3. la grève doit être une occasion de consolider l'ASSÉ et l'ASSÉ doit consolider la grève

Je me permets d'insister sur les propos de François Baillargeon émis dans le cahier de ce congrès.

²⁴ Charles Benoit, « Diversion juridique en vue contre le dégel », *Unité*, 15 février 1990, p. 7.

²⁵ Anonyme, « Tu FÉÉQ quoi ? », *Montréal Campus*, 24 octobre 1990, p. 8.

²⁶ Charles Benoit, loc. cit.

²⁷ Ibid.

^F Ibid., p. 74.

²⁸ Éric-Pierre Gibeault, « Investissement sans dividendes ? », *Continuum*, 10 septembre 1990, p. 7.

²⁹ Benoit Renaud, *Chronologie approximative du mouvement étudiant*, op. cit.,

³⁰ Anonyme, « La réunion nationale du mouvement étudiant tranche en faveur de la gratuité scolaire », *Unité*, 2 octobre 1990, p. 16 et Patrick Minotti, « ANÉÉQ un jour, ANÉÉQ toujours », *Continuum*, 8 octobre 1990, p. 4.

La présence d'une organisation nationale forte, combative et démocratique est, à mon humble avis, une condition nécessaire pour pouvoir vaincre le gouvernement sur la question des frais de scolarité, mais aussi pour pouvoir surveiller les gains acquis suite à la grève (ou les reculs évités), et également pour pouvoir espérer d'autres gains dans le futur.

Comme en 2005, l'ASSÉ doit jouer un rôle de premier plan. Si une coalition peut s'avérer utile, elle n'est pas permanente et pose des problèmes de coordination. En revanche, si le membership de l'ASSÉ s'accroît de manière significative dans les prochains mois, cela jouera aussi sur le rapport de force face à l'État et face aux fédérations.

Historiquement, les gains importants du mouvement étudiant sont intimement liés à la présence d'organisations nationales fortes. Suite à l'adoption de la Loi 32 en 1983, plusieurs associations font front commun autour de l'ANEEQ :

^GL'adoption de la Loi 32 permet à l'ANEQ de faire une grande campagne, à l'automne 1983, pour l'unité du mouvement étudiant. Selon le secrétaire général de l'ANEQ :

il est apparu nécessaire de regrouper les forces étudiantes qui partagent des positions et des objectifs communs ; ces positions, objectifs peuvent se résumer comme suit : l'autonomie de nos organisations par rapport au gouvernement et aux administrations locales, la défense des droits acquis et des revendications historiques du mouvement étudiant telle [sic] que l'accessibilité à l'éducation, la gratuité scolaire, une pédagogie au service de la population.³¹

Dans cette foulée, l'ANEQ appelle les associations étudiantes à un congrès d'unification. La participation est excellente; quarante-trois associations étudiantes sont présentes, dont vingt-quatre non-membres de l'ANEQ³². Le Congrès est un échec relatif. Les délégations présentes rejettent la loi 32, symbole central de la division du mouvement étudiant québécois. Les associations membres de la FAECQ qui sont présentes quittent le congrès en soulignant l'impossibilité de l'unité : « Les associations de la FAECQ ont quitté le congrès dimanche soir après avoir chacune à son tour fait des déclarations admirables de modérations et de calme. Toutes ces déclarations menaient à la même conclusion : l'unité est impossible.³³ » Par ailleurs, les déléguées et délégués d'associations étudiantes non-membres de l'ANEQ s'engagent à demander à leurs assemblées générales de s'y affilier. Ainsi, cinq associations ont déclaré au cours des débats que sur ce programme-là, elles s'engageaient à défendre dans leur assemblée générale respective le principe de l'adhésion à l'ANEQ. L'Association du cégep de Rosemont a ouvert le bal, son assemblée générale par 496 voix contre 4 a donné raison à son Exécutif.³⁴

Les associations étudiantes des cégeps de Hull et de Limoilou imiteront celle de Rosemont et vont s'affilier à l'ANEQ au cours de l'automne 1983, pour porter son membership à

^G Ibid., p. 22 à 24.

³¹ Agnès Gosa, « Entrevue avec Patrice Legendre de l'ANEQ : Demain, un mouvement étudiant uni. », *Continuum*, 3 octobre 1983, p.8.

³² Agnès Gosa, « Demain un mouvement étudiant unis », *Le Continuum*, 14 novembre 1983, p.8.

³³ Ibid.

³⁴ Ibid.

vingt-deux associations étudiantes³⁵. Ironiquement, la campagne d'unification, qui prend les allures d'une grande campagne de maraudage, est initiée lors du XVI^{ème} Congrès de l'ANEQ par les membres du Regroupement pour un véritable syndicat national étudiant du Québec (RVSNEQ) qui le demandent aux membres de l'ANEQ. Ainsi, « les associations membres du RVSNEQ, se sont aperçu que l'ANEQ demeure la seule organisation combative dans la défense des droits des étudiants et étudiantes, et qu'il fallait se battre tous uni-es.³⁶ »

Le RAEU répond au congrès d'unification sollicité par l'ANEQ par un « appel au respect mutuel entre les associations étudiantes nationales que nous lançons, car nous croyons à la possibilité d'une coexistence pacifique, tout comme cela existe dans le monde du travail. On peut donc comprendre que le RAEU se déclare insatisfait du congrès d'unification de l'ANEQ [...] ³⁷» Le RAEU critique à cette occasion les positions idéologiques diverses de l'ANEQ et aussi les attaques lancées contre le RAEU lors du congrès d'unification. De plus, on comprendra le malaise soulevé par le thème du Congrès choisi par la direction de l'ANEQ : « Pour un mouvement étudiant fort, unissons-nous dans l'ANEQ indépendante et démocratique.³⁸ »

Dans l'édition de décembre 1983 du *québec-ÉTUDIANT*, le secrétaire à l'information de l'ANEQ répond, en éditorial, à la FAECQ et au RAEU :

Pendant que le RAEU et la FAECQ tentent de trouver respect et crédibilité dans les couloirs de l'Assemblée nationale, l'ANEQ obtient respect dans les salles de classe, les cafétérias et les assemblées générales. Pour se gagner le respect du P.Q. et des médias, le RAEU et la FAECQ ont cessé de défendre les droits et les intérêts de leurs membres, leur « pragmatisme » ne leur permettant que de quémander les choses qu'ils savent que le gouvernement est disposé à leur donner. L'ANEQ pourrait faire de même et ne s'engager que dans les batailles « gagn[ées] d'avance ». L'ANEQ n'a cependant pas été créée pour vendre les droits étudiants au plus offrant, elle a été créée pour les défendre, ce qui est loin d'être le cas du RAEU et de la FAECQ.³⁹

Les personnes présentes lors d'un congrès de la CASSÉE (le 2^{ème} si je me souviens bien, au Vieux-Montréal) se rappelleront peut-être le discours prononcé par François Giguère, un ancien militant de l'ANEEQ. L'une des raisons de la victoire de 1986 a été l'affiliation de quelques associations étudiantes à l'ANEEQ. Ainsi, lorsque des associations adhèrent à l'ANEEQ en même temps qu'elles votent la grève, elles donnent un signal clair de leur appui à la mobilisation et à la combativité, en plus de légitimer celle-ci face aux organisations concertationnistes de l'époque.

^HQuelques mois après la grève de 1986, la FAECQ et le RAEU se sabordent. Un ancien membre de l'exécutif du RAEU nous explique pourquoi : [qu'] en 1986, Claude Ryan a

³⁵ Jean-Marie Vézina, « Pour l'unité du mouvement étudiant : trois associations de plus dans l'ANEQ », *le québec-ÉTUDIANT*, décembre 1983, p. 1.

³⁶ Céline Séguin et Christian Yaccarini, « Le XVI Congrès de l'ANEQ », *Unité*, mi-septembre 1983, p. 7.

³⁷ Michel Le Comte, « Le RAEU et l'unification », *Continuum*, 14 novembre 1983, p. 8.

³⁸ Anonyme, « Congrès spécial de l'ANEQ », *le québec-ÉTUDIANT*, Novembre 1983, p. 1.

³⁹ Pete Wheeland, « Les « pragmatiques » sont-ils réalistes ? », *le québec-ÉTUDIANT*, décembre 1983, p. 2

^H Ibid, p. 28.

fait une grave erreur politique, la pire gaffe de sa carrière. Il a reculé devant la grève de l'ANEEQ et a retiré son projet de dégel des frais de scolarité. Tout l'échafaudage du RAEU est alors tombé. C'était le coup de grâce, ça a annihilé tout ce que le RAEU avait bâti (sic) en privilégiant la concertation plutôt que la confrontation.⁴⁰

Je n'émetts aucun doute quant à la capacité de l'ASSÉ de supporter la mobilisation et la grève comme elle l'a fait en 2005. Je n'émetts aucun doute non plus sur la capacité et la volonté des fédérations étudiantes de saboter la mobilisation comme elles l'ont fait depuis 1989⁴¹. Ceci pose la nécessité de déstabiliser les fédérations étudiantes. Il ne faudra pas avoir peur de confronter chaque élément de discours qu'elles mettront de l'avant. Déjà, en plus de dire « c'est pas le temps », les fédérations semblent véhiculer l'argument selon lequel il ne faut pas demander aux étudiant-e-s si les gouvernements ou les entreprises ne contribuent pas plus. Cette position appelle à l'intervention du privé et légitimise la contribution des étudiant-e-s. Peut-être qu'il s'agit d'un argument conjoncturel dans le contexte des élections. Peut-être qu'il s'agit d'une nouvelle mouture du *Nouveau partenariat* des années 1990, lequel consistait précisément à accepter l'augmentation des frais de scolarité en retour d'un investissement de l'État et des entreprises. Les affiliations à l'ASSÉ, nécessaires impliquent d'autres désaffiliations de la FEUQ et de la FECQ. Il faut nouer ou consolider des liens avec les éléments progressistes des associations membres des fédérations...

4. il faut que le mouvement soit combatif et radical, sans tomber dans le gauchisme

La présence de militantEs d'expérience, souvent d'extrême-gauche est bénéfique au mouvement dans la mesure où elles et ils peuvent partager leurs connaissances, leurs analyses et leurs expériences passées. Il faut toutefois éviter de confondre, comme trop souvent nous sommes porté-e-s à le faire, le groupe affinitaire et l'organisation de masse, le tout dans la perspective de rallier ceux et celles qui ne sont pas nécessairement prêt-e-s à des actions plus radicales...pour l'instant.

Je ne me prononcerai pas sur le débat sur la violence et la non-violence. Il serait toutefois utile de régler rapidement la question avant ou au début de la grève. Le Congrès de l'ASSÉ devrait à cet égard, et à bien d'autres, adopter de grands principes et laisser une certaine marge de manœuvre au Conseil de coordination, au Conseil exécutif et aux comités. Je ne veux pas dé-démocratiser l'ASSÉ, mais plutôt suggérer de faire sorte que l'on ne patauge pas dans des congrès longs, pénibles, ennuyeux et finalement, décourageants. Il s'agit ici, essentiellement, d'un jugement de valeur sur les congrès de la CASSÉÉ auxquels j'ai assisté.

Grève défensive / grève offensive

Il peut être réaliste de considérer que la mobilisation défensive contre le dégel peut soulever une contre-attaque offensive pour la gratuité scolaire. Cela aura le mérite, comme en 2005, de relever le niveau général du débat. Si, dans l'hypothèse où le gouvernement décide de ne pas hausser les frais de scolarité, je suis sceptique sur la possibilité de mener une telle offensive. Rappelons-nous que la gratuité scolaire était une revendication plus facile à concevoir en 1988 alors que les frais de

⁴⁰ Gustave Caluori, « Un ex-militant se rappelle : Retour vers le futur », *Continuum*, 20 mars 1989, p. 9.

⁴¹ Vous pouvez également lire plusieurs bilans sur la grève de 2005 sur cette question. Je cite au passage le livre *Carré rouge La grève étudiante du printemps 2005* d'un collectif (édition libre), 110 pages et mon article paru dans argument « Des fédérations froides à un printemps chaud, bilan critique de la grève étudiante de 2005 », dans *Argument*, volume 8, numéro 2, printemps-été 2006, pages 9 à 22.

scolarité étaient de 50 \$ par cours alors qu'ils sont maintenant près de 200 \$. Il me semblerait plus avisé une lutte offensive sur les prêts et bourses. C'est d'ailleurs historiquement là où les grèves offensives ont donné des résultats (1968, 1974, 1978, 1988). Une lutte conséquente pour une amélioration substantielle (tant au niveau de l'accessibilité que des montants accordés) doit être envisagée. Il n'est pas trop tard non plus. En 1974, le mouvement étudiant a changé toutes les revendications...de la lutte contre les TAEU à la réforme des prêts et bourses.

En conclusion, il n'appartient pas à l'auteur de ces lignes de vous dire quoi faire. Il appartient aux associations de déterminer les stratégies appropriées après avoir débattu de ces questions dans leurs journaux, assemblées, conseils, comités, etc. Le Congrès devra tendre au consensus et j'invite les associations minoritaires à se rallier rapidement. Les divisions seraient stériles et ne profiteraient qu'au gouvernement et aux fédérations.

Je me permets de résumer les éléments importants :

- Déclenchez la grève rapidement. Plus le mouvement attendra, plus il sera difficile de faire renverser une décision.
- Grèves tournantes au printemps, adoption des mandats de principe au printemps, assemblées au retour pour un déclenchement au plus tard fin septembre.
- Consolidez l'ASSÉ.
- Campagnes d'affiliation en même temps que les mandats de principe. Espérons (et pourquoi ne pas y travailler) des désaffiliations de la FECQ et de la FEUQ.
- Préparez les arguments contre les plans B.
- Textes et tracts, ateliers aux camps d'orientations ou de formation, conférences, etc.
- Évaluez la motivation des membres et l'état du mouvement objectivement.
- Ne pas s'enfermer dans des considérations idéologiques hors de la réalité concrète.

La gratuité scolaire mais pour quoi ? et pour qui ?

Comité Jeanne-Corbin,
Parti communiste révolutionnaire, mars 2007

Il est clair que nous n'avons pas l'intention de négocier le montant d'une hausse des frais, ni d'assumer à nos dépens, dans une quelconque proportion, la gestion des coupures et du désengagement de l'État. Notre position est claire : droit à l'éducation et gratuité scolaire !

Mais quel est, exactement, le sens de cette lutte pour la gratuité scolaire ? La réponse à cette question ne va pas de soi; il est primordial d'en éclaircir les enjeux et d'identifier clairement les intérêts et les principes politiques que nous défendons.

Il ne s'agit évidemment pas d'une lutte menée sous le signe d'un nationalisme économique pour subventionner le développement du capital humain québécois et la compétitivité de " nos " entreprises nationales. Nous refusons certes qu'on nous appauvrisse davantage, qu'on nous tienne dans la précarité, et nous cherchons au contraire à améliorer nos conditions d'existence. Mais la lutte pour la gratuité scolaire ne se réduit pas non plus à ces seuls enjeux économiques, à notre capacité de payer le loyer et l'épicerie. Par delà ce premier niveau d'enjeux, ce dont il est fondamentalement question, c'est d'une lutte politique beaucoup plus globale. En refusant les hausses de frais, en revendiquant la gratuité scolaire, nous rejetons en fait un système d'éducation au service de la reproduction des classes sociales.

La bourgeoisie, par la bouche de ses politiciens et de ses idéologues éditorialistes, essaie de nous faire croire que le gel des frais, et à plus forte raison la gratuité scolaire, sont des subventions aux riches qui ont les moyens de payer pour leur éducation. C'est une analyse pour le moins partielle et malhonnête de la question. Ce qui est vrai, c'est que la gratuité scolaire ou des droits de scolarité élevés ne changeront strictement rien à l'accès des riches à l'éducation. Par contre, pour les enfants des classes populaires, des frais de scolarité signifieront toujours l'endettement, le sacrifice et la dissuasion. Pour les plus persévérantEs d'entre eux et elles, ils constitueront toujours des pressions et des contraintes sur le choix des parcours scolaires, la durée des études, l'obligation de concilier emplois précaires et études à un rythme épuisant... préfiguration de ce qui les attend sur le marché du travail alors qu'ils et elles traîneront le poids de lourdes dettes.

Les droits de scolarité sont donc clairement des mécanismes de reproduction d'une structure sociale profondément inégalitaire. Comme tels, ils agissent à différents niveaux. D'une part, ils servent de filtre pour canaliser le flot des futurEs salariéEs vers les formations menant aux différentes branches du marché du travail : les uns et les autres devront échoir dans la formation professionnelle, les techniques collégiales ou les baccalauréats, maîtrises et doctorats. Plusieurs ne diplômeront simplement pas du tout, assurant l'approvisionnement d'un bassin de main-d'œuvre non qualifiée nécessaire aux innombrables sous-emplois. D'autre part, par le recours à l'aide financière qu'ils induisent, les frais de toutes sortes génèrent de vastes contingents de diplôméEs écraséEs sous les dettes, nouveaux candidats et nouvelles candidates à l'emploi d'autant plus exploitables qu'ils et elles sont prisEs à la gorge par les institutions financières et donc à la merci des conditions qu'offrent les patrons sur le marché du travail. Soulignons d'ailleurs que cette dynamique pèsera sur les femmes plus lourdement que sur quiconque, elles qui sont encore aujourd'hui largement désavantagées sur le marché du travail. Soulignons également que les étudiantEs pauvres sont loin

d'être les seulEs à être entraînéEs dans la spirale de l'endettement. C'est une condition de plus en plus généralisée ; elle rapproche la situation étudiante de celle de millions de travailleurs et de travailleuses qui, prisEs dans l'engrenage du crédit pour maintenir leurs conditions de vie, paient un lourd tribut au capital financier.

Dans ces conditions, il est bien difficile pour l'éducation de jouer, ainsi qu'on prétend souvent qu'elle doit le faire, comme levier de promotion sociale. L'endettement étudiant n'est pas une opportunité pour jeunes gens travaillants, c'est une mesure de sélection sociale, de contrôle des salaires et de domestication des travailleurs et des travailleuses. Un mécanisme de reproduction des classes sociales, comme nous le disions.

S'il était encore nécessaire de déboulonner davantage la démagogie bourgeoise en matière de droits de scolarité, soulignons également l'hypocrisie de tous ceux et celles qui se scandalisent qu'on subventionne l'éducation des riches en n'augmentant pas les frais... tout en nous proposant du même coup de diminuer les impôts sur le revenu, d'abolir la taxe sur le capital et de maintenir un vaste régime d'évasion fiscale. Le message est clair : laissons la bourgeoisie disposer de sa richesse comme elle l'entend et faisons comprendre aux travailleurs et aux travailleuses qu'il faut payer cher l'ambition de ne pas " croupir au bas de l'échelle ".

Dans cette perspective, ***lutter pour la gratuité scolaire, c'est s'engager en faveur des intérêts des classes populaires.*** C'est donc prendre part à une bataille beaucoup plus vaste que celle du seul front de l'éducation. Car ne nous berçons pas d'illusion, si la gratuité scolaire est une lutte nécessaire, son instauration ne signifiera pas pour autant le paradis du droit à l'éducation et encore moins la fin des inégalités sociales. La véritable origine des inégalités sociales, on la trouve non pas dans le système d'éducation, mais dans les rapports d'exploitation et de domination entre patrons et travailleurs, travailleuses. C'est par une vaste lutte politique, une véritable révolution socialiste, qu'on viendra à bout de cette société de classes. Dans la mesure où nous nous armons d'une conscience des intérêts de classes en jeu, la lutte pour la gratuité scolaire peut porter aujourd'hui les germes de ce renversement.

Une conscience de classe, mais quelle attitude politique ?

Lorsqu'on nous dit que le système d'éducation est dans une impasse financière, que nous devons faire notre part et que nous payons les frais les moins chers au pays, c'est bien de cette lutte qu'il s'agit : la lutte de la bourgeoisie pour exclure les plus exploités des bancs d'école. Malheureusement pour eux, nous ne ferons pas notre part pour pallier le désengagement financier de la grande bourgeoisie dans le financement de son État bourgeois, avec les paradis fiscaux et les baisses d'impôts pour le sommet de la pyramide et la misère pour la grande majorité. Nous ne ferons pas notre part pour assumer le désengagement de l'État en éducation, alors que celui-ci détourne ces fonds vers les investissements en contrôle social, en répression et en subventions **à l'entreprise privée.**

Qu'on se le tienne pour dit, augmenter nos frais ne sera jamais rentable, ce sera toujours synonyme de désordre social, de grèves générales, de perturbations économiques et de consolidation de nos organisations politiques. Tant que l'éducation sera un moyen de produire des travailleurs et des travailleuses aliénéEs, dociles et performantEs, qui iront se faire bouffer par le marché du travail, que ce soit gratuit ou pas, nous allons nous organiser pour lutter. Si les frais de scolarité au Québec sont les plus bas, c'est bien parce que nos prédécesseurEs ont toujours lutté contre les hausses.

Le système d'éducation est traversé par l'ensemble des classes sociales. Tous et toutes n'ont pas intérêt à la gratuité scolaire. Organisons les forces qui en ont vraiment l'intérêt et lançons un large mouvement de grève vraiment combatif ! Ne soyons ni les complices ni les victimes des choix politiques de la bourgeoisie et de ses représentantEs dans l'université !

Non aux hausses de frais ! Oui à la gratuité scolaire ! Menons la lutte de classe dans l'université !

L'accès à l'éducation et la gratuité sous le capitalisme. Le « moins pire » est derrière nous, devant il n'y a que la lutte!

Bureau d'information politique du *Parti communiste révolutionnaire (PCR)*
Mars 2007

Encore une fois cette année, la menace d'un dégel des frais de scolarité, cette fois défendue par le gouvernement Charest minoritaire et l'opposition officielle de l'ADQ, plane sur la tête des étudiants et étudiantes qui ont entamé la mobilisation en vue de protester contre cette nouvelle offensive.

Il y a à peine deux ans, une autre lutte étudiante avait marqué le printemps au Québec et atteint une mobilisation sans précédent. Plus de 220 000 étudiants et étudiantes ont contesté par la grève l'attaque de l'État québécois visant à convertir une grande partie des bourses en prêts.

Ces attaques reflètent la dégradation constante du financement de l'éducation depuis une vingtaine d'années. Cette dégradation se vit d'ailleurs dans bien des pays du monde et aurait tout aussi bien pu se dérouler dans n'importe quel État capitaliste du globe. C'est que partout dans ces économies en crise larvée, les surprofits autrefois consacrés aux services publics sont beaucoup plus difficiles à dégager. Cette situation nous révèle que JAMAIS, l'accès et le droit à services publics gratuits pour le prolétariat et les pauvres, tant en santé qu'en éducation, n'ont été reconnus par les capitalistes et la bourgeoisie au pouvoir. Simplement, dans ses années de forte croissance économique, la classe dirigeante des capitales impérialistes pouvait concéder à sa population un accès à l'éducation supérieure et ainsi payer pour former sa main-d'œuvre dans les secteurs les plus « payants » de l'économie mondiale (technologies de pointe, secteurs financiers, etc...). Aujourd'hui, l'éducation redevient aux yeux de la bourgeoisie, la marchandise qu'elle a toujours été, après un « accident historique » de 30 ans. La lutte de notre classe, celle des pauvres et des prolétaires, pour une éducation libre et gratuite est donc indissociable de la lutte à mener pour renverser le capitalisme. Car ce système fondé sur la nécessaire exploitation de notre travail, de nos idées et de nos meilleures ressources dans toutes les activités humaines, n'a ni la capacité, ni la volonté « d'éduquer » les populations si ce n'est pour son propre compte. Et encore moins de les éduquer aux valeurs d'une société sans classes sociales, sans inégalité, sans pauvreté. Éduquons-nous donc à le renverser !

UN PEU D'HISTOIRE : L'hypocrisie bourgeoise et l'éducation des classes populaires

En 1996, l'OCDE (Organisation coopérative de développement économique), où les 20 pays les plus riches de la planète tentent de coordonner leurs différentes politiques économiques, émettait les recommandations suivantes aux différents États membres (États-Unis, Canada, France, Grande-Bretagne, Japon, etc...) :

« Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de services, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles et aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de

l'enseignement et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles ou supprimer telle activité. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte qu'on évite un mécontentement général de la population. (...) Les pouvoirs n'auront plus qu'à assurer l'accès à l'apprentissage de ceux qui ne constitueront jamais un marché rentable, et dont l'exclusion de la société en général s'accroîtra à mesure que d'autres vont continuer à progresser. »

Ce cynisme des classes dirigeantes a de quoi scandaliser et pourtant, il existe de plus en plus impunément dans les pays riches aujourd'hui. Il nous scandalise, mais il n'est guère surprenant quand on examine comment le système capitaliste depuis ses tous débuts, a traité la question de l'éducation des classes populaires.

1850-1945 : l'éducation des classes pauvres ne dépasse pas le primaire

C'est le capitalisme qui a créé l'éducation « publique » telle que nous la connaissons aujourd'hui, d'abord pour ses propres intérêts. Jusqu'à la moitié du 18^e siècle, les empires européens vivaient dans un système dominé par le féodalisme, la monarchie et la production marchande. À l'époque de la production artisanale, l'éducation dans les couches populaires se transmettait de façon privée. Il s'agissait d'abord d'éduquer les enfants au travail et éventuellement d'acquérir la connaissance d'un métier artisanal, à travers l'apprentissage auprès d'un maître artisan (menuisier, tisserand, teinturier, etc...). Soumises au discours idéologique dominant par l'entremise de l'Église catholique et des prêches du dimanche, les connaissances imposées aux couches populaires (paysannerie et artisans pauvres) se résumaient à la peur et au respect de l'autorité suprême des dieux et des rois. Au cours du premier centenaire du développement du capitalisme (1750 – 1850) et malgré son développement fulgurant, les couches populaires ont été maintenues dans un véritable esclavage organisé, dans l'ignorance la plus crasse. Pendant ce temps, les premiers bourgeois, à l'image des rois d'autrefois, éduquaient leurs enfants à l'aide de précepteurs privés et souvent religieux puisque ceux-ci possédaient une longue tradition d'érudition intellectuelle.

Au Québec en 1801, une première législation est instaurée concernant l'instruction publique, sous les auspices de l'autorité royale anglaise. On assiste à l'implantation des premières écoles de fabrique. L'instruction est gérée et dirigée par les curés selon le découpage des paroisses de l'époque. Ce n'est qu'au milieu des années 1800 qu'un premier rapport sur la question de l'éducation est déposé.

La première étape dans le développement de l'éducation publique se limite à l'accès à l'école primaire. Il en demeure ainsi jusqu'à aussi récemment qu'en 1946, soit il y a tout juste 60 ans. Pendant plus de cent ans de capitalisme en plein essor, le système d'instruction publique limite les classes populaires à un enseignement ne dépassant jamais la neuvième année. Et même, la majorité ne s'y rend même pas. Selon les statistiques du Département de l'instruction publique du Québec à la fin de la Deuxième Guerre mondiale (1945) :

- 46 % des jeunes atteignait la 7^e année;
- 17 % allait jusqu'en 9^e année
- 2 % seulement terminait la 12^e année (équivalent à la fin du secondaire).

Ce 2 % de privilégiés, c'est la classe bourgeoise qui seule à l'époque peut se payer l'école classique et ainsi se reproduire elle-même comme classe dirigeante de la société.

Pour les classes populaires exploitées, le système d'éducation fournit alors des notions élémentaires permettant à la main-d'œuvre ouvrière de savoir minimalement lire et écrire, mais guère plus. Un système ainsi organisé ne permet pas (et ne permettra jamais vraiment) de modifier les classes sociales de façon significative, au contraire.

Il reproduit inlassablement la réalité des classes sociales sous le capitalisme : une mince minorité propriétaire, dirigeante et éduquée, contre une vaste majorité, alors tout juste assez formée pour livrer le travail qu'on exige d'elle. Le rôle de l'éducation primaire pour les classes pauvres est essentiellement idéologique, et inculque le respect de la religion et des différents symboles d'autorité : les patrons d'usine et propriétaires capitalistes, les notables et dirigeants politiques dans les villages, les curés.

1945 -1975 : l'âge d'or de l'éducation publique sous le capitalisme

Avec la fin de la guerre, l'impérialisme en Europe et surtout en Amérique du Nord, vit son âge d'or. Le pillage du tiers-monde va bon train, la destruction engendrée par la guerre va permettre aux entreprises et États impérialistes de connaître un essor et une croissance économique sans précédent.

Les profits qui s'accumulent dans les pays riches, conjugués aux contradictions croissantes entre la classe ouvrière et les riches propriétaires font en sorte que le système impérialiste a les moyens de consacrer une partie de ces surprofits à l'élargissement de l'éducation publique. La « spécialisation » des économies capitalistes s'opère vers des secteurs plus « pointus » (bancaires, financiers, services, et bientôt l'informatique) qui exigent une plus grande qualification de la main-d'œuvre. Pendant ces 30 années, la fonction économique et sociale de l'éducation devient plus importante que sa fonction idéologique. L'idéologie bourgeoise possède d'autres canaux que l'école pour se reproduire: la télévision, les magazines, les journaux et le matraquage publicitaire permettent d'éduquer les masses à l'idéologie dominante et avec elle, aux valeurs de consommation du capitalisme, tout aussi indispensables en cette période de surproduction effrénée. Plus récemment, les nouveaux produits de consommation, plus sophistiqués qu'autrefois comme Internet, exigent de plus un niveau de culture générale plus élevée que dans les années 40; il faut bien que la « masse » sociale, désormais vue comme une machine à consommer, sache minimalement utiliser un ordinateur, un système de son, etc...

L'école secondaire, académique ou professionnelle, s'ouvre donc progressivement à la classe ouvrière. Au Québec, cette entrée massive du prolétariat dans le système d'éducation secondaire s'amorce au milieu des années 60. Par ailleurs, pendant cette période de « massification » scolaire, que la bourgeoisie a appelée la « démocratisation de l'éducation », les études supérieures se sont également ouvertes à une partie du prolétariat, mais dans une bien moindre mesure. Le besoin de combler de plus en plus de postes dans l'immense « bureaucratie du capital » que sont devenues les États impérialistes, tant dans l'État lui-même que dans le secteur privé, a permis l'apparition d'une petite-bourgeoisie qui au Québec a pris des proportions significatives (quelque 30 % de la population). Dans certains cas ils seront des cadres et gestionnaires du capital ou deviendront des intellectuels dirigeants la production (comme les ingénieurs par exemple).

Mais il reste qu'une large part de la population, le prolétariat, est demeurée plafonnée au niveau des études secondaires. En 1976, alors qu'on atteignait le maximum de la « démocratisation » de l'école, 67 % des Québécois et Québécoises ne dépassaient pas les études secondaires. Fondamentalement, l'éducation publique (bourgeoise) ne transforme pas les classes sociales, elle reproduit simplement, année après année, le même rapport des classes entre elles: une large majorité de prolétaires d'une part, et une minorité marginale de bourgeois et bourgeoises, qui monopolisent la direction de la société et s'approprient la richesse produite collectivement.

1976 et encore aujourd'hui... l'éducation comme marchandise

On peut dire que depuis le milieu des années 70 et la première grande récession d'après la Seconde Guerre mondiale, les grands États impérialistes vivent en mode de crise économique larvée. La croissance économique n'y dépasse jamais les 1 ou 2 % (autant dire qu'elle est nulle); les gains de productivité, qui permettraient aux capitalistes de faire plus de profits en dépensant moins, ne peuvent plus faire des bonds tels que ceux qu'ont permis l'industrialisation et l'automatisation du début du siècle.

En conséquence, la bourgeoisie et cela vaut au Québec et au Canada, ne veut plus consentir à donner autant de la plus-value générale attribuée aux services publics qu'elle le faisait lorsque ses affaires étaient florissantes. Le logement, la santé, l'éducation, les garderies, doivent désormais redevenir des marchandises à rentabiliser pour le capitalisme. Et l'État bourgeois, comme haut-parleur de ce système, cherche à nous convaincre depuis ce temps « qu'on ne peut plus se payer comme société des services publics mur à mur ».

La « marchandisation » des services publics et de l'éducation puisqu'on en parle, ne fait donc qu'accentuer davantage l'écart entre l'accès des riches et des pauvres aux études supérieures. Cette tendance généralisée, si elle fut retardée au Québec est quand même à l'œuvre dans l'ensemble du Canada et ne fera que se poursuivre, même au secondaire.

En 2001 au moment du recensement canadien, sur 5 832 350 personnes de 15 ans et plus que comptait la province de Québec, 3 981 855 soit près de 4 millions sur près de 6 millions – bref, quelque 66 % – n'avaient soit aucun diplôme, soit tout au plus un diplôme de niveau secondaire ou d'école de métier. Pire, en 2002, 18 % des élèves au Québec continuaient de quitter l'école avant l'obtention de leur diplôme secondaire.

Du côté de la bourgeoisie, la marchandisation de l'éducation prend de plus en plus la forme d'universités privées, financées par les entreprises et où l'inscription coûte une fortune. Rien qu'aux États-Unis, il existe maintenant quelque 2000 universités du genre, comme la Motorola University, la Corporate University Xchange à New York, la Olin School of Management à St-Louis ou la Siemens ICN. Selon un article paru dans le très sérieux Financial Times (25 mars 2002) ce type d'institutions gagne maintenant du terrain en Europe (tel la Lufthansa School of Business à Francfort) et en Asie. Désormais, l'éducation supérieure permet aux employés-es des grandes entreprises de se payer des études extrêmement spécialisées et adaptées aux besoins de l'entreprise, en plus de payer à chaque fois pour acquérir une nouvelle spécialisation, celle-ci devenant chaque jour plus pointue.

L'éducation publique bourgeoise ne nous libérera jamais!

Le système social bourgeois mis en place par le capitalisme ne peut aller vers plus de progrès. Au contraire il régresse, se fissure et périlite. Au Québec, après plus de 40 ans de réformes bourgeoises en éducation, les classes sociales continuent à être des catégories opposées, y compris dans le domaine des connaissances, du savoir et de l'éducation. Les jeunes des milieux modestes et prolétariens qui accèdent à l'université le font dans des proportions infiniment plus faibles que ceux et celles de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie supérieure. Et quand cela arrive, c'est trop souvent dans des conditions de précarité, de pauvreté voire même, d'indigence matérielle qui sont révoltantes quand on les compare au luxe et autres facilités qui caractérisent la jeunesse dorée des classes bourgeoises.

Les luttes étudiantes du printemps 2005 et celles qui se dessinent contre le dégel révèlent les conditions précaires auxquelles sont soumis les étudiants et étudiantes, y compris au sein de la petite-bourgeoisie, et les difficultés rencontrées pour terminer leurs études. Les revendications de gratuité scolaire sont tout à l'honneur d'un mouvement comme l'ASSÉ et demeurent une revendication immédiate minimum sous le capitalisme.

Mais l'éducation publique bourgeoise – dont l'heure de gloire « démocratique » est passée – même gratuite, ne permettra jamais aux classes exploitées et prolétariennes de se libérer de leur pauvreté et de l'exploitation. Pour cela, c'est le capitalisme et son système bourgeois qu'il faut détruire, afin d'instaurer une éducation véritablement polytechnique, qui éduquera les travailleurs et travailleuses aux apprentissages tant manuels qu'intellectuels; une éducation prônant les valeurs communistes d'égalité, de véritable participation des masses à la vie politique et économique, qui développera les capacités de direction de l'ensemble des gens et la satisfaction des besoins de toutes et tous.

Propositions

Procédures

1. Le Conseil exécutif propose Francis Hamel à l'animation, Valérie Soly au secrétariat et Myriam Villeneuve comme gardienne du senti.
2. Le Conseil exécutif propose d'ajouter un point « 1.4 Caucus procédures » à l'ordre du jour.
3. Le Conseil exécutif propose que le Congrès se divise en 3 groupes pour faire les caucus procédures.

Grève générale illimitée

1. Dans le but de profiter au maximum de cette journée de Congrès;
Dans le but de faciliter la direction des débats entourant la prochaine grève générale illimitée;
Le Conseil exécutif propose qu'un bref tour de table individuel soit tenu sur le dernier plan d'action et les perspectives à venir suivi d'une plénière de 1 heure sur les perspectives générales de grève générale illimitée, et ce, dans le but de briser la glace et de fournir un portrait global au Congrès.
Que des plénières de 30 minutes aient lieu sur les sujets suivants :
 - Base revendicatrice;
 - Structure et perspectives financières;
 - Liens internes et externes;
 - Plan d'action :
 - Déclenchement;
 - Actions et escalade des moyens de pression;
 - Information, mobilisation et diffusion du message;
 - Retour
2. Le Conseil exécutif propose de restreindre les droits de parole à 3 minutes par intervention.